

CONSEIL COMMUNAL DU 18 NOVEMBRE 2025
GEMEENTERAAD VAN 18 NOVEMBER 2025

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Christophe De Beukelaer, *Conseiller communal-Président/Gemeenteraadslid-Voorzitter* ;
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Tanguy Verheyen, Damien De Keyser, Philippe van Cranem, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne, Dominique Harmel, *Échevins/Schepenen* ;
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Caroline Lhoir, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird-Sterckx, Marie Cruysmans, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Yvan Verougstraete, Jean-Nicolas Laurent Josi, Virginie Van Lierde, Fabienne Puel van Raemdonck, Emmanuel Fouarge, Géraldine de Chestret de Haneffe, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Nouredine Chaghoulani, Laurent de Spirlet, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

18.11.2025/A/0001 **CC - Adoption du registre des délibérations de la séance du 14.10.2025**

LE CONSEIL,

Considérant que le registre de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 31 et 32 ;

DECIDE d'approuver le registre des délibérations de la séance du 14.10.2025.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

GR - Goedkeuring van het register der beraadslagingen van de zitting van 14.10.2025

DE RAAD,

Overwegende dat het register van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name de artikels 31 en 32 ;

BESLUIT het register der beraadslagingen van de zitting van 14.10.2025 goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

18.11.2025/A/0002 **CC - A.S.B.L. communales - Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale - Conventions à conclure avec les A.S.B.L. communales dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, dans sa version coordonnée, en particulier les articles 38 à 40 ;

Considérant que ladite ordonnance prévoit que la Commune conclut une convention avec les A.S.B.L. communales dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale ;

Considérant que ladite ordonnance définit le contenu minimum de ces conventions ;

Considérant que sous l'ancienne mandature, la commune a conclu une convention avec les A.S.B.L. suivantes :

- l'A.S.B.L. ACCUEIL RENCONTRE AMITIÉ, B.C.E. 0825.554.924, dont le siège social est situé avenue Charles Thielemans 93, 1150 Bruxelles ;
- l'A.S.B.L. CAP FAMILLE, B.C.E. 0475.634.451, dont le siège social est situé avenue Charles Thielemans 95, 1150 Bruxelles ;
- A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE, en abrégé "LE CROUSSE" A.S.B.L., B.C.E. 0417.408.024, dont le siège social est situé rue au bois 11, 1150 Bruxelles
- l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI BOIS, B.C.E. 0418.463.542, dont le siège social est situé avenue du Haras 100, 1150 Bruxelles ;
- l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU, B.C.E. 0417.612.417, dont le siège social est situé avenue du Chant d'Oiseau 40, 1150 Bruxelles ;
- l'A.S.B.L. CENTRE CULTUREL ET DE CONGRÈS, B.C.E. 0412.532.585, dont le siège social est situé avenue Charles Thielemans 93, 1150 Bruxelles ;
- l'A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE, B.C.E. 0878.696.175, dont le siège social est situé Val des Seigneurs 67 A, 1150 Bruxelles ;
- l'A.S.B.L. VILLA FRANÇOIS GAY, B.C.E. 0453.061.561, dont le siège social est situé rue François Gay 326, 1150 Bruxelles ;
- A.S.B.L. WOLU-ANIMATIONS, B.C.E. 0417.957.756, dont le siège social est situé avenue Charles Thielemans 93, 1150 Bruxelles ;

Considérant que les conventions précitées sont arrivées à échéance ;

Considérant qu'il convient, dans le cadre de la nouvelle mandature, de conclure de nouvelles conventions avec les A.S.B.L. communales dont 50% au moins du budget est couvert par subventions communales ;

Vu la convention ci-annexée à conclure entre la commune et l'A.S.B.L. ACCUEIL RENCONTRE AMITIÉ sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la convention ci-annexée à conclure entre la commune et l'A.S.B.L. CAP FAMILLE sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la convention ci-annexée à conclure avec l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE, sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du

05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale;

Vu la convention ci-annexée à conclure avec l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI BOIS, sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale;

Vu la convention ci-annexée à conclure avec l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU, sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale;

Vu la convention ci-annexée à conclure entre la commune et l'A.S.B.L. CENTRE CULTUREL ET DE CONGRÈS sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la convention ci-annexée à conclure entre la commune et l'A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la convention ci-annexée à conclure entre la commune et l'A.S.B.L. VILLA FRANÇOIS GAY sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la convention ci-annexée à conclure entre la commune et l'A.S.B.L. WOLU-ANIMATIONS sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

DECIDE d'adopter :

- la convention ci-annexée à conclure entre la commune et l'A.S.B.L. ACCUEIL RENCONTRE AMITIÉ, B.C.E. 0825.554.924, dont le siège social est situé avenue Charles Thielemans 93, 1150 Bruxelles, sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;
- la convention ci-annexée à conclure entre la commune et l'A.S.B.L. CAP FAMILLE, B.C.E. 0475.634.451, dont le siège social est situé avenue Charles Thielemans 95, 1150 Bruxelles, sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;
- la convention ci-annexée à conclure entre la commune et l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE, en abrégé "LE CROUSSE" A.S.B.L., B.C.E. 0417.408.024, dont le siège social est situé rue au bois 11, 1150 Bruxelles , sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;
- la convention ci-annexée à conclure entre la commune et l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI BOIS, B.C.E. 0418.463.542, dont le siège social est situé avenue du Haras 100, 1150 Bruxelles, sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;
- la convention ci-annexée à conclure entre la commune et l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU, B.C.E. 0417.612.417, dont le siège social est situé avenue du Chant d'Oiseau 40, 1150 Bruxelles , sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;
- la convention ci-annexée à conclure entre la commune et l'A.S.B.L. CENTRE CULTUREL ET DE CONGRÈS, B.C.E. 0412.532.585, dont le siège social est

situé avenue Charles Thielemans 93, 1150 Bruxelles, sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

- la convention ci-annexée à conclure entre la commune et l'A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE, B.C.E. 0878.696.175, dont le siège social est situé Val des Seigneurs 67 A, 1150 Bruxelles, sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale;
- la convention ci-annexée à conclure entre la commune et l'A.S.B.L. VILLA FRANÇOIS GAY, B.C.E. 0453.061.561, dont le siège social est situé rue François Gay 326, 1150 Bruxelles, sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.
- la convention ci-annexée à conclure entre la commune et l'A.S.B.L. WOLU-ANIMATIONS, B.C.E. 0417.957.756, dont le siège social est situé avenue Charles Thielemans 93, 1150 Bruxelles , sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

GR - Gemeentelijke V.Z.W.'s - Ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten - Te sluiten overeenkomsten met de gemeentelijke V.Z.W.'s waarvan minstens 50% van de begroting gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie - Aanneming

DE RAAD,

Gelet op de Ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, in de gecoördineerde versie, met name artikels 38 tot 40 ;

Overwegende dat de genoemde ordonnantie voorziet dat de gemeente een overeenkomst moet sluiten met de gemeentelijke V.Z.W.'s waarvan ten minste 50% van de begroting wordt gedekt door een gemeentelijke subsidie ;

Overwegende dat de genoemde ordonnantie de minimuminhoud van deze overeenkomsten bepaalt ;

Overwegende dat de gemeente tijdens de vorige ambtstermijn een overeenkomst heeft gesloten met de volgende V.Z.W.'s :

- de V.Z.W. "ACCUEIL RENCONTRE AMITIÉ", K.B.O. 0825.554.924, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Charles Thielemanslaan 93, 1150 Brussel ;
- de V.Z.W. "CAP FAMILLE", K.B.O. 0475.634.451, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Charles Thielemanslaan 95, 1150 Brussel ;
- de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE", afgekort "LE CROUSSE" V.Z.W., K.B.O. 0417.408.024, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Stoeterijlaan 11, 1150 Brussel ;
- de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI BOIS", K.B.O. 0418.463.542, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Stoeterijlaan 100, 1150 Brussel ;
- de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU",

K.B.O. 0417.612.417, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Vogelzanglaan 40, 1150 Brussel ;

- de V.Z.W. "CULTUREEL- EN CONGRESCENTRUM", K.B.O. 0412.532.585, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Charles Thielemanslaan 93, 1150 Brussel ;
- de V.Z.W. "PRÉVENTION ANIMATION JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE", K.B.O. 0878.696.175, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Herendal 67 A, 1150 Brussel ;
- de V.Z.W. "VILLA FRANÇOIS GAY", K.B.O. 0453.061.561, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te François Gaystraat 326, 1150 Brussel ;
- de V.Z.W. WOLU-ANIMATIES, K.B.O. 0417.957.756, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Charles Thielemanslaan 93, 1150 Brussel ;
- de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE", afgekort "LE CROUSSE" V.Z.W., K.B.O. 0417.408.024, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Stoeterijlaan 11, 1150 Brussel ;

Overwegende dat de bovengenoemde overeenkomsten afliepen ;

Overwegende dat, in het kader van de nieuwe ambtstermijn, nieuwe overeenkomsten moeten worden ondertekend met de gemeentelijke V.Z.W.'s waarvan de begroting wordt gedekt door ten minste 50% van de gemeentelijke subsidies ;

Gelet op de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. "ACCUEIL RENCONTRE AMITIÉ" op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

Gelet op de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. "CAP FAMILLE" op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

Gelet op de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE" op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

Gelet op de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI BOIS" op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

Gelet op de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU" op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

Gelet op de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. "CULTUREEL- EN CONGRESCENTRUM" op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

Gelet op de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. "PRÉVENTION ANIMATION JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

Gelet op de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. "VILLA FRANÇOIS GAY" op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

Gelet op de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente

en de V.Z.W. WOLU-ANIMATIES op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;
BESLUIT :

- de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. "ACCUEIL RENCONTRE AMITIÉ", K.B.O. 0825.554.924, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Charles Thielemanslaan 93, 1150 Brussel, op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, aan te nemen ;
- de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. "CAP FAMILLE", K.B.O. 0475.634.451, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Charles Thielemanslaan 95, 1150 Brussel, op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, aan te nemen ;
- de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. V"CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE", afgekort "LE CROUSSE" V.Z.W., K.B.O. 0417.408.024, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Stoeterijlaan 11, 1150 Brussel, op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, aan te nemen ;
- de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. V"CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI BOIS", K.B.O. 0418.463.542, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Stoeterijlaan 100, 1150 Brussel, op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, aan te nemen ;
- de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU", K.B.O. 0417.612.417, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Vogelzanglaan 40, 1150 Brussel, op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, aan te nemen ;
- de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. "CULTUREEL- EN CONGRESCESTRUM", K.B.O. 0412.532.585, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Charles Thielemanslaan 93, 1150 Brussel, op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, aan te nemen ;
- de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. "PRÉVENTION- ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE", K.B.O. 0878.696.175, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Herendal 67 A, 1150 Brussel, op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, aan te nemen ;
- de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. "VILLA FRANÇOIS GAY", K.B.O. 0453.061.561, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te François Gaystraat 326, 1150 Brussel, op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, aan te nemen.
- de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente en

de V.Z.W. WOLU-ANIMATIES, K.B.O. 0417.957.756, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Charles Thielemanslaan 93, 1150 Brussel, op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, aan te nemen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Service juridique - Juridische dienst

18.11.2025/A/0003 **CC - Parking extérieur du Stockel Square - Action commerciale gratuité dans le cadre de l'utilisation du parking extérieur et souterrain du Stockel Square - Commune de Woluwe-Saint-Pierre, S.A. INTERPARKING et S.A. AXA BELGIUM - Convention tripartite fixant le cadre organisationnel et financier - Prolongation - Avenant n° 6 - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 232 ;

Vu la convention signée le 05.06.2003 entre la commune et la S.A. INTERPARKING relative à l'occupation à dater du 01.01.2003 pour une durée indéterminée d'une parcelle de terrain d'une superficie de 54 ares 03 ca, cadastrée section D n° 67t, jouxtant le centre commercial du Stockel Square, rue Dominique De Jonghe, 1150 Bruxelles, dont la commune est propriétaire, et ses avenants successifs ;

Vu la convention tripartite conclue par la commune, la S.A. INTERPARKING et la S.A. AXA BELGIUM en date du 10.05.2021 fixant le cadre organisationnel et financier relatif à l'action commerciale dans le cadre de l'utilisation du parking souterrain et extérieur du Stockel Square, visant à octroyer aux clients une gratuité d'1h30 pour l'utilisation des parkings précités entre 17:00 et 20:00 du lundi au vendredi ;

Vu l'avenant n° 1 à la convention tripartite précitée adoptée par le Conseil communal en date du 24.05.2022 visant à prolonger l'action commerciale jusqu'au 31.12.2022 ;

Vu l'avenant n° 2 à la convention tripartite précitée adoptée par le Conseil communal en date du 18.10.2022 visant à prolonger l'action commerciale jusqu'au 31.01.2023 ;

Vu l'avenant n° 3 à la convention tripartite précitée adoptée par le Conseil communal en date du 28.03.2023 visant à prolonger l'action commerciale jusqu'au 31.12.2023 ;

Vu l'avenant n° 4 à la convention tripartite précitée adoptée par le Conseil communal en date du 20.02.2024 visant à prolonger l'action commerciale jusqu'au 31.12.2024 ;

Vu l'avenant n° 5 à la convention tripartite précitée adoptée par le Conseil communal en date du 16.12.2024 visant à prolonger l'action commerciale jusqu'au 31.12.2025

Considérant que les parties ont maintenant l'intention de prolonger l'action jusqu'au 31.12.2026 ;

Vu l'avenant n° 6 à la convention tripartite précitée ci-annexé ;

Considérant qu'en raison de la prolongation de l'action commerciale, la contribution de la commune à cette action sera à nouveau financée via l'octroi d'une réduction sur le montant de la redevance payée trimestriellement par la S.A. INTERPARKING à la commune dans le cadre de la convention bipartite signée le 05.06.2003, telle que modifiée par son avenant n° 9 ;

DECIDE :

1. d'adopter l'avenant n° 6 ci-annexé à la convention tripartite fixant le cadre organisationnel et financier relatif à l'action commerciale dans le cadre de

l'utilisation du parking souterrain et extérieur du Stockel Square, laquelle a été conclue en date du 10.05.2021 entre la commune, la S.A. INTERPARKING, B.C.E. 0403.459.919, dont le siège social est situé rue Brederode 9, 1000 Bruxelles, et la S.A. AXA BELGIUM, B.C.E. 0404.483.367, dont le siège social est situé place du Trône 1, 1000 Bruxelles, lequel avenant vise à prolonger l'action commerciale jusqu'au 31.12.2026 ;

2. de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente décision.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

GR - Buitenparking van de Stockel Square - Gratis commerciële actie in verband met het gebruik van de buiten- en ondergrondse parking van de Stockel Square - Gemeente Sint-Pieters-Woluwe, N.V. INTERPARKING en N.V. AXA BELGIUM - Driepartijenovereenkomst tot vaststelling van het organisatorisch en financieel kader - Verlenging - Aanhangsel nr. 6 - Aanneming

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 232 ;

Gelet op de op 05.06.2003 ondertekende overeenkomst tussen de gemeente en de N.V. INTERPARKING, met betrekking tot de bezetting vanaf 01.01.2003 voor onbepaalde duur van een perceel grond, met een oppervlakte van 54 are 03 ca, gekadastréerd als sectie D nr. 67t, grenzend aan het winkelcentrum van de Stockel Square, Dominique De Jonghestraat, 1150 Brussel, en de opeenvolgende aanhangsels ervan ;

Gelet op de driepartijenovereenkomst gesloten tussen de gemeente, de N.V. INTERPARKING en de N.V. AXA BELGIUM op 10.05.2021 waarin het organisatorisch en financieel kader wordt vastgelegd met betrekking tot de commerciële actie in het kader van het gebruik van de ondergrondse en buitenparking van de Stockel Square, om klanten gratis gebruik te laten maken van bovengenoemde parkeerplaatsen gedurende 1u30 tussen 17:00 en 20:00 van maandag tot en met vrijdag ;

Gelet op aanhangsel nr. 1 bij voornoemde driepartijenovereenkomst, aangenomen door de Gemeenteraad op 24.05.2022 om de genoemde commerciële actie te verlengen tot 31.12.2022 ;

Gelet op aanhangsel nr. 2 bij voornoemde driepartijenovereenkomst, aangenomen door de Gemeenteraad op 18.10.2022 om de genoemde commerciële actie te verlengen tot 31.01.2023 ;

Gelet op aanhangsel nr. 3 bij voornoemde driepartijenovereenkomst, aangenomen door de Gemeenteraad op 28.03.2023 om de genoemde commerciële actie te verlengen tot 31.12.2023 ;

Gelet op aanhangsel nr. 4 bij voornoemde driepartijenovereenkomst, aangenomen door de Gemeenteraad op 20.02.2024 om de genoemde commerciële actie te verlengen tot 31.12.2024 ;

Gelet op aanhangsel nr. 5 bij voornoemde driepartijenovereenkomst, aangenomen door de Gemeenteraad op 16.12.2024 om de genoemde commerciële actie te verlengen tot 31.12.2025 ;

Overwegende dat de partijen nu van plan zijn de actie te verlengen tot 31.12.2026 ;

Gelet op het hierbij gevoegd aanhangsel nr. 6 bij de voornoemde driepartijenovereenkomst ;

Overwegende dat de bijdrage van de gemeente aan deze actie, als gevolg van de verlenging van de commerciële actie, opnieuw zal worden gefinancierd via de

toekenning van een korting op het bedrag van de retributie die de N.V. INTERPARKING driemaandelijks aan de gemeente betaalt in het kader van de op 05.06.2003 ondertekende tweepartijenovereenkomst, zoals gewijzigd door het aanhangsel nr. 9 ;

BESLUIT :

1. aanhangsel nr. 6, in bijlage, bij de driepartijenovereenkomst waarin het organisatorisch en financieel kader wordt vastgelegd met betrekking tot de commerciële actie in het kader van het gebruik van de ondergrondse en buitenparking van de Stockel Square gesloten op 10.05.2021 tussen de gemeente, de N.V. INTERPARKING, K.B.O. 0403.459.919, met maatschappelijke zetel te Brederodestraat 9, 1000 Brussel, en de N.V. AXA BELGIUM, K.B.O. 0404.483.367, met maatschappelijke zetel te Troonplein 1, 1000 Brussel, dat tot doel heeft de commerciële actie te verlengen tot 31.12.2026, aan te nemen ;
2. het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

18.11.2025/A/0004 **CC - Projet régional de Vidéo Protection - Service de caméras fixes temporaires offert par Bruxelles Prévention et Sécurité - Installation de caméras fixes temporaires de surveillance dans des lieux ouverts en vue de lutter contre les dépôts clandestins - Renouvellement d'autorisation - Mandature 2024-2030 - Reprise du prétraitement des images en interne par les services communaux - Remplacement du protocole de collaboration conclu entre la commune et Bruxelles Prévention et Sécurité par un accord de traitement de données à caractère personnel - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 135 § 2 ;

Vu le Règlement Général sur la Protection des données ;

Vu la loi du 21.03.2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance et ses arrêtés royaux d'exécution ;

Considérant que dans le cadre de ses missions qui sont d'assurer le maintien de l'ordre public, de coordonner les politiques, dispositifs et actions de prévention et de sécurité, de soutenir stratégiquement et financièrement les 19 communes et 6 zones de police, partenaires indispensables, dans leurs politiques, dispositifs et actions de prévention et de sécurité et plus particulièrement en soutien à la mesure 7.5 du P.G.S.P. : « Promouvoir les actions de contrôle conjointes (Région/zones de police/communes) et l'usage des nouvelles technologies pour la recherche et la poursuite des infractions en matière environnementale », Bruxelles Prévention & Sécurité (ci-après "BPS") a décidé de mettre en place gratuitement un service de caméras temporaires au bénéfice de ses partenaires, lesquelles seront assurées par l'intermédiaire de Bruxelles Prévention et Sécurité ;

Vu l'avis favorable émis en date du 10.11.2021 par le Chef de corps de la zone de police 5343 Montgomery quant au placement de caméras fixes temporaires sur le territoire communal ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23.11.2021 décidant, après consultation et avis favorable émis en date du 10.11.2021 par le Chef de corps de la Zone de Police 5343 Montgomery, d'émettre un avis positif quant à l'installation de caméras fixes temporaires sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre et d'approuver

l'utilisation des données issues de ces caméras tant pour les finalités de surveillance et de contrôle que pour celles reprises dans le Code de l'inspection en matière d'environnement, dans le cadre légal prévu par le législateur et pour autant que toutes les garanties légales soient prises par le responsable du traitement et toutes les procédures de déclaration via le guichet électronique centralisé de déclaration des systèmes de surveillance par caméras mis à disposition par le Service public fédéral intérieur soient respectées ;

Vu l'analyse d'impact réalisée par le DPO de Bruxelles Prévention et Sécurité ;

Vu le Protocole de collaboration relatif au service de caméras fixes temporaires délivré par Bruxelles-Prévention et Sécurité au profit de la Commune de Woluwe-Saint-Pierre et ses différentes annexes, adopté par délibération du Conseil communal du 24.05.2022 et en particulier son article 5.1 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 28.06.2022 décidant :

1. d'émettre un avis positif concernant l'installation gratuite de caméras fixes temporaires de surveillance en vue de lutter contre la problématique des dépôts clandestins en divers lieux ouverts sur le territoire communal, étant entendu que ces caméras fixes temporaires pourront être amenées à être déplacées en d'autres lieux à déterminer par le Collège des Bourgmestre et Echevins sur le territoire communal, s'il s'avère que la problématique contre laquelle elles entendent lutter - dépôts clandestins - s'est également déplacée sur le territoire communal ;
2. de confier, à Bruxelles Prévention et Sécurité, le service de prétraitement des images à transmettre au responsable de traitement dans le cadre de ses missions ;
3. de fixer la durée de validité de cet avis jusqu'au 31.12.2024, étant entendu que cet avis pourra être renouvelé sur demande motivée du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant que l'emplacement de certaines caméras précitées a été modifié sur délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant que la problématique des dépôts clandestins perdure en certains lieux ouverts sur le territoire communal ;

Considérant qu'il convient dès lors de renouveler l'avis du Conseil communal précité et de fixer la durée de validité de ce nouvel avis à la durée de la nouvelle mandature communale, soit jusqu'au 30.11.2030 ;

Considérant, cependant, que Bruxelles-Prévention et Sécurité n'est plus en mesure de poursuivre le service de prétraitement des images en faveur de la commune dans le cadre de la lutte contre les problèmes de malpropreté et de dépôts clandestins ;

Considérant qu'il convient dès lors de reprendre en interne le service de prétraitement des images, selon des modalités à définir par l'intermédiaire du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant qu'il convient, dans ce cadre, de mettre fin au Protocole de collaboration conclu en date du 24.05.2022 entre Bruxelles Prévention et Sécurité (safe.brussels) et la commune dans le cadre de la mise à disposition desdites caméras et d'adopter un nouvel accord de traitement de données à caractère personnel avec Bruxelles Prévention et Sécurité, accord ci-annexé lequel fait partie intégrante de la présente délibération ;

Vu le rapport joint au dossier ;

DECIDE :

1. de renouveler l'avis positif émis par le Conseil communal en date du 28.06.2022 concernant l'installation gratuite de caméras fixes temporaires de surveillance en vue de lutter contre la problématique des dépôts clandestins dans certains lieux ouverts sur le territoire communal et de fixer la durée de

validité de cet avis pour la durée de la nouvelle mandature communale, soit jusqu'au 30.11.2030, étant entendu que cet avis pourra être renouvelé sur demande motivée du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

2. de fixer les lieux ouverts concernés aux emplacements suivants :
 - o parvis Sainte-Alix à hauteur du n° 48 ;
 - o coin rue de l'Eglise / rue Henri Vandermaelen ;
 - o avenue de l'Idéal à l'intersection avec l'avenue de Witthem à hauteur des bulles à verre ;
 - o intersection de l'avenue Vander Elst et de la rue de l'Eglise ;
 - o coin Parvis Saint-Pierre/rue Jean Deraeck ;
 - o coin rue du Collège Saint-Michel/rue André Fauchille ;
 - o avenue des Frères Legrain à l'intersection avec l'avenue des Camélias, à hauteur des bulles à verre ;
 - o coin drève de Nivelles/rue du Bemel ;

étant entendu que les caméras fixes temporaires pourront être amenées à être déplacées en d'autres lieux à déterminer par le Collège des Bourgmestre et Echevins sur le territoire communal, s'il s'avère que la problématique contre laquelle elles entendent lutter - dépôts clandestins - s'est également déplacée sur le territoire communal ;

3. de reprendre en interne le service de prétraitement des images précédemment assuré par Bruxelles Prévention et Sécurité ;
4. de conclure avec Bruxelles Prévention et Sécurité un nouvel accord de traitement de données à caractère personnel relatif au service de caméras fixes temporaires, lequel met fin au Protocole de collaboration antérieurement conclu entre BPS et la commune, nouvel accord ci-annexé, lequel fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

GR - Gewestelijk Videobeschermingsproject - Tijdelijke vaste cameradienst aangeboden door Brussel Preventie en Veiligheid - Installatie van tijdelijke vaste bewakingscamera's in open gebieden met het oog op de bestrijding van sluikstorten - Vernieuwing van de vergunning - Ambtstermijn 2024-2030 - Hervatting van de interne beeldvoorverwerking door de gemeentelijke diensten - Vervanging van het samenwerkingsprotocol tussen de gemeente en Brussel Preventie en Veiligheid door een overeenkomst voor de verwerking van persoonsgegevens - Aanneming

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 135 § 2 ;

Gelet op de Algemene verordening over de gegevensbescherming ;

Gelet op de wet van 21.03.2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's en haar uitvoeringsbesluiten ;

Overwegende dat het in het kader van zijn opdrachten, namelijk de handhaving van de openbare orde, de coördinatie van het beleid, de instrumenten en acties op het gebied van preventie en veiligheid, de strategische en financiële ondersteuning van de 19 gemeenten en 6 politiezones, essentiële partners, bij hun beleid, instrumenten en acties op het gebied van preventie en veiligheid, en meer in het bijzonder de ondersteuning van maatregel 7.5 van het G.V.P.P. : "Het bevorderen van gezamenlijke controleacties (Gewest/politiezones/gemeenten) en het gebruik van nieuwe technologieën voor het opsporen en vervolgen van milieudelicten.", heeft Brussel Preventie & Veiligheid (hierna "BPV" genoemd") beslist een gratis tijdelijke

cameradienst op te richten ten behoeve van haar partners, die door Brussel Preventie en Veiligheid zal worden verstrekt ;

Gelet op het positieve advies dat werd uitgebracht op 10.11.2021 door de korpschef van Politiezone 5343 Montgomery over de plaatsing van tijdelijke vaste camera's op het gemeentelijk grondgebied ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23.11.2021, die na overleg en een gunstig advies op 10.11.2021, van de korpschef van Politiezone 5343 Montgomery, om een positief advies uit te brengen over de installatie van tijdelijke vaste camera's op het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, alsmede om het gebruik van de gegevens van deze camera's voor toezicht- en controledoeleinden goed te keuren, alsmede die welke zijn opgenomen in het wetboek van milieu-inspectie, binnen het door de wetgever vastgestelde rechtskader en op voorwaarde dat de voor de verwerking verantwoordelijke alle wettelijke garanties neemt en alle aangifteprocedures via het door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken ter beschikking gestelde gecentraliseerde elektronische loket voor de aangifte van camerabewakingssystemen worden nageleefd ;

Gelet op de impactanalyse uitgevoerd door de DPO van Brussel Preventie en Veiligheid ;

Gelet op het samenwerkingsprotocol betreffende de dienst van tijdelijke vaste camera's geleverd door Brussel Preventie en Veiligheid ten voordele van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en de verschillende bijlagen, aangenomen bij beraadslaging van de Gemeenteraad van 24.05.2022, inzonderheid artikel 5.1 ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28.06.2022 waarbij besloten werd :

1. een positief advies uit te brengen over de gratis installatie van tijdelijke vaste bewakingscamera's ter bestrijding van het probleem van sluikstorten op verschillende open plaatsen op het gemeentelijk grondgebied met dien verstande dat deze tijdelijke vaste camera's echter naar andere, door het College van Burgemeester en Schepenen vast te stellen plaatsen op het gemeentelijk grondgebied mogen worden overgebracht, als het blijkt dat het probleem dat zij moeten bestrijden - sluikstorten - zich ook op het gemeentelijk grondgebied heeft verplaatst ;
2. Brussel Preventie en Veiligheid te belasten met de voorbewerking van beelden die moeten worden doorgegeven aan de verantwoordelijke voor de verwerking in het kader van zijn opdrachten ;
3. de geldigheidsduur van dit advies vast te stellen op 31.12.2024, met dien verstande dat dit advies mag worden verlengd op basis van een met redenen omkleed verzoek van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Overwegende dat de locatie van enkele van de bovengenoemde camera's is gewijzigd na overleg met het College van Burgemeester en Schepenen ;

Overwegende dat het probleem van sluikstorten nog steeds bestaat in bepaalde open gebieden op het gemeentelijk grondgebied ;

Overwegende dat bovengenoemd advies van de Gemeenteraad derhalve moet worden verlengd en dat de geldigheidsduur van dit nieuwe advies moet worden vastgesteld op de duur van de nieuwe gemeentelijke ambtstermijn, d.w.z. tot en met 30.11.2030 ;

Overwegende dat Brussel Preventie en Veiligheid echter niet langer in staat is om de beeldvoorbewerking voor de gemeente voort te zetten in het kader van de strijd tegen zwerfvuil en sluikstorten ;

Overwegende dat de dienst beeldvoorbewerking daarom intern moet worden overgenomen, volgens door het College van Burgemeester en Schepenen vast te stellen procedures ;

Overwegende dat het in deze context passend is om het samenwerkingsprotocol dat op 24.05.2022 gesloten werd tussen Brussel Preventie en Veiligheid (safe.brussels) en de

gemeente in verband met de terbeschikkingstelling van de genoemde camera's, op te zeggen en een nieuwe overeenkomst voor de verwerking van persoonsgegevens met Brussel Preventie en Veiligheid vast te stellen, welke overeenkomst hierbij is gevoegd en integraal deel uitmaakt van onderhavige beraadslaging ;
Gelet op de bij het dossier gevoegde verslag ;
BESLUIT :

1. het positief advies van de Gemeenteraad van 28.06.2022 betreffende de kosteloze installatie van tijdelijke vaste bewakingscamera's ter bestrijding van het probleem van sluikstorten op bepaalde open plaatsen op het gemeentelijk grondgebied te vernieuwen en de geldigheidsduur van dit advies vast te stellen voor de duur van de nieuwe gemeentelijke ambtstermijn, d.w.z. tot 30.11.2030, met dien verstande dat dit advies op gemotiveerd verzoek van het College van Burgemeester en Schepenen kan worden vernieuwd ;
2. de betrokken open plaatsen op de volgende locaties vast te stellen :
 - o Sinte-Aleidisvoorplein ter hoogte van nr. 48 ;
 - o Hoek Kerkstraat/Henri Vandermaelenstraat ;
 - o Ideaallaan op de kruising met de Witthemlaan, ter hoogte van de glascontainers ;
 - o Kruispunt van de Vander Elstlaan en de Kerkstraat ;
 - o Hoek Sint-Pietersplein/Jean Deraeckstraat ;
 - o Hoek St Michielskollegestraat/André Fauchillestraat ;
 - o Gebroeders Legrainlaan op de kruising met de Kamelialaan, ter hoogte van de glascontainers ;
 - o Hoek Nijvelsedreef/Bemelstraat ;

met dien verstande dat de tijdelijke vaste camera's echter naar andere, door het College van Burgemeester en Schepenen vast te stellen plaatsen op het gemeentelijk grondgebied mogen worden overgebracht, als het blijkt dat het probleem dat zij moeten bestrijden - sluikstorten - zich ook op het gemeentelijk grondgebied heeft verplaatst ;

3. de beeldvoorbewerking die voorheen werd verzorgd door Brussel Preventie en Veiligheid intern over te nemen ;
4. een nieuwe overeenkomst af te sluiten met Brussel Preventie en Veiligheid voor de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de tijdelijke vaste cameradienst, waarmee het eerder tussen BPV en de gemeente gesloten samenwerkingsprotocol wordt beëindigd, welke overeenkomst hierbij is gevoegd en integraal deel uitmaakt van onderhavige beraadslaging.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Prévention - Preventie

18.11.2025/A/0005 **CC - Prévention - Plan locaux de Prévention et de Proximité 2022 - Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Woluwe-Saint-Pierre - Période du 01.01.au 30.06.2025 inclus - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du 10.07.2025 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant une subvention aux communes pour la réalisation des Plans locaux de Prévention et de Proximité pour la période du 01.01 au 30.06.2025, joint au dossier ;

Considérant que le Plan local de Prévention et de Proximité, a pour objectif de mettre en place une politique de prévention sociale et intégrée ;

Considérant que l'arrêté précité octroie à la commune de Woluwe-Saint-Pierre une subvention d'un montant de 274.761,50 EUR ;

Vu la convention relative au Plan local de Prévention et de Proximité de la Région de Bruxelles-Capitale à conclure avec la commune de Woluwe-Saint-Pierre en vue de l'obtention de ladite subvention, ci-annexée ;

DECIDE d'approuver la convention relative au Plan bruxellois de Prévention et de Proximité de la Région de Bruxelles-Capitale à conclure entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Woluwe-Saint-Pierre pour la période du 01.01 au 30.06.2025, telle que reprise en annexe.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

GR - Preventie - Plaatselijke Preventie- en Buurtplannen 2022 - Overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe - Periode van 01.01 t/m 30.06.2025 - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op het besluit van 10.07.2025 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van een subsidie aan de gemeenten voor de verwezenlijking van de Plaatselijke Preventie- en Buurtplannen voor de periode van 01.01 t/m 30.06.2025 ;

Overwegende dat het Plaatselijke Preventie- en Buurtplan tot doel heeft een sociaal en geïntegreerd beleid te voeren ;

Overwegende dat bij bovengenoemd besluit aan de gemeente Sint-Pieters-Woluwe een subsidie ten bedrage van 274.761,50 EUR wordt toegekend ;

Gelet op de hierbij gevoegde overeenkomst betreffende het Plaatselijke Preventie- en Buurtplan van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die met de gemeente Sint-Pieters-Woluwe zal worden gesloten met het oog op het verkrijgen van de genoemde subsidie ;

BESLUIT de overeenkomst betreffende het Brussels Preventie- en Buurtplan tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor de periode van 01.01 t/m 30.06.2025, zoals bijgevoegd, goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Bien-être animal - Dierenwelzijn

18.11.2025/A/0006 **CC - Environnement - Convention pour la stérilisation des chats errants sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre - Exercices 2025-2030**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu la convention pour la stérilisation des chats errants sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre, adoptée par le Conseil communal en séance du 22.10.2013 et applicable pour la période du 01.12.2013 au 31.12.2018 et la période du 01.01.2019 au 31.12.2024 ;

Considérant l'avis du Conseil du bien-être des animaux et des mesures à prendre au

regard de la problématique des chats errants et de la surpopulation dans les refuges ; (https://environnement.brussels/sites/default/files/user_files/avi_chatserrantssurpopulationrefuges_fr.pdf) ;

Considérant qu'il y a une prolifération des chats errants dans la commune, ce qui engendre différentes nuisances relatives au bruit, à la propreté du domaine public et à l'hygiène ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures contre ces nuisances ;

Considérant qu'une de ces mesures consiste notamment en la stérilisation des chats errants et qu'il y a lieu de proroger ladite convention ;

Vu le projet de convention Commune-Vétérinaire établi dans ce but ;

Considérant que cette procédure nécessite l'utilisation d'un certificat/déclaration relatif à l'état d'errance des chats ;

Considérant qu'un crédit de 2.700,00 EUR est prévu à l'article 8750/122-03 du service ordinaire du budget de l'exercice 2025 ;

Considérant la nécessité :

- d'engager au cours des années 2025 à 2030 une campagne annuelle de stérilisation des chats errants sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre et ce en collaboration avec les médecins vétérinaires y installés ;
- de soumettre toute intervention d'un médecin vétérinaire à l'établissement, à la signature et au dépôt préalable auprès de l'administration communale d'un formulaire de demande de stérilisation attestant que le chat à opérer est bien un chat sans maître ;
- de couvrir les frais relatifs aux dépenses, à savoir les paiements des honoraires des médecins vétérinaires au moyen des crédits inscrits ou à inscrire à l'article 8750/122-03 du service ordinaire du budget des exercices 2025 à 2030 ;
- d'approuver le projet de convention tel que présenté ci-après, à intervenir entre les médecins vétérinaires concernés et la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

Vu le projet de convention suivant : CONVENTION POUR LA STERILISATION DES CHATS ERRANTS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE ;

Entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins en la personne de M. Benoît CEREXHE, bourgmestre, assisté de Mme Florence van LAMSWEERDE, secrétaire communale, dénommée ci-après "LA COMMUNE" ;

Et M./Mme XXXXX, médecin vétérinaire, dont le cabinet est installé XXXXX à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, dénomé/dénomée ci-après LE VETERINAIRE ; Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Droits et obligations du VETERINAIRE ;

Le médecin vétérinaire s'engage, pour la période comprise entre le 01.12.2025 et 31.12.2030 à :

- examiner le chat errant, ou la chatte errante, afin de déterminer si son état de santé apparent lui permet d'être stérilisé(e) ;
- veiller à ce que l'animal présenté pour la stérilisation ou l'euthanasie soit bien un chat "errant", c'est-à-dire à ce que soit produit un certificat attestant qu'il s'agit effectivement d'un chat domestique "errant" défini comme un chat domestique commensal de l'homme qui lui assure volontairement ou non une partie de sa nourriture. Ce chat reste maître de ses déplacements et de sa reproduction, n'a pas ou plus de propriétaire et peuple notamment les squares et terrains vagues de la commune. En aucun cas la stérilisation ou l'euthanasie, au sens du présent contrat, ne peut s'appliquer à un chat "familier" défini comme chat domestique partageant l'habitation de son maître qui peut contrôler sa reproduction et ses déplacements et qui assure sa nourriture. Tout chat

- clairement identifié par quelque moyen que ce soit (tatouage, médaille, puce électronique, collier, etc...) est réputé familier ;
- mentionner par ledit certificat l'engagement des demandeurs à remettre le chat opéré à un nouvel adoptant ou sur le même territoire de capture dans la mesure où la réintroduction de chats opérés sur le même territoire s'avère indispensable pour eux et non nuisible pour l'entourage humain puisque les chats ne se reproduisent plus et, partant ne se battent plus et sont moins sensibles aux maladies ;
 - opérer le chat ;
 - soit castration des mâles ;
 - soit ovariectomie ou ovariohystérectomie des femelles (avec sutures résorbables pour la peau) ;
 - soit euthanasie pour les animaux qui ne supporteraient pas une intervention chirurgicale et uniquement si les techniques chirurgicales et anesthésiques permettent de réduire une hospitalisation vécue comme stressante par le chat, le vétérinaire pourra proposer cette éventualité au fonctionnaire responsable ou à son délégué ;
 - entailler l'oreille droite (bord externe de l'oreille) afin d'indiquer que l'animal a été stérilisé. Cette entaille doit avoir la forme d'un triangle dont la base est le bord externe de l'oreille ;
 - assurer aux animaux opérés, les frais de garde, d'hospitalisation et de traitements nécessaires, le temps nécessaire pour assurer la bonne récupération postopératoire, et cela moyennant le paiement du seul prix fixe forfaitaire total tout compris de 130,00 EUR (cent trente euros). Il va de soi cependant que le vétérinaire pourra maintenir ses frais de traitement ou d'hospitalisation dans une limite raisonnable, c'est-à-dire qu'il ne sera pas tenu de recourir à des techniques plus sophistiquées, telles que : radiographie, prise de sang, endoscopie, etc. Cette limite s'applique aussi bien au traitement post-opératoire proprement dit qu'à tout autre traitement pour maladie intercurrente. Le vétérinaire aura toutefois la faculté de confier la garde post-opératoire des animaux opérés à une institution spécialisée pour autant que la commune ne doive pas intervenir dans les frais de garde, de traitement et d'hospitalisation ;
 - procéder à l'euthanasie du chat si l'état de santé de l'animal est gravement altéré et que les personnes qui le lui ont présenté ne souhaitent pas le prendre en charge pour l'adopter ou le faire adopter, le vétérinaire pourra proposer cette éventualité au fonctionnaire responsable de la commune ou à son délégué. Dans ce cas, le vétérinaire assume la prise en charge de la dépouille et demandera le même prix forfaitaire total tout compris de 130,00 EUR (cent trente euros) ;

Article 2 - Droits et obligations de la COMMUNE : La COMMUNE s'engage pour sa part à :

- verser la somme de 130,00 EUR (cent trente euros) tout compris pour toute intervention vétérinaire susmentionnée (castration de chat mâle, stérilisation de chat femelle, euthanasie de chat malade) au médecin vétérinaire de la commune sur présentation du certificat susmentionné et sur présentation de l'attestation du vétérinaire indiquant qu'il a bien procédé sur cet animal à une des opérations susmentionnées ;
- avoir le droit de mettre fin à la présente à n'importe quel moment sans devoir justifier les motifs ;
- arrêter la campagne de stérilisation dès que le crédit budgétaire prévu pour l'année concernée aura été dépensé et en informer les médecins vétérinaires concernés ;
- tenir à jour une liste des médecins vétérinaires domiciliés à Woluwe-Saint-

Pierre et la diffuser régulièrement aux personnes et associations concernées ;

Article 3 - Contestations : toutes contestations seront tranchées par voie d'arbitrage moyennant désignation par les parties de deux vétérinaires ne faisant pas partie des signataires de la présente ;

DECIDE :

- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la signature de la convention avec les médecins vétérinaires retenus ;
- de charger le service Environnement du suivi des formalités administratives et autres demandes (contacts, demandes de paiement, etc.).

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

GR - Milieu - Overeenkomst voor de sterilisatie van zwerfkatten op het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe - Dienstjaren 2025-2030

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de overeenkomst voor de sterilisatie van zwerfkatten op het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, aangenomen door de Gemeenteraad in zijn zitting van 22.10.2013 en van toepassing voor de periode van 01.12.2013 tot 31.12.2018 en de periode van 01.01.2019 tot 31.12.2024 ;

Overwegende het advies van de Raad voor Dierenwelzijn en de maatregelen die genomen moeten worden over de problematiek van zwerfkatten en overpopulatie in asielen ;

(https://environnement.brussels/sites/default/files/user_files/avi_chatarrantssurpopulationrefuges_fr.pdf) ;

Overwegende dat er een wildgroei is van zwerfkatten in de gemeente, die verschillende vormen van overlast veroorzaken met betrekking tot lawaai, netheid van de openbare ruimte en hygiëne ;

Overwegende de noodzaak om maatregelen te nemen tegen deze overlast ;

Overwegende dat een van deze maatregelen betrekking heeft op de sterilisatie van zwerfkatten en dat de genoemde overeenkomst moet worden verlengd ;

Gelet op de daartoe opgestelde ontwerpovereenkomst tussen de gemeente en de dierenarts ;

Overwegende dat deze procedure het gebruik van een certificaat/verklaring betreffende de zwerftoestand van de katten vereist ;

Overwegende dat een krediet van 2.700,00 EUR voorzien is op artikel 8750/122-03 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om :

- een jaarlijkse campagne op te starten om zwerfkatten te steriliseren in de gemeente Sint-Pieters-Woluwe over de periode 2025 tot 2030, in samenwerking met de dierenartsen die er werken ;
- elke ingreep door een dierenarts afhankelijk te maken van het invullen, ondertekenen en vooraf indienen bij het gemeentebestuur van een aanvraagformulier voor sterilisatie waarin wordt verklaard dat de kat die moet worden geopereerd inderdaad een kat zonder baasje is ;
- de kosten in verband met de uitgaven te dekken, namelijk de betalingen van de erelonen van de dierenartsen met gebruikmaking van de op artikel 8750/122-03 van de gewone dienst van de begroting voor de begrotingsjaren 2025 tot en met 2030 ingeschreven of in te schrijven kredieten ;

- de ontwerpovereenkomst goed te keuren zoals hieronder beschreven, te sluiten tussen de betrokken dierenartsen en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

Gelet op de volgende ontwerp-overeenkomst : OVEREENKOMST VOOR DE STERILISATIE VAN ZWERFKATTEN OP HET GRONDGEBIED VAN DE GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE ;

Tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe vertegenwoordigd door haar College van Burgemeester en Schepenen, in de persoon van Dhr. Benoît CEREXHE, Burgemeester, bijgestaan door Mevr. Florence van LAMSWEERDE, gemeentesecretaris, hierna "DE GEMEENTE" genoemd ;

En de heer/mevrouw XXXXX, dierenarts, wiens praktijk gevestigd is XXXXX te 1150 Sint-Pieters-Woluwe, hierna te noemen DE DIERENARTS ; Wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1 - Rechten en plichten van de DIERENARTS :

De dierenarts verbindt zich ertoe om voor de periode tussen 01.12.2025 en 31.12.2030 :

- de zwurfkat te onderzoeken om te bepalen of zijn/haar gezondheidstoestand toelaat om gesteriliseerd te worden ;
- ervoor te zorgen dat het dier dat voor sterilisatie of euthanasie wordt aangeboden inderdaad een "zwurfkat" is, d.w.z. dat er een certificaat wordt voorgelegd waaruit blijkt dat het inderdaad om een "zwurfkat" gaat, gedefinieerd als een huiskat of kat die leeft tussen de mensen, die ze al dan niet vrijwillig een gedeelte van hun eten geven. Deze katten kunnen vrij rondlopen en zich voortplanten, hebben geen eigenaar of geen eigenaar meer en komen vooral voor op de squares en braakliggende terreinen van de gemeente. In geen geval mag sterilisatie of euthanasie, zoals gedefinieerd in dit contract, worden toegepast op een "gezinskat", gedefinieerd als een huiskat die het huis van zijn eigenaar deelt, die zijn voortplanting en bewegingen kan controleren en die zijn voedsel verschaft. Elke kat die door onverschillig welk middel (een tatoeage, een penning, een elektronische chip, halsband...) duidelijk geïdentificeerd is, wordt als een huiskat beschouwd ;
- in het genoemde certificaat de verbintenis van de aanvragers te vermelden om de geopereerde kat aan een nieuwe adoptant te geven of op hetzelfde grondgebied waar hij werd gevangen, voor zover de herintroductie van geopereerde katten op hetzelfde grondgebied voor hen essentieel en niet schadelijk voor het menselijke milieu blijkt te zijn, aangezien de katten zich niet meer voortplanten en bijgevolg niet meer vechten en minder vatbaar zijn voor ziekten ;
- de kat te opereren :
- ofwel via castratie voor de mannetjes ;
- ofwel via ovariëctomie of ovariohysterectomie voor vrouwtjes (met resorbeerbare hechtingen voor de huid) ;
- ofwel via euthanasie voor dieren die niet tegen een operatie kunnen en alleen als de chirurgische en anesthesietechnieken het mogelijk maken het verblijf in het ziekenhuis, dat de kat als stressvol ervaart, te verkorten ; de dierenarts kan dit voorstellen aan de verantwoordelijke ambtenaar of zijn afgevaardigde ;
- een inkeping in het rechteroor te maken (buitenste rand van het oor) om aan te geven dat het dier gesteriliseerd is. Deze inkeping moet de vorm hebben van een driehoek met de buitenste rand van het oor aan de basis ;
- de kosten van verzorging, ziekenhuisopname en behandeling van de geopereerde dieren te dekken gedurende de tijd die nodig is voor een goed herstel na de operatie, tegen betaling van één forfaitaire all-in prijs van 130,00 EUR (honderddertig euro). Het spreekt echter voor zich dat de dierenarts de kosten van de behandeling of ziekenhuisopname binnen redelijke grenzen kan

houden, d.w.z. dat hij of zij niet verplicht zal zijn om zijn toevlucht te nemen tot meer geavanceerde technieken, zoals röntgenfoto's, bloedonderzoek, endoscopie, enz. Deze limiet geldt zowel voor de eigenlijke postoperatieve behandeling als voor elke andere behandeling voor intercurrente ziekten. De dierenarts heeft echter de mogelijkheid om de postoperatieve verzorging van de dieren toe te vertrouwen aan een gespecialiseerde instelling, op voorwaarde dat de gemeente niet hoeft bij te dragen in de kosten van verzorging, behandeling en ziekenhuisopname ;

- de kat te euthanaseren als zijn gezondheidstoestand ernstig is aangetast en de mensen die hem bij de dierenarts hebben aangeboden hem niet willen adopteren of laten adopteren. De dierenarts mag dit voorstellen aan de verantwoordelijke ambtenaar van de gemeente of zijn afgevaardigde. In dit geval neemt de dierenarts het lichaam onder zijn hoede en brengt hij dezelfde forfaitaire all-in prijs van 130,00 EUR (honderddertig euro) in rekening ;

Artikel 2 - Verbintenissen en verplichtingen van de GEMEENTE : De GEMEENTE verbindt zich ertoe :

- het bedrag van 130,00 EUR (honderddertig euro) alles inbegrepen voor een van de bovengenoemde diergeneeskundige ingrepen (castratie van een kater, sterilisatie van een poes, euthanasie van een zieke kat) te betalen aan de dierenarts van de gemeente op vertoon van het hierboven genoemde certificaat en op vertoon van het certificaat van de dierenarts waaruit blijkt dat hij een van de bovengenoemde ingrepen bij dit dier heeft uitgevoerd ;
- het recht te hebben om deze overeenkomst op elk moment te beëindigen zonder daarvoor een reden te hoeven geven ;
- de sterilisatiecampagne stop te zetten zodra het budget voor het betrokken jaar is uitgegeven en de betrokken dierenartsen op de hoogte te brengen ;
- een lijst bij te houden van dierenartsen die gedomicilieerd zijn in Sint-Pieters-Woluwe en deze regelmatig te verspreiden onder de betrokken personen en verenigingen ;

Artikel 3 - Betwistingen : alle betwistingen zullen worden beslecht door arbitrage door de aanstelling door de partijen van twee dierenartsen die deze overeenkomst niet hebben ondertekend ;

BESLUIT :

- het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de ondertekening van de overeenkomst met de weerhouden dierenartsen ;
- de Milieudienst te belasten met de opvolging van de administratieve formaliteiten en andere verzoeken (contacten, betalingsaanvragen, enz.).

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

18.11.2025/A/0007 **CC - Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Exercice 2025**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 § 3, tel que modifié par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28.03.2024, paru au Moniteur belge le 05.04.2024 ;

Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 EUR ;

PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins, dont liste établie en annexe, prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 EUR.

Le Conseil prend connaissance.

GR - Opdrachten voor werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming van beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Dienstjaar 2025

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door de federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 § 3, zoals gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28.03.2024, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 05.04.2024 ;

Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen ter informatie aan de Gemeenteraad voor te leggen, beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 143.000,00 EUR ;

NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen, waarvan lijst in bijlage, genomen in toepassing van het artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten, waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 143.000,00 EUR.

De Raad neemt kennis.

18.11.2025/A/0008

CC - Adhésion aux centrales d'achat organisées par l'A.S.B.L. i-CITY - Accord cadre - Marchés de travaux, fournitures et services - Exercices 2025 et suivants

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 236

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 47 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant qu'un pouvoir adjudicateur peut acquérir, en ce qui concerne des

travaux, des fournitures et/ou des services, des activités d'achat centralisées d'une centrale d'achat telles que visés à l'article 2, 7°, b) ;
Considérant que l'A.S.B.L. i-CITY organise la plupart de ses marchés en tant que centrale d'achat ;
Considérant qu'il apparaît intéressant pour la Commune de se doter de la possibilité d'adhérer à ces marchés si la Commune le souhaite ;
Considérant toutefois que cette adhésion n'oblige pas la Commune de devoir passer tous les marchés via cette centrale d'achat ;
DECIDE :

1. d'adhérer à tous les marchés publics organisés par l'A.S.B.L. i-CITY en tant que centrale d'achat ;
2. d'approuver la convention passée avec l'A.S.B.L. i-CITY, rue des Halles 4, 1000 Bruxelles, B.C.E. 0449.971.914 et de leur communiquer cette décision.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

GR - Aansluiting bij de aankoopcentrales georganiseerd door de V.Z.W. i-CITY - Raamovereenkomst - Opdrachten voor werken, leveringen en diensten - Dienstjaren 2025 en volgende

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 236 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 47 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Overwegende dat een aanbestedende overheid gebruik kan maken, wat de werken, leveringen en/of diensten betreft, van de in artikel 2, 7°, b) bedoelde gecentraliseerde aankoopactiviteiten van een aankoopcentrale ;

Overwegende dat de VZW i-CITY meerendeels van hun opdrachten als aankoopcentrale organiseert ;

Overwegende dat het voor de Gemeente interessant lijkt om de mogelijkheid te hebben zich bij deze opdrachten aan te sluiten indien de Gemeente het wenst ;

Overwegende dat deze aansluiting de gemeente er echter niet toe verplicht al haar overheidsopdrachten via deze aankoopcentrale te plaatsen ;

BESLUIT :

1. zich aan te sluiten aan alle opdrachten die door de VZW i-CITY als aankoopcentrale georganiseerd zijn ;
2. de overeenkomst met de VZW i-CITY, Hallenstraat 4, 1000 Brussels, K.B.O. 0449.971.914 goed te keuren en hen deze beslissing ter kennis geven te sturen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

18.11.2025/A/0009

CC - Enseignement - Ecole et Académie du Centre - Marché de nettoyage des locaux et prestations de catering - Marché de services - Application de l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Avis de marché - Exercices 2026 à 2030

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 § 1 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment les articles 36 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir le nettoyage de l'École et de l'Académie du Centre, ainsi que la prestation de services de catering durant l'heure du midi, pour les années 2026 à 2030 ;

Vu, dans le cadre dudit marché n° 2026.017/P4//2026->2030.O/ENS.SV-MD, le cahier spécial des charges, l'inventaire et le devis estimatif d'un montant global de 696.899,93 EUR, H.T.V.A., soit 843.248,92 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, pour une durée de 4 ans et demi, ainsi que l'avis du marché ;

Considérant que les crédits nécessaires feront l'objet d'une proposition au Conseil communal d'inscription aux articles appropriés du service ordinaire des budgets des exercices 2026 à 2030 à soumettre à l'approbation de l'autorité de tutelle ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2026.017/P4//2026->2030.O/ENS.SV-MD relatif au nettoyage de l'École et de l'Académie du Centre, ainsi que la prestation de services de catering durant l'heure du midi, pour les années 2026 à 2030, sous réserve d'inscription par le Conseil communal des crédits nécessaires aux articles appropriés du service ordinaire des budgets des exercices 2026 à 2030 et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

1. de choisir, comme procédure de passation, la procédure ouverte en application de l'article 36 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges, l'inventaire et le devis estimatif d'un montant global de 696.899,93 EUR, H.T.V.A., soit 843.248,92 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, pour une durée de 4 ans et demi, ainsi que l'avis de marché.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

GR - Opvoeding - School en Academie van het Centrum - Opdracht voor schoonmaak van lokalen en cateringprestaties - Opdracht voor diensten - Toepassing van artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Aankondiging van opdracht - Dienstjaren 2026 tot 2030

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 alinea 1 en 234 § 1 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikels 36 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Overwegende dat het noodzakelijk is te voorzien in de schoonmaak van de School en Academie van het Centrum, evenals in de levering van cateringprestaties tijdens het middaguur, voor de jaren 2026 tot 2030 ;

Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2026.017/P4//2026->2030.O/ENS.SV-MD, het bestek, de inventaris, de raming ten bedrage van

696.899,93 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 843.248,92 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, voor een periode van 4 jaar en half, en de aankondiging van opdracht ; Overwegende dat de nodige kredieten het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad van inschrijving op de geschikte artikels van de gewone dienst van de begrotingen van de dienstjaren 2026 tot 2030 en dat ze aan de goedkeuring van de toezichthoudende overheid zullen voorgelegd worden ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2026.017/P4//2026->2030.O/ENS.SV-MD betreffende de schoonmaak van de School en Academie van het Centrum, evenals in de levering van cateringprestaties tijdens het middaguur, voor de jaren 2026 tot 2030 en onder voorbehoud van inschrijving door de Gemeenteraad van de nodige kredieten op de geschikte artikels van de gewone dienst van de begrotingen van de dienstjaren 2026 tot 2030 en van hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid :

1. als plaatsingsprocedure, de openbare procedure te kiezen in toepassing van het artikel 36 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;
2. het bestek, de inventaris en de raming ten bedrage van 696.899,93 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 843.248,92 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, voor een periode van 4 jaar en half, en de aankondiging van opdracht goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Marie Cruysmans entre en séance / treedt in zitting.

Cathy Vaessen entre en séance / treedt in zitting.

Géraldine de Chestret de Haneffe entre en séance / treedt in zitting.

Clémence Decrop entre en séance / treedt in zitting.

18.11.2025/A/0010 **CC - Mobilité - Convention pour l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales - Maîtrise de la vitesse Ville 30 - Subvention - Approbation - Exercices 2025 à 2027**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 alinéa 1 ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir aux travaux d'amélioration de la sécurité routière en voiries communales au cours des années 2025 à 2027 ;

Considérant que ces travaux consistent en la réduction et la maîtrise de la vitesse "Ville 30" ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 04.06.2025 approuvant la proposition et l'introduction des projets suivants auprès de Bruxelles Mobilité :

Projet n° 1 - Sécurisation du carrefour tir aux pigeons/avenue des Grands Prix : Montant estimatif : 350.000,00 EUR, hors T.V.A. ;

Projet n° 2 - Feux de signalisation - Sécurisation traversée sous le tunnel de la promenade val des Seigneurs : Montant estimatif : 159.000,00 EUR, hors T.V.A. ;

Projet n° 3 - Sécurisation du carrefour avenue des Châtaigniers/avenue des Cactus : Montant estimatif : 120.000,00 EUR, hors T.V.A. ;

Considérant que le Pouvoir Subsidiant a décidé de subsidier le projet n° 1, à savoir la sécurisation du carrefour tir aux pigeons/avenue des Grands Prix, pour un montant estimatif de 350.000,00 EUR, hors T.V.A ;

Vu la convention proposée par la Région de Bruxelles-Capitale rédigeant les modalités de la mise à disposition du Bénéficiaire d'une subvention d'un montant de 350.000,00 EUR ;

Entend l'intervention de M. Antoine BERTRAND, conseiller communal, ainsi que la réponse qui lui est donné par M. Georges DALLEMAGNE et M. Damien DE KEYSER, échevins ;

DECIDE d'approuver la convention relative aux travaux d'amélioration de la sécurité routière en voiries communales au cours des années 2025 à 2027, passée avec la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

GR - Mobiliteit - Overeenkomst voor de verbetering van de verkeersveiligheid op de gemeentewegen - Verlagen van de snelheid Stad 30 - Subsidie - Goedkeuring - Dienstjaren 2025 tot 2027

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd bij federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117, lid 1 ;

Overwegende dat overgegaan moet worden tot de werken voor de verbetering van de verkeersveiligheid op de gemeentewegen gedurende de jaren 2025 tot 2027 ;

Overwegende dat deze werken bestaan uit het verminderen en het beperken van de snelheid "Stad 30" ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 04.06.2025, waarbij de volgende voorstellen en de indiening van de onderstaande projecten bij Brussel Mobiliteit werden goedgekeurd :

Project nr. 1 - Beveiliging van het kruispunt Duivenschieting / Grote Prijzenlaan – Raming: 350.000,00 EUR, exclusief B.T.W. ;

Project nr. 2 - Verkeerslichten – Beveiliging van de oversteek onder de tunnel van de Herendal – Raming: 159.000,00 EUR, exclusief B.T.W. ;

Project nr. 3 - Beveiliging van het kruispunt Kastanjabomenlaan / Cactuslaan – Raming: 120.000,00 EUR, exclusief B.T.W. ;

Overwegende dat de subsidiërende overheid beslist heeft om project nr. 1, namelijk de beveiliging van het kruispunt Duivenschieting / Grote Prijzenlaan, te subsidiëren voor een geraamd bedrag van 350.000,00 EUR, exclusief B.T.W. ;

Gelet op de overeenkomst voorgesteld door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bepalende de modaliteiten voor de toekenning aan de Begunstigde van een subsidie voor een bedrag van 350.000,00 EUR ;

Hoort de tussenkomst van Dhr. Antoine BERTRAND, gemeenteraadslid, en het antwoord dat hem wordt gegeven door Dhr. Georges DALLEMAGNE en Dhr. Damien DE KEYSER, schepenen ;

BESLUIT de overeenkomst betreffende de werken voor de verbetering van de verkeersveiligheid op de gemeentewegen gedurende de jaren 2025 tot 2027, gesloten met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Famille, Jeunesse, Seniors, Santé et Service social - Familie, Jeugd, Senioren, Gezondheid en Sociale zaken

18.11.2025/A/0011 **CC - Jeunesse - A.S.B.L. et groupements divers - Subsidies communaux - Subsidies en faveur d'organismes de jeunesse de Woluwe-Saint-Pierre - Répartition des crédits - Exercice 2025**

LE CONSEIL,

Considérant qu'un crédit d'un montant de 31.558,00 EUR est inscrit à l'article de dépenses 7610/332-02//110 du service ordinaire du budget de l'exercice 2025 en faveur des organismes de jeunesse de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant que le Conseil communal doit préciser le nom des associations bénéficiaires dudit subside afin de permettre la réalisation des actions en faveur de la jeunesse par les associations reprises ci-dessous, au cours de de l'année 2025 ;

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983, relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et plus particulièrement les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986, imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Conseil communal du 18.12.2006, relative aux conditions générales de versement de subsides aux A.S.B.L. et groupements divers en application de la loi du 14.11.1983 susmentionnée, devenue exécutoire selon dépêche du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale du 12.01.2007 ;

Considérant l'obligation d'un contrôle de conformité des activités, des documents comptables, de l'octroi et de l'emploi des subsides aux statuts des A.S.B.L. et groupements divers et aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

Considérant la nécessité d'un contrôle de la gestion comptable régulièrement effectué par le service communal compétent ou par un réviseur d'entreprises désigné à cet effet ;

Vu l'application des diverses dispositions légales et réglementaires susmentionnées en fonction des caractéristiques des A.S.B.L. et groupements divers ;

DECIDE, d'octroyer un montant total de 31.558,00 EUR inscrit à l'article de dépenses 7610/332-02//110 du service ordinaire du budget de l'exercice 2025 réparti comme suit au bénéfice des associations de jeunesse suivantes :

- Un montant de 6.555,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. VITAMOMES, rue au Bois 369, 1150 Bruxelles (B.C.E. 0433.781.030) ;
- Un montant de 1.178,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. Jeunesse Notre-Dame de Stockel, rue Henri Vandermaelen, 25, 1150 Bruxelles (B.C.E. 0475.101.842) ;
- Un montant de 550,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. IDEJI, rue au Bois 11, 1150 Bruxelles (B.C.E. 0440.988.229) ;
- Un montant de 7.125,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. Les Stations de Plein Air, avenue Edmond Parmentier 19/1, 1150 Bruxelles (B.C.E. 0406.608.459) ;
- Un montant de 16.150,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. Maison des Jeunes « Le Bunker », rue de la limite, 48, 1150 Bruxelles (B.C.E. 0697.791.274).

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

GR - Jeugd - V.Z.W. en diverse groepen - Gemeentelijke subsidies - Subsidies ten voordele van jeugdorganisaties van Sint-Pieters-Woluwe - Verdeling van de kredieten - Dienstjaar 2025

DE RAAD,

Overwegende dat een krediet voor een bedrag van 31.558,00 EUR ingeschreven is op artikel 7610/332-02//110 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 ten voordele van de jeugdorganisaties van Sint-Pieters-Woluwe ;

Overwegende dat de Gemeenteraad de namen van de verenigingen die genieten van de bovengenoemde subsidie moet specificeren om de uitvoering van jeugdinitiatieven door de hieronder genoemde verenigingen in het jaar 2025 mogelijk te maken ;

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en meer bepaald de

bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W. 's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 18.12.2006 betreffende de algemene voorwaarden voor de toekenning van subsidies aan V.Z.W.'s en diverse groeperingen in toepassing van de voornoemde wet van 14.11.1983, die uitvoerbaar is geworden ingevolge een bericht van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 12.01.2007 ;

Overwegende de verplichting om te controleren of de activiteiten, de boekhoudkundige stukken, de toekenning en het gebruik van subsidies in overeenstemming zijn met de statuten van de V.Z.W.'s en de diverse groeperingen en met de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

Overwegende de noodzaak van een regelmatige controle van het boekhoudkundig beheer door de bevoegde gemeentelijke dienst of door een daartoe aangewezen bedrijfsrevisor ;

Gelet op de toepassing van de diverse bovengenoemde wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen, afhankelijk van de kenmerken van de V.Z.W.'s en diverse groeperingen ;

BESLUIT, een totaalbedrag van 31.558,00 EUR toe te kennen, ingeschreven op het artikel 7610/332-02//110 van de gewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2025, als volgt verdeeld ten gunste van de volgende jeugdverenigingen :

- Een bedrag van 6.555,00 EUR ten voordele van de V.Z.W. VITAMOMES, Bosstraat 369, 1150 Brussel (K.B.O. 0433.781.030) ;
- Een bedrag van 1.178,00 EUR ten voordele van de V.Z.W. “Jeunesse Notre-Dame de Stockel”, Henri Vandermaelenstraat 25, 1150 Brussel (K.B.O. 0475.101.842) ;
- Een bedrag van 550,00 EUR ten voordele van de V.Z.W. IDEJI, Bosstraat 11, 1150 Brussel (K.B.O. 0440.988.229) ;
- Een bedrag van 7.125,00 EUR ten voordele van de V.Z.W. “Les Stations de Plein Air”, Edmond Parmentierlaan 19/1, 1150 Brussel (K.B.O. 0406.608.459) ;
- Een bedrag van 16.150,00 EUR ten voordele van de V.Z.W. “Maison des Jeunes « Le Bunker »”, Grensstraat 48, 1150 Brussel (K.B.O. 0697.791.274) ;

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Alexia Bertrand entre en séance / treedt in zitting.

Vincent Wauters entre en séance / treedt in zitting.

Laurent de Spirlet entre en séance / treedt in zitting.

Environnement & Développement durable - Milieu & Duurzame ontwikkeling

18.11.2025/A/0012 **CC - Environnement et Développement Durable - Plan Climat - Mise à jour 2025-2030 - Validation**

LE CONSEIL,

Vu la motion relative à l'Urgence Climatique et Environnementale et la nécessité de réduire les émissions du territoire de 40 % en 2030 par rapport à 2005 en séance du

26.11.2019 ;

Vu l'adoption du "PLAN CLIMAT DE LA COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" présentant 13 objectifs stratégiques, 39 objectifs opérationnels et plus de 200 actions à mettre en œuvre pour viser les objectifs climatiques communaux en séance du 23.06.2023 ;

- réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de -55 % d'ici à 2030 par rapport à l'année de référence 2005 (atténuation du changement climatique), tant au niveau des Administrations locales (Commune et C.P.A.S.), qu'au niveau du Territoire ;
- renforcer la résilience du territoire face aux effets du changement climatique afin d'améliorer la qualité de vie des citoyens (adaptation au changement climatique) ;

Vu la Déclaration de Politique générale 2025-2030 dans laquelle est indiqué actualiser et monitorer le Plan Climat en veillant à l'équilibre « Environnement - Santé économique des habitants » (point 41 - Axe 2 : WOLUWE-SAINT-PIERRE À LA POINTE EN MATIÈRE DE TRANSITION CLIMATIQUE) ;

Considérant que l'ensemble des documents concernant le Plan Climat adopté le 23.06.2023 ont été publiés sur le site internet du service Environnement et Développement Durable : <https://durable.woluwe1150.be/agir-pour-le-climat/documents-publics-plan-climat/> ;

Considérant que le Plan Climat n'est pas un processus figé : le plan d'action doit faire l'objet d'évaluations, évoluer dans le temps et être complété par des actions additionnelles tout au long de sa durée de vie ;

Considérant que les actions contenues dans le Plan Climat ont été réparties en différents cycles jusque 2025, qu'il était donc nécessaire de procéder à la mise à jour des actions afin d'ajouter les nouveaux cycles (cycle 2 (2025-2027) et cycle 3 (2028-2030)) jusque 2030 ;

Considérant que la mise à jour a été réalisée par étapes successives, en collaboration avec les services communaux et validée par le Comité de Pilotage du Plan Climat ;

Considérant que ce document présente donc les prochains jalons sur la trajectoire nécessaire de neutralité carbone à viser pour 2050 ;

Entend la présentation de M. Damien DE KEYSER, échevin de l'Environnement, les interventions de M. Antoine BERTRAND, M. Jonathan de PATOUL et Mme Cécile VAINSEL, conseillers communaux, ainsi que la réponse qui leur est donnée par M. Damien DE KEYSER ;

DECIDE de valider la mise à jour du Plan Climat de la Commune de Woluwe-Saint-Pierre 2025-2030 telle que présentée dans le document ci-annexé.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

GR - Milieu en Duurzame Ontwikkeling - Klimaatplan - Actualisering 2025-2030 - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de motie betreffende de klimaat- en milieucrisis en de noodzaak om de uitstoot van het grondgebied tegen 2030 met 40 % te verminderen ten opzichte van 2005, tijdens de zitting van 26.11.2019 ;

Gelet op de goedkeuring van het "KLIMAATPLAN VAN DE GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE" met 13 strategische doelstellingen, 39 operationele doelstellingen en meer dan 200 acties die moeten worden uitgevoerd om de gemeentelijke klimaatdoelstellingen te bereiken tijdens de vergadering van 23.06.2023 ;

- de uitstoot van broeikasgassen (BKG) tegen 2030 met 55 % verminderen ten opzichte van het referentiejaar 2005 (beperking van de klimaatverandering), zowel op het niveau van de lokale besturen (gemeente en OCMW) als op het niveau van het grondgebied ;
- de veerkracht van het grondgebied ten opzichte van de gevolgen van de klimaatverandering versterken om de levenskwaliteit van de burgers te verbeteren (aanpassing aan de klimaatverandering) ;

Gelet op de algemene beleidsverklaring 2025-2030 waarin wordt aangegeven het Klimaatplan te actualiseren en te monitoren, waarbij wordt gezorgd voor een evenwicht tussen “Milieu - Economische gezondheid van de inwoners” (punt 41 - As 2 : SINT-PIETERS-WOLUWE VOOROP IN DE KLIMAATTRANSITIE) ;

Overwegende dat alle documenten met betrekking tot het op 23.06.2023 goedgekeurde Klimaatplan zijn gepubliceerd op de website van de dienst Milieu en Duurzame Ontwikkeling : <https://durable.woluwe1150.be/agir-pour-le-climat/documents-publies-plan-climat/> ;

Overwegende dat het Klimaatplan geen vaststaand proces is : het actieplan moet worden geëvalueerd, in de loop van de tijd worden aangepast en gedurende de hele looptijd worden aangevuld met aanvullende maatregelen ;

Overwegende dat de acties in het Klimaatplan zijn verdeeld over verschillende cycli tot 2025, en dat het daarom noodzakelijk was om de acties bij te werken om de nieuwe cycli (cyclus 2 (2025-2027) en cyclus 3 (2028-2030)) tot 2030 toe te voegen ;

Overwegende dat de actualisering in opeenvolgende fasen is uitgevoerd, in samenwerking met de gemeentelijke diensten, en is goedgekeurd door het Stuurcomité van het Klimaatplan ;

Overwegende dat dit document dus de volgende mijlpalen presenteert op het pad naar koolstofneutraliteit dat tegen 2050 moet worden bereikt ;

Hoort de presentatie van Dhr. Damien DE KEYSER, schepen van het Milieu, de tussenkomsten van Dhr. Antoine BERTRAND, Dhr. Jonathan de PATOUL en Mevr. Cécile VAINSEL, gemeenteraadsleden, en het antwoord dat hen wordt gegeven door Dhr. Damien DE KEYSER ;

BESLUIT de actualisering van het Klimaatplan van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe 2025-2030, zoals voorgesteld in het bijgevoegde document, goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Logement - Huisvesting

18.11.2025/A/0013 **CC - Propriétés communales - Convention d'occupation de la conciergerie située au sein de l'hôtel communal - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 232 ;

Considérant que la commune est propriétaire d'une conciergerie située au sein de l'hôtel communal, avenue Charles Thielemans 93, 1150 Bruxelles, ainsi que d'un emplacement pour voiture situé à l'intérieur des garages ;

Considérant que ladite conciergerie et ledit emplacement pour voiture étaient libres d'occupation ;

Considérant la volonté d'installer au sein de ladite conciergerie une personne de confiance afin qu'elle effectue une tâche de surveillance de l'hôtel communal en dehors de ses heures normales d'ouverture en faisant particulièrement attention à tout

ce qui concerne le danger d'incendie, le vol et les dégâts et qu'elle prévienne immédiatement la conciergerie de l'hôtel communal par téléphone en cas d'urgence (incendie, intrusion dans l'hôtel communal, dégâts, etc.) ;

Considérant que M. Simon LUAMBA, né à Matadi (Congo/RDC), le 03.12.1953, ancien conciergerie du Centre sportif Sporticity dispose d'une sérieuse expérience en matière de surveillance des infrastructures communales ;

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune de conclure une convention d'occupation de la conciergerie situé au sein de l'hôtel communal, ainsi que d'un emplacement pour voiture situé à l'intérieur des garages, avec M. Simon LUAMBA ;

Vu la convention d'occupation ci-annexée, laquelle fait partie intégrante de la présente délibération ;

DECIDE de conclure avec M. Simon LUAMBA, né à Matadi (Congo/RDC), le 03.12.1953, la convention d'occupation de la conciergerie située au sein de l'hôtel communal, avenue Charles Thielemans 93, 1150 Bruxelles, ainsi que d'un emplacement pour voiture situé au sein des garages, convention ci-annexée et faisant partie intégrante de la présente délibération, à charge pour celui-ci :

- d'effectuer une tâche de surveillance de l'hôtel communal en dehors de ses heures normales d'ouverture en faisant particulièrement attention à tout ce qui concerne le danger d'incendie, le vol et les dégâts ;
- de prévenir immédiatement la conciergerie de l'hôtel communal par téléphone en cas d'urgence (incendie, intrusion dans l'hôtel communal, dégâts, etc.).

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

GR - Gemeentelijke eigendommen - Gebruiksovereenkomst voor de conciërgewoning in het Gemeentehuis - Aanneming

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 232 ;

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van een conciërgewoning in het gemeentehuis, Charles Thielemanslaan 93, 1150 Brussel, en van een parkeerplaats in de garages ;

Overwegende dat voornoemde conciërgewoning en voornoemde parkeerplaats onbezet waren ;

Overwegende de wens om een vertrouwenspersoon te installeren in het genoemde conciërgewoning om toezicht te houden op het Gemeentehuis buiten de normale openingstijden, met bijzondere aandacht voor elk gevaar van brand, diefstal of beschadiging, en om de conciërge van het gemeentehuis onmiddellijk telefonisch te verwittigen in geval van nood (brand, inbraak in het gemeentehuis, beschadiging, enz.) ;

Overwegende dat Dhr. Simon LUAMBA, geboren in Matadi (Congo/DRC), op 03.12.1953, voormalig conciërge van het Sportcentrum Sportcity, veel ervaring heeft in het toezicht op gemeentelijke infrastructuur ;

Overwegende dat het in het belang van de gemeente is om met Dhr. Simon LUAMBA een overeenkomst te sluiten voor de bezetting van de conciërgewoning in het gemeentehuis en een parkeerplaats voor een auto in de garages ;

Gelet op de gebruiksovereenkomst in bijlage die integraal deel uitmaakt van onderhavige beraadslaging ;

BESLUIT met Dhr. Simon LUAMBA, geboren in Matadi (Congo/DRC), op 03.12.1953, een gebruiksovereenkomst aan te gaan voor de conciërgewoning gelegen in het Gemeentehuis, Charles Thielemanslaan 93, 1150 Brussel, alsmede voor een

parkeerplaats voor een auto gelegen in de garages, welke overeenkomst hierbij is gevoegd en integraal deel uitmaakt van deze beraadslaging, op voorwaarde dat Dhr. Simon LUAMBA :

- toezicht houdt op het gemeentehuis buiten de normale openingstijden, met bijzondere aandacht voor brand, diefstal en schade ;
- de conciërge van het gemeentehuis onmiddellijk telefonisch verwittigt in geval van nood (brand, inbraak in het gemeentehuis, beschadigingen, enz.).

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

18.11.2025/A/0014 **CC - Logement - Règlement d'attribution des logements communaux -
Modification - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu le Code Bruxellois du Logement, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du 21.12.2017 du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale relatif aux règles applicables aux logements mis en location par certains opérateurs immobiliers publics et par les agences immobilières sociales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26.11.2019 modifiant le règlement d'attribution des logements communaux du 30.09.2014 ;

Considérant qu'en application de l'arrêté précité, une commission indépendante d'attribution des logements doit être créée pour l'attribution en location des logements ;

Considérant que le règlement de 2019 prévoit la création d'une commission indépendante commune à la Commune et au C.P.A.S. chargée d'émettre un avis sur l'attribution des logements appartenant à la commune et au C.P.A.S., comme l'autorise l'article 28 bis du Code du logement ;

Considérant que l'article 26 du Code bruxellois du logement prévoit que l'obligation liée à la création d'une commission indépendante s'applique à tous les types de logements, à l'exception des logements de transit ;

Considérant que le C.P.A.S. ne dispose que de logements de transit dans son parc de logements, dont l'attribution n'est donc pas soumise à l'avis de ladite commission ;

Considérant qu'il convient par conséquent de modifier le règlement d'attribution des logements communaux afin de fixer les modalités de fonctionnement de la commission, qui sera uniquement communale et non plus commune à la commune et au C.P.A.S. ;

Considérant qu'en vue d'assurer l'indépendance de la commission, sa composition est fixée comme suit :

- un fonctionnaire ou agent du service des Logements communaux ;
- un fonctionnaire ou agent de la cellule Logements du C.P.A.S. ;
- un représentant de l'Agence immobilière sociale de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant qu'il convient également d'indexer les montants fixés dans le règlement de 2019 afin de les actualiser à l'année 2025 dans un souci de clarté de lecture pour les candidats-locataires ;

DECIDE d'adopter le règlement d'attribution des logements communaux ci-annexé et faisant partie intégrante de la délibération.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

GR - Huisvesting - Toewijzingsreglement van gemeentewoningen - Wijziging - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de Brusselse Huisvestingscode, zoals gewijzigd ;

Gelet op het besluit van 21.12.2017 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de regels die van toepassing zijn op de woningen die door openbare vastgoedbeheerders en door de sociale verhuurkantoren te huur worden gesteld ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26.11.2019 tot wijziging van het toewijzingsreglement van de gemeentewoningen van 30.09.2014 ;

Overwegende dat er, in toepassing van bovengenoemd besluit een onafhankelijke woningtoewijzingscommissie moet worden ingesteld voor de toewijzing van huurwoningen ;

Overwegende dat bovengenoemd besluit voorziet in de oprichting van een onafhankelijke commissie die gemeenschappelijk mag zijn voor de gemeente en het O.C.M.W., belast met het uitbrengen van een advies over de toewijzing van de woningen van de gemeente en het O.C.M.W. zoals toegestaan door artikel 28 bis van de Huisvestingscode ;

Overwegende dat artikel 26 van de Brusselse Huisvestingscode bepaalt dat de verplichting om een onafhankelijke commissie op te richten geldt voor alle soorten woningen, met uitzondering van transitwoningen ;

Overwegende dat het O.C.M.W. alleen transitwoningen in zijn woningbestand heeft, waarvan de toewijzing dus niet onderworpen is aan het advies van bovengenoemde commissie ;

Overwegende dat het reglement voor de toewijzing van gemeentewoningen derhalve moet worden gewijzigd om de werkwijze van de commissie vast te stellen, die uitsluitend gemeentelijk zal zijn en niet langer onder de gemeente en het O.C.M.W. zal ressorteren ;

Overwegende dat, om de onafhankelijkheid van de commissie te waarborgen, haar samenstelling als volgt is vastgesteld :

- een ambtenaar of agent van de dienst Gemeentewoningen ;
- een ambtenaar of agent van de Huisvestingseenheid van het O.C.M.W. ;
- een vertegenwoordiger van het Sociaal Verhuurkantoor van Sint-Pieters-Woluwe ;

Overwegende dat het ook dienstig is de in het reglement van 2019 vastgestelde bedragen te indexeren om ze in het belang van de duidelijkheid voor kandidaat-huurders te actualiseren tot het jaar 2025 ;

BESLUIT het als bijlage gaande en integraal deel van deze beraadslaging uitmakende toewijzingsreglement van de gemeentewoningen, goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Culture FR Bibliothèque FR - Cultuur FR Bibliotheek FR

18.11.2025/A/0015 **CC - Bibliothèques publiques communales francophones - Intégration du catalogue collectif de la Région de Bruxelles-Capitale - Convention d'adhésion - Approbation - Année 2025**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 30.04.2009 relatif au développement des pratiques de lecture et à l'organisation du Réseau de la Lecture publique ;

Vu les dernières modifications dudit décret en 2024 et plus particulièrement l'article 5 § 2 du décret modifié, rendant obligatoire l'adoption d'un système intégré de gestion de bibliothèque commun ainsi qu'une technologie de portails unique ;
Considérant que l'intégration du catalogue des bibliothèques francophones de Woluwe-Saint-Pierre au catalogue collectif de la Région de Bruxelles-Capitale est ratifiée par la signature d'une convention d'adhésion ;
DECIDE :

1. d'approuver l'intégration du catalogue des bibliothèques francophones de Woluwe-Saint-Pierre au catalogue collectif de la Région de Bruxelles-Capitale ;
2. d'approuver la convention d'adhésion ci-annexée.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

GR - Franstalige gemeentelijke openbare bibliotheken - Integratie van de collectieve catalogus van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Toetredingsovereenkomst - Goedkeuring - Dienstjaar 2025

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 30.04.2009 betreffende de ontwikkeling van leesgewoonten en de organisatie van het Netwerk voor Openbare Lezen ;

Gelet op de laatste wijzigingen van genoemd decreet in 2024 en meer bepaald artikel 5 § 2 van het gewijzigde decreet, dat de invoering van een geïntegreerd gemeenschappelijk bibliotheekbeheersysteem en een unieke portaaltechnologie verplicht stelt ;

Overwegende dat de integratie van de catalogus van de Franstalige bibliotheken van Sint-Pieters-Woluwe in de collectieve catalogus van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt bekrachtigd door de ondertekening van een toetredingsovereenkomst ;

BESLUIT :

1. de integratie van de catalogus van de Franstalige bibliotheken van Sint-Pieters-Woluwe in de collectieve catalogus van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren ;
2. de bijgevoegde toetredingsovereenkomst goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Enseignement FR - FR Onderwijs

18.11.2025/A/0016 **CC - Enseignement francophone - Extrascolaire - Accueil des enfants durant leur temps libre - Plan d'action 2025-2026**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 03.07.2003 de la Communauté française relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, tel que modifié, et plus particulièrement l'article 6 § 4 ;

Vu l'arrêté du 03.12.2003 du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'application du décret du 03.07.2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, tel que modifié ;

Vu la convention entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.) ayant pour objet de mettre en œuvre la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre signée en date du 09.01.2023 ;

Vu la délibération du conseil communal du 18.02.2025 décidant d'approuver la proposition de programme de Coordination Locale pour l'Enfance (CLE) et de soumettre ledit programme à la Commission d'agrément de l'Office National de l'Enfance pour le 28.02.2025 au plus tard ;

Vu le courrier du 14.07.2025 de l'O.N.E. validant le programme CLE, avec renouvellement d'agrément ;

Considérant que la coordination ATL a pour objectif de développer l'offre et la qualité de l'accueil temps libre sur le territoire de la Commune ;

Considérant que le plan d'action annuel est un des outils proposés par le décret ATL pour atteindre cet objectif ;

Considérant que la C.C.A., en date du 08.10.2025 a approuvé le plan d'action 2025-2026 ;

PREND ACTE du plan d'action 2025-2026 ci-annexé et faisant partie intégrante de la présente délibération.

Le Conseil prend acte.

18.11.2025/A/0017 **CC - Enseignement secondaire ordinaire francophone - Centre scolaire Eddy MERCKX - Fonction de secrétaire de direction pour une durée supérieure à quinze semaines - Arrêt du profil de fonction - Liste des compétences comportementales et techniques - Lancement de l'appel aux candidatures**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 06.06.1994 de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu le décret du 14.03.2019 de la Communauté française modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice, aux autres fonctions de promotion et aux fonctions de sélection ;

Vu la délibération du conseil communal du 16.09.2025 prenant acte de la démission volontaire de ses fonctions en date du 13.06.2025 au soir de Mme Olivia BOURDONGE, secrétaire de direction à titre temporaire à raison de 36,00/36,00 de temps dans l'enseignement secondaire ordinaire francophone au Centre scolaire Eddy MERCKX ;

Considérant qu'un emploi dans la fonction de secrétaire de direction dans l'enseignement secondaire ordinaire francophone au Centre scolaire Eddy MERCKX est définitivement vacant depuis le 14.06.2025 ;

Considérant l'appel à candidatures à une fonction de secrétaire de direction dans l'enseignement secondaire ordinaire francophone au Centre scolaire Eddy MERCKX ci-annexé et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Attendu que la commission paritaire locale a été consultée en date du 04.11.2025 sur le profil de fonction de secrétaire de direction à pourvoir et sur les modalités pratiques de l'appel à candidatures ;

DECIDE :

1. d'arrêter le profil de fonction de secrétaire de direction à pourvoir dans l'enseignement secondaire ordinaire francophone au Centre scolaire Eddy MERCKX et la liste des compétences comportementales et techniques attendues dans le chef du candidat, appel ci-annexé et faisant partie intégrante de la présente délibération ;
2. de lancer l'appel à candidatures pour la désignation à titre temporaire pour une

durée supérieure à quinze semaines dans la fonction de secrétaire de direction dans l'enseignement secondaire ordinaire francophone au Centre scolaire Eddy MERCKX.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

18.11.2025/A/0018 **CC - Enseignement secondaire francophone - Centre scolaire Eddy MERCKX -
Projet de fusion avec WBE - Note - Accord - Décision**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 22.04.2025 décidant de marquer son accord pour le lancement d'une réflexion approfondie via groupes de travail sur le projet de fusion entre le Centre scolaire Eddy MERCKX relevant du pouvoir organisateur de Woluwe-Saint-Pierre, et l'Athénée Royal CROMMELYNCK, relevant du pouvoir organisateur Wallonie-Bruxelles Enseignement ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22.04.2025 décidant d'approuver les conventions suivantes :

1. Eddy La convention de responsabilité conjointe relative aux opérations de traitements de données réalisées dans le cadre du projet de fusion de l'Athénée Royal CROMMELYNCK (Wallonie-Bruxelles Enseignement) et du Centre scolaire Eddy MERCKX (commune de Woluwe-Saint-Pierre) ;
2. L'accord de confidentialité dans le cadre du projet de fusion de l'Athénée Royal CROMMELYNCK (Wallonie-Bruxelles Enseignement) et du Centre scolaire Eddy MERCKX (commune de Woluwe-Saint-Pierre) ;
3. L'accord-cadre dans le cadre du projet de fusion de l'Athénée Royal CROMMELYNCK (Wallonie-Bruxelles Enseignement) et du Centre scolaire Eddy MERCKX (commune de Woluwe-Saint-Pierre).

Vu la note du 04.11.2025 du service Enseignement relative au projet de fusion entre l'Athénée Royal CROMMELYNCK et le Centre scolaire Eddy MERCKX, note jointe au dossier ;

Considérant que le projet de fusion de l'Athénée Royal CROMMELYNCK (Wallonie-Bruxelles Enseignement) et du Centre scolaire Eddy MERCKX (commune de Woluwe-Saint-Pierre) constitue une opportunité de créer un pôle d'excellence de l'enseignement officiel à Woluwe-Saint-Pierre, alliant viabilité économique et ambition pédagogique ;

Entend les interventions de Mme Florentine RÖELL, M. Jonathan de PATOUL et Mme Cathy VAESSEN, conseillers communaux, ainsi que la réponse qui leur est donnée par Mme Françoise de CALLATAY, échevin, et M. Benoît CEREXHE, bourgmestre ;

PREND ACTE de la note du 04.11.2025 du service Enseignement relative au projet de fusion entre l'Athénée Royal CROMMELYNCK et le Centre scolaire Eddy MERCKX ;

DÉCIDE :

1. D'approuver la fusion de l'Athénée Royal Crommelynck (Wallonie-Bruxelles Enseignement) et du Centre scolaire Eddy MERCKX (Commune de Woluwe-Saint-Pierre) ;
2. De s'engager à soutenir la pérennité de l'enseignement officiel sur le territoire communal, notamment par la promotion de l'enseignement secondaire officiel dans les écoles fondamentales communales et la facilitation de l'accès aux stages des élèves du futur établissement dans les écoles et services communaux ;
3. De préserver un accès à la salle de gymnastique de l'ITSSEP, à titre gratuit,

pour le nouvel établissement pour une année scolaire au moins, voire deux, sous réserve de décision ultérieure (la commune assurera le petit entretien de la salle et l'Athénée Royal Crommelynck s'engage à l'utiliser et à en prendre soin de manière responsable, notamment au niveau de la consommation des énergies) ;

4. De reprendre la convention de location entre la Commune et Sportcity (2024-2030), prolongée jusqu'au 31.03.2034, de manière à garantir un usage préférentiel des infrastructures, avec les adaptations tarifaires suivantes :
 - o Piscine : pour les élèves de la section sportive de l'établissement fusionné, alignement du tarif à celui des écoles fondamentales (tarif actuel de 60 EUR)
 - o Salle omnisport : réduction de 50 % du tarif horaire (actuellement 35 EUR/h, soit 17,50 EUR/h), pour l'occupation en journée par l'établissement (4j/sem).
5. De réévaluer les conditions tarifaires applicables pour les terrains de padel en cas d'ouverture d'une section "sport-études padel" par l'établissement fusionné.
6. De mandater le service Juridique et le service Enseignement à travailler, en collaboration avec WBE, à la rédaction des conventions relatives à ces accords.

Le Conseil prend acte et approuve le projet de délibération.

35 votants : 29 votes positifs, 6 abstentions.

Abstentions : Caroline Lhoir, Antoine Bertrand, Christiane Mekongo Ananga, Florentine Röell, Vincent Wauters, Sophie Hiernaux.

Enseignement NL - NL Onderwijs

18.11.2025/A/0019 **GR - Nederlandstalig basisonderwijs - Scholen Stokkel De Halte en Mooi-Bos - Vacantverklaring van betrekkingen bij vaste benoemingen in een wervingsambt**

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 27.03.1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding, met name artikel 23bis, artikel 31, artikel 33 § 1 en § 2 en artikel 35 ;

Overwegende dat de personeelsleden hun kandidatuur kunnen stellen voor een aanstelling van doorlopende duur bij hun betrokken inrichtende macht en/of bij een andere inrichtende macht, behorende beide tot dezelfde scholengemeenschap ;

Overwegende dat het Nederlandstalig basisonderwijs van de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe sedert 2003 tot de scholengemeenschap "Groot-Bos-aan-Zee" behoort ;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst leerplichtonderwijs CAO IX van 10.12.2010, met name punt 4-1 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 145 ;

BESLUIT :

1. de volgende betrekkingen op 15.10.2025 vacant te verklaren in het Nederlandstalig basisonderwijs vatbaar voor een vaste benoeming op 01.01.2026 :

GBS Stokkel De Halte :

Code vacature	Ambt	Volume
---------------	------	--------

2025/BAO/SToDH/01 A	Onderwijzer	24/24
2025/BAO/SToDH/01 B	Onderwijzer	24/24
2025/BAO/SToDH/01 C	Onderwijzer	24/24
2025/BAO/SToDH/01 D	Onderwijzer	1/24
2025/BAO/SToDH/02 A	Kleuteronderwijzer	24/24
2025/BAO/SToDH/02 B	Kleuteronderwijzer	24/24
2025/BAO/SToDH/02 C	Kleuteronderwijzer	1/24
2025/BAO/SToDH/03	Kinderverzorger	14/32
2025/BAO/MB/05	Leermeester niet-confessionele zedenleer	6/24
2025/BAO/SToDH/08	Leermeester protestantse godsdienst	4/24
2025/BAO/SToDH/10	Leermeester islamitische godsdienst	6/24
2025/BAO/SToDH/12	ICT-coördinator (BA)	1/36
2025/BAO/SToDH/15	Administratief medewerker (HOKT)	12/36

• GBS Mooi-Bos :

Code vacature	Ambt	Volume
2025/BAO/MB/01A	Onderwijzer	24/24
2025/BAO/MB/01B	Onderwijzer	24/24
2025/BAO/MB/01C	Onderwijzer	24/24
2025/BAO/MB/01D	Onderwijzer	15/24
2025/BAO/MB/03	Kinderverzorging	14/36
2025/BAO/MB/05	Leermeester niet-confessionele zedenleer	8/24
2025/BAO/MB/10	Leermeester islamitische godsdienst	8/24

2. deze vacante betrekkingen individueel mede te delen aan het belanghebbend onderwijzend personeel, zodat het zijn kandidatuur kan stellen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 27.03.1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding, met name artikel 33 § 1 en § 2 en artikel 35 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 145 ;

BESLUIT :

- I. de volgende betrekkingen op 15.10.2024 vacant te verklaren in het Nederlandstalig kunstonderwijs, Academie voor muziek, woord en dans, vatbaar voor een vaste benoeming op 01.01.2025 in een wervingsambt :

ambt/vak	Code vacature	Volume
aanvangsbegeleiding (DO)	2025/DKO/MWD/01	01,00/22,00
administratief medewerker	2025/DKO/MWD/02	06,00/36,00
begeleider (jazz-pop-rock)	2025/DKO/MWD/03	01,00/20,00
begeleidingspraktijk: klassiek: harp	2025/DKO/MWD/04	01,00/22,00
begeleidingspraktijk: klassiek: orgel	2025/DKO/MWD/05	01,00/20,00
begeleidingspraktijk: klassiek: piano	2025/DKO/MWD/06	01,00/22,00
danscompositie en -improvisatie	2025/DKO/MWD/07	03,00/20,00
dansinitiatie	2025/DKO/MWD/08	02,00/22,00
danslab hedendaagse dans	2025/DKO/MWD/09	02,50/22,00
danslab klassieke dans	2025/DKO/MWD/10	02,50/22,00
domeinoverschrijdende initiatie (mwd)	2025/DKO/MWD/11	01,00/22,00
groepsmusiceren instrumentaal: jazz-pop-rock	2025/DKO/MWD/12	01,00/22,00
groepsmusiceren vocaal: jazz-pop-rock	2025/DKO/MWD/13	01,00/22,00
ict-coördinator hso (63 ptn)	2025/DKO/MWD/14	04,00/36,00
instrument: jazz-pop-rock: piano	2025/DKO/MWD/15	05,00/22,00
instrument: jazz-pop-rock: zang	2025/DKO/MWD/16	02,00/20,00 + 01,00/22,00

instrument: klassiek: altsaxofoon	2025/DKO/MWD /17	01,00/20,00 + 01,00/22,00
instrument: klassiek: blokfluit	2025/DKO/MWD /18	02,00/22,00
instrument: klassiek: fagot	2025/DKO/MWD /19	01,00/20,00
instrument: klassiek: gitaar	2025/DKO/MWD /20	04,00/22,00
instrument: klassiek: harp	2025/DKO/MWD /21	02,00/20,00 + 01,00/22,00
instrument: klassiek: orgel	2025/DKO/MWD /22	01,00/20,00 + 02,00/22,00
instrument: klassiek: piano	2025/DKO/MWD /23	02,00/20,00
instrument: klassiek: tenorsaxofoon	2025/DKO/MWD /24	01,00/22,00
instrument: klassiek: viool	2025/DKO/MWD /25	02,00/20,00 + 01,00/22,00
muziekinitiatie	2025/DKO/MWD /26	01,00/22,00
muzikale en culturele vorming	2025/DKO/MWD /27	01,00/22,00
ondersteuning kerntaken (DO)	2025/DKO/MWD /28	01,00/20,00 + 01,00/22,00
radio maken	2025/DKO/MWD /29	01,00/20,00
tijdelijk project - dko	2025/DKO/MWD /30	08,00/20,00 + 02,00/22,00
woordatelier	2025/DKO/MWD /31	01,00/22,00
woordlab	2025/DKO/MWD /32	04,00/22,00

2. deze vacante betrekkingen individueel mede te delen aan het belanghebbend personeel, zodat het zijn kandidatuur kan stellen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Culture NL Bibliothèque NL Brede School - Cultuur NL Bibliotheek NL Brede School

18.11.2025/A/0021 GR - Kunst & Cultuur - Toneelgezelschappen - Contracten voor het seizoen 2025

- 2- Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door de federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117, lid 1,234, § 1 en 236 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, inzonderheid op artikel 42, §1, 1°, d) ii ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende het plaatsen van overheidsopdrachten in de traditionele sectoren ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot vaststelling van de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten ;

Overwegende dat "Theater1150" belast is met de programmering van de toneelstukken in het Congrescentrum van Sint-Pieters-Woluwe ;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is dat de gemeente theatergezelschappen inhuurt en de desbetreffende contracten opstelt voor de voorstellingen die tot 31.12.2025 zullen plaatsvinden ;

Overwegende dat de gemeenteraad van 24.06.2025 de contracten voor het najaar 2025 goedkeurde ;

Overwegende dat er nog één contract ontbrak, nl. voor de voorstelling op 10.11.2025 ;

Overwegende dat het volgende bedrijf daarvoor geselecteerd werd, namelijk :

V.Z.W. THEATER MALPERTUIS	Stationsstraat 25, 8700 Tielt	K.B.O. 0412.857.041
------------------------------	----------------------------------	------------------------

BESLUIT :

1. de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking te kiezen als gunningsprocedure (artikel 42, § 1, 1°, d) ii van de wet van 17.06.2016 ;
2. de beperking van de lijst van voor de gunning van deze opdracht geraadpleegde exploitanten te aanvaarden ;
3. de bijgevoegde overeenkomst van het volgende theatergezelschap dat op 10.11.2025 speelt, goed te keuren :

V.Z.W. THEATER MALPERTUIS	Stationsstraat 25, 8700 Tielt	K.B.O. 0412.857.041
------------------------------	----------------------------------	------------------------

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Budget Comptabilité - Begroting Boekhouding

18.11.2025/A/0022 **CC - A.S.B.L. A.R.A. - Exercice d'activité 2024 - Documents comptables - Exécution de la convention conclue avec la commune et l'A.S.B.L. dans le cadre de l'ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une

subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.02.2025 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2025 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. A.R.A. ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.02.2023 désignant la S.P.R.L. B.S.T., rue Gachard 88/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2023, 2024 et 2025 ;

Vu le rapport établi en date du 05.09.2025 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que sur la base de son examen limité, il n'a pas relevé de faits qui laissent penser que les comptes clos le 31.12.2024 n'ont pas été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes du référentiel comptable applicable en Belgique ;

Vu la convention conclue entre la commune et l'A.S.B.L. A.R.A. dans le cadre des articles 38 et 39 de l'ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu le rapport d'activités et les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. A.R.A. pour l'exercice d'activité 2024 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association, ainsi qu'aux dispositions de la convention précitée conclue entre la commune et ladite A.S.B.L. dans le cadre de l'ordonnance du 05.07.2018 et notamment aux critères et indicateurs d'exécution des tâches tels que repris en annexe 1 de ladite convention ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ainsi qu'aux dispositions de la convention précitée ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2024 de l'A.S.B.L. A.R.A. et de la bonne exécution au cours de l'année 2024 de la convention conclue entre la commune et ladite A.S.B.L. dans le cadre des articles 38 et 39 de l'ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale :

1. compte d'exploitation générale 2024 :	
charges :	29.611,33 EUR
produits :	26.559,71 EUR
Perte :	3.051,62 EUR
2. bilan 2024 :	
Trésorerie	78.758,86 EUR
actif-passif :	90.561,25 EUR

**GR - V.Z.W. "A.R.A." - Dienstjaar 2024 - Boekhoudkundige stukken -
Uitvoering van de overeenkomst gesloten met de gemeente en de V.Z.W. in het
Kader van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke
bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.02.2025 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2025 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "A.R.A." ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.02.2023 die de B.V.B.A. B.S.T., Gachardstraat 88/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2023, 2024 en 2025 ;

Gelet op het verslag opgesteld op 05.09.2025 door voornoemde bedrijfsrevisor dat concludeert dat, op basis van zijn beperkt nazicht, hij geen feiten heeft geïdentificeerd die erop wijzen dat de jaarrekening voor het boekjaar afgesloten op 31.12.2024 niet, in alle materiële opzichten, is opgesteld overeenkomstig de in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de overeenkomst gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. A.R.A. op basis van artikels 38 en 39 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op het activiteitenverslag en de boekhoudkundige stukken die door de V.Z.W. "A.R.A." voor het dienstjaar 2024 werden ingediend ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging alsook met de bepalingen van voornoemde overeenkomst die tussen de gemeente en voornoemde V.Z.W. is gesloten in het kader van de ordonnantie van 05.07.2018, en met name met de criteria en indicatoren voor de uitvoering van de taken zoals uiteengezet in bijlage 1 van voornoemde overeenkomst ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het

hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 en met de bepalingen van voornoemde overeenkomst ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2024 van de V.Z.W. "A.R.A." en van de goede uitvoering tijdens het dienstjaar 2024 van de overeenkomst gesloten tussen de gemeente en de genoemde V.Z.W. op grond van artikels 38 en 39 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten :

1.	algemene exploitatierekening 2024	
	:	
	lasten :	29.611,33 EUR
	opbrengsten :	26.559,71 EUR
	Verlies:	3.051,62 EUR
2.	balans 2024 :	
	Thesaurie:	78.758,86 EUR
	actief-passief :	90.561,25 EUR

De Raad neemt akte.

18.11.2025/A/0023 **CC - A.S.B.L. CREEMPLOI - Exercice d'activité 2024 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.02.2025 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2025 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. CREEMPLOI ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.02.2023 désignant la S.P.R.L. B.S.T., avenue Louise 240/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2023, 2024 et 2025 ;

Vu le rapport établi en date du 20.06.2025 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que sur la base de son examen limité, il n'a pas relevé de faits qui laissent penser que les comptes clos le 31.12.2024 n'ont pas été établis, dans tous leurs aspects

significatifs, conformément aux principes du référentiel comptable applicable en Belgique ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. CREEMPLOI pour l'exercice d'activité 2024 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2024 de l'A.S.B.L. CREEMPLOI :

1. compte d'exploitation générale 2024 :	
charges :	268.108,97 EUR
produits :	285.769,32 EUR
bénéfice :	17.660,35 EUR
2. bilan 2024 :	
trésorerie:	197.213,28 EUR
actif-passif :	250.424,94 EUR

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. "CREEMPLOI" - Dienstjaar 2024 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W. 's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.02.2025 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2025 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "CREEMPLOI" ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van

02.02.2023 die de B.V.B.A. B.S.T., Louizalaan 240/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2023, 2024 en 2025 ;

Gelet op het verslag opgesteld op 20.06.2025 door voornoemde bedrijfsrevisor dat concludeert dat, op basis van zijn beperkt nazicht, hij geen feiten heeft geïdentificeerd die erop wijzen dat de jaarrekening voor het boekjaar afgesloten op 31.12.2024 niet, in alle materiële opzichten, is opgesteld overeenkomstig de in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W. "CREEMPLOI" voor het dienstjaar 2024 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2024 van de V.Z.W. "CREEMPLOI" :

1. algemene exploitatierekening 2024 :	
lasten :	268.108,97 EUR
opbrengsten :	285.769,32 EUR
winst :	17.660,35 EUR
2. balans 2024 :	
Thesaurie:	197.213,28 EUR
actief-passief :	250.424,94 EUR

De Raad neemt akte.

18.11.2025/A/0024 **CC - A.S.B.L. JUMELAGES ET PARTENARIATS - Exercice d'activité 2024 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.02.2025 arrêtant le

principe du contrôle au cours de l'exercice 2025 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. JUMELAGES ET PARTENARIATS ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.02.2023 désignant la S.C.P.R.L. B.S.T. c/o M. Olivier VERTESSEN, avenue Louise 240 bte16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2023, 2024 et 2025 ;

Vu le rapport et la lettre de recommandation établis en date du 21.06.2025 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que sur la base de son examen limité, il n'a pas relevé de faits qui laissent penser que les comptes clos le 31.12.2024 n'ont pas été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes du référentiel comptable applicable en Belgique ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. JUMELAGES ET PARTENARIATS pour l'exercice d'activité 2024 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2024 de l'A.S.B.L. JUMELAGES ET PARTENARIATS :

1. compte d'exploitation générale 2024 :	
charges :	269.950,53 EUR
produits :	177.119,70 EUR
Perte:	92.830,83 EUR
2. bilan 2024 :	
Trésorerie:	105.057,37 EUR
actif-passif :	142.330,36 EUR

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. VERBROEDERINGEN EN PARTNERSCHAPPEN - Dienstjaar 2024 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van

09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.02.2025 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2025 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. VERBROEDERINGEN EN PARTNERSCHAPPEN ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.02.2023 die de C.B.V.B.A. B.S.T. c/o Dhr. Olivier VERTESSEN, Louizalaan 240 bus 16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2023, 2024 en 2025 ;

Gelet op het verslag en de aanbevelingbrief opgesteld op 21.06.2025 door voornoemde bedrijfsrevisor dat concludeert dat, op basis van zijn beperkt nazicht, hij geen feiten heeft geïdentificeerd die erop wijzen dat de jaarrekening voor het boekjaar afgesloten op 31.12.2024 niet, in alle materiële opzichten, is opgesteld overeenkomstig de in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel ; Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door deze V.Z.W. voor het dienstjaar 2024 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. VERBROEDERINGEN EN PARTNERSCHAPPEN in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2024 van de V.Z.W. VERBROEDERINGEN EN PARTNERSCHAPPEN :

1. algemene exploitatierekening 2024 :	
lasten :	269.950,53 EUR
opbrengsten :	177.119,70 EUR
Verlies :	92.830,83 EUR
2. balans 2024 :	
Thesaurie:	105.057,37 EUR
actief-passief :	142.330,36 EUR

De Raad neemt akte.

18.11.2025/A/0025 **CC - A.S.B.L. LE RELAIS - Exercice d'activité 2024 - Documents comptables -
Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilans et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.02.2025 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2025 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. LE RELAIS ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.02.2023 désignant la S.P.R.L. B.S.T., avenue Louise 240/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2023, 2024 et 2025 ;

Vu le rapport établi en date du 08.06.2025 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que sur la base de son examen limité, il n'a pas relevé de faits qui laissent penser que les comptes clos le 31.12.2024 n'ont pas été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes du référentiel comptable applicable en Belgique ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. LE RELAIS pour l'exercice d'activité 2024 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides 2024 par ladite A.S.B.L. ainsi que les documents comptables de l'exercice d'activité présentés par cette association peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2024 de l'A.S.B.L. LE RELAIS :

1.	compte d'exploitation générale 2024 :	
	charges :	5.385.949,08 EUR
	produits :	5.345.035,55 EUR
	Perte :	40.913,53 EUR
2.	bilan 2024 :	
	Trésorerie:	924.741,83 EUR
	actif-passif :	1.556.733,98 EUR

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. "LE RELAIS" - Dienstjaar 2024 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.02.2025 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2025 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "LE RELAIS" ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.02.2023 die de B.V.B.A. B.S.T., louizalaan 240/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2023, 2024 en 2025 ;

Gelet op het verslag opgesteld op 08.06.2025 door voornoemde bedrijfsrevisor dat concludeert dat, op basis van zijn beperkt nazicht, hij geen feiten heeft geïdentificeerd die erop wijzen dat de jaarrekening voor het boekjaar afgesloten op 31.12.2024 niet, in alle materiële opzichten, is opgesteld overeenkomstig de in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W. "LE RELAIS" voor het dienstjaar 2024 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen 2024 door voornoemde V.Z.W. evenals de boekhoudkundige stukken van het dienstjaar voorgelegd door deze vereniging bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2024 van de V.Z.W. "LE RELAIS" :

1.	algemene exploitatierekening 2024 :	
	lasten :	5.385.949,08 EUR
	opbrengsten :	5.345.035,55 EUR
	Verlies :	40.913,53 EUR
2.	balans 2024 :	
	Thesaurie:	924.741,83 EUR
	actief-passief :	1.556.733,98 EUR

18.11.2025/A/0026

**CC - A.S.B.L. PLANNING FAMILIAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE -
Exercice d'activité 2024 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. PLANNING FAMILIAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE pour l'exercice d'activité 2024 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2024 de l'A.S.B.L. PLANNING FAMILIAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE :

1. compte d'exploitation générale 2024 :	
charges :	433.044,40 EUR
produits :	422.087,42 EUR
résultat négatif :	10.956,98 EUR
2. bilan 2024 :	
Trésorerie	204.680,81 EUR
actif-passif :	299.854,99 EUR

Le Conseil prend acte.

**GR - V.Z.W. "PLANNING FAMILIAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" -
Dienstjaar 2024 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan

1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V.Z.W. "PLANNING FAMILIAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" voor het dienstjaar 2024 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2024 van de V.Z.W. "PLANNING FAMILIAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" :

1. algemene exploitatierekening 2024 :	
lasten :	433.044,40 EUR
opbrengsten :	422.087,42 EUR
Nadelig resultaat :	10.956,98 EUR
2. bilan 2024 :	
Thesaurie:	204.680,81 EUR
actief-passief :	299.854,99 EUR

De Raad neemt akte.

18.11.2025/A/0027

CC - A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE - Exercice d'activité 2024 - Documents comptables - Exécution de la convention conclue avec la commune et l'A.S.B.L. dans le cadre de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale - Prise d'acte

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages

en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.02.2025 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2025 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.02.2023 désignant la S.P.R.L. B.S.T., avenue Louise 240/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2023, 2024 et 2025 ;

Vu le rapport établi en date du 29.04.2025 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que sur la base de son examen limité, il n'a pas relevé de faits qui laissent penser que les comptes clos le 31.12.2024 n'ont pas été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes du référentiel comptable applicable en Belgique ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu la convention conclue entre la commune et l'A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE dans le cadre des articles 38 et 39 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu le rapport d'activités et les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE pour l'exercice d'activité 2024 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ainsi qu'aux dispositions de la convention précitée conclue entre la commune et ladite A.S.B.L. dans le cadre de l'Ordonnance du 05.07.2018, et notamment aux critères et indicateurs d'exécution des tâches tels que repris en annexe 1 de ladite convention ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ainsi qu'aux dispositions de la convention précitée ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2024 de l'A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE :

1.	compte d'exploitation générale 2024 :	
	charges :	1.265.710,46 EUR
	produits :	1.212.113,32 EUR
	perte :	53.597,14 EUR
2.	bilan 2024 :	
	Trésorerie:	189.760,08 EUR
	actif-passif :	239.152,52 EUR

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE - Dienstjaar 2024 - Boekhoudkundige stukken - Uitvoering van de overeenkomst gesloten met de gemeente en de V.Z.W. in het kader van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat enerzijds voor subsidies ter waarde van minder dan 1.239,47 euro deze wet niet van toepassing is en anderzijds voor subsidies ter waarde van 1.239,47 euro tot 24.789,35 EUR, moet alleen de verantwoording van het gebruik van de subsidie voor de doeleinden waarvoor zij is toegekend, worden geëist op straffe van teruggave van de subsidie, terwijl de overige verplichtingen waarin deze wet voorziet, aan het oordeel van de subsidiegever worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.02.2025 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2025 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.02.2023 die de B.V.B.A. B.S.T., avenue Louise 240/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2023, 2024 en 2025 ;

Gelet op het verslag opgesteld op 29.04.2025 door voornoemde bedrijfsrevisor dat concludeert dat, op basis van zijn beperkt nazicht, hij geen feiten heeft geïdentificeerd die erop wijzen dat de jaarrekening voor het boekjaar afgesloten op 31.12.2024 niet, in alle materiële opzichten, is opgesteld overeenkomstig de in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de overeenkomst gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE op basis van artikels 38 en 39 van de Ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

Gelet op het activiteitenverslag en de boekhoudkundige stukken die door de V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE werden ingediend voor het activiteitenjaar 2024 ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform met de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging alsook met de bepalingen van voornoemde overeenkomst die tussen de gemeente en voornoemde V.Z.W. is gesloten in het kader van de Ordonnantie van 05.07.2018, en met name met de criteria en indicatoren voor de uitvoering van de taken zoals uiteengezet in bijlage I van voornoemde overeenkomst ;

Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen ten voordele van en door voornoemde V.Z.W. evenals de boekhoudkundige stukken met betrekking tot het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform met de bepalingen van de wet van 14.11.1983 en met de bepalingen van voornoemde overeenkomst ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2024 van de V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE :

1.	algemene exploitatierekening 2024 :	
	lasten :	1.265.710,46 EUR
	opbrengsten :	1.212.113,32 EUR
	verlies :	53.597,14 EUR
2.	balans 2024 :	
	Thesaurie:	189.760,08 EUR
	actief-passief :	239.152,52 EUR

De Raad neemt akte.

18.11.2025/A/0028 **CC - A.S.B.L. SOLEIL DES TOUJOURS JEUNES - Exercice d'activité 2024 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.02.2025 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2025 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. SOLEIL DES TOUJOURS JEUNES ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.02.2023 désignant la S.P.R.L. B.S.T. C/o M. Olivier VERTESEN, avenue Louise 240/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2023, 2024 et 2025 ;

Vu le rapport et la lettre de recommandation établis en date du 08.06.2025 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que sur la base de son examen limité, il n'a pas relevé de faits qui laissent penser que les comptes clos le 31.12.2024 n'ont pas été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes du référentiel comptable applicable en Belgique ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. SOLEIL DES TOUJOURS

JEUNES pour l'exercice d'activité 2024 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2024 de l'A.S.B.L. SOLEIL DES TOUJOURS JEUNES :

1.	compte d'exploitation générale 2024 :	
	charges :	398.388,03 EUR
	produits :	363.842,42 EUR
	perte :	34.545,61 EUR
2.	bilan 2024 :	
	Trésorerie:	42.418,67 EUR
	actif-passif :	56.698,28 EUR

Le Conseil prend acte.

**GR - V.Z.W. ZON DER IMMER JONGEN - Dienstjaar 2024 -
Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.02.2025 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2025 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. ZON DER IMMER JONGEN ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.02.2023 die de B.V.B.A. B.S.T. C/o Dhr. Olivier VERTESSEN, Louizalaan 240/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2023, 2024 en 2025 ;

Gelet op het verslag en de aanbevelingsbrief opgesteld op 08.06.2025 door

voornoemde bedrijfsrevisor dat concludeert dat, op basis van zijn beperkt nazicht, hij geen feiten heeft geïdentificeerd die erop wijzen dat de jaarrekening voor het boekjaar afgesloten op 31.12.2024 niet, in alle materiële opzichten, is opgesteld overeenkomstig de in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel ; Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W. ZON DER IMMER JONGEN voor het dienstjaar 2024 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2024 van de V.Z.W. ZON DER IMMER JONGEN :

1. algemene exploitatierekening 2024 :	
lasten :	398.388,03 EUR
opbrengsten :	363.842,42 EUR
verlies :	34.545,61 EUR
2. balans 2024 :	
Thesaurie:	42.418,67 EUR
actief-passief :	56.698,28 EUR

De Raad neemt akte.

18.11.2025/A/0029 **CC - A.S.B.L. WOLU-ANIMATIONS - Exercice d'activité 2024 - Documents comptables - Exécution de la convention conclue avec la commune et l'A.S.B.L. dans le cadre de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.02.2025 arrétant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2025 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant

de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. WOLU-ANIMATIONS ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.02.2023 désignant la S.P.R.L. B.S.T., avenue Louise 240 bte 16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2023, 2024 et 2025 ;

Vu le rapport et la lettre de recommandation établis en date du 08.06.2025 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que sur la base de son examen limité, il n'a pas relevé de faits qui laissent penser que les comptes clos le 31.12.2024 n'ont pas été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes du référentiel comptable applicable en Belgique ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu la convention conclue entre la commune et l'A.S.B.L. WOLU-ANIMATIONS dans le cadre des articles 38 et 39 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu le rapport d'activités et les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. WOLU-ANIMATIONS pour l'exercice d'activité 2024 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ainsi qu'aux dispositions de la convention précitée conclue entre la commune et ladite A.S.B.L. dans le cadre de l'Ordonnance du 05.07.2018, et notamment aux critères et indicateurs d'exécution des tâches tels que repris en annexe 1 de ladite convention ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ainsi qu'aux dispositions de la convention précitée ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2024 de l'A.S.B.L. WOLU-ANIMATIONS :

1.	compte d'exploitation générale 2024 :	
	charges :	181.847,10 EUR
	produits :	188.172,47 EUR
	bénéfice :	6.325,37 EUR
2.	bilan 2024 :	
	Trésorerie:	218.090,09 EUR
	actif-passif :	233.564,39 EUR

Le Conseil prend acte.

35 votants : 35 votes positifs.

GR - V.Z.W. "WOLU-ANIMATIONS" - Dienstjaar 2024 - Boekhoudkundige stukken - Uitvoering van de overeenkomst gesloten met de gemeente en de V.Z.W. in het kader van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van

artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat enerzijds voor subsidies ter waarde van minder dan 1.239,47 EUR deze wet niet van toepassing is en anderzijds voor subsidies ter waarde van 1.239,47 EUR tot 24.789,35 EUR, moet alleen de verantwoording van het gebruik van de subsidie voor de doeleinden waarvoor zij is toegekend, worden geëist op straffe van teruggave van de subsidie, terwijl de overige verplichtingen waarin deze wet voorziet, aan het oordeel van de subsidiegever worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W. 's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.02.2025 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2025 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "WOLU-ANIMATIONS" ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.02.2023 die de B.V.B.A. B.S.T., Louizalaan 240 bus 16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2023, 2024 en 2025 ;

Gelet op het verslag et de aanbevelingsbrief opgesteld op 08.06.2025 door voornoemde bedrijfsrevisor dat concludeert dat, op basis van zijn beperkt nazicht, hij geen feiten heeft geïdentificeerd die erop wijzen dat de jaarrekening voor het boekjaar afgesloten op 31.12.2024 niet, in alle materiële opzichten, is opgesteld overeenkomstig het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel ; Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de overeenkomst gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. "WOLU-ANIMATIONS" op basis van artikels 38 en 39 van de Ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

Gelet op het activiteitenverslag en de boekhoudkundige stukken die door de V.Z.W. "WOLU-ANIMATIONS" werden ingediend voor het activiteitenjaar 2024 ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging alsook met de bepalingen van voornoemde overeenkomst die tussen de gemeente en voornoemde V.Z.W. is gesloten in het kader van de Ordonnantie van 05.07.2018, en met name met de criteria en indicatoren voor de uitvoering van de taken zoals uiteengezet in bijlage 1 van voornoemde overeenkomst ;

Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen ten voordele van en door voornoemde V.Z.W. evenals de boekhoudkundige stukken met betrekking tot het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 en met de bepalingen van voornoemde overeenkomst ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2024 van de V.Z.W. "WOLU-ANIMATIONS" :

1.	algemene exploitatierekening 2024 :	
	lasten :	181.847,10 EUR

opbrengsten :	188.172,47 EUR
winst :	6.325,37 EUR
2. balans 2024 :	
Thesaurie:	218.090,09 EUR
actief-passief :	233.564,39 EUR

De Raad neemt akte.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

18.11.2025/A/0030 **CC - A.S.B.L. WOLUGRAPHIC - Exercice d'activité 2024 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.02.2025 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2025 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. WOLUGRAPHIC ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.02.2023 désignant la S.P.R.L. B.S.T., av. Louise 240 bte 16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2023, 2024 et 2025 ;

Vu le rapport et la lettre de recommandation établis en date du 08.06.2025 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que sur la base de son examen limité, il n'a pas relevé de faits qui laissent penser que les comptes clos le 31.12.2024 n'ont pas été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes du référentiel comptable applicable en Belgique ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. WOLUGRAPHIC pour l'exercice d'activité 2024 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de, et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2024 de l'A.S.B.L. WOLUGRAPHIC :

1.	comptes de résultat 2024 :	
	charges :	193.075,81 EUR
	produits :	215.526,93 EUR
	bénéfice :	22.451,12 EUR
2.	bilan 2024	
	Trésorerie:	173.088,01 EUR
	actif-passif :	215.982,77 EUR

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. WOLUGRAFIC - Dienstjaar 2024 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.02.2025 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2025 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. WOLUGRAFIC ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.02.2023 die de B.V.B.A. B.S.T., Louizalaan 240 bus 16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2023, 2024 en 2025 ;

Gelet op het verslag en de aanbevelingsbrief opgesteld op 08.06.2025 door voornoemde bedrijfsrevisor dat concludeert dat, op basis van zijn beperkt nazicht, hij geen feiten heeft geïdentificeerd die erop wijzen dat de jaarrekening voor het boekjaar afgesloten op 31.12.2024 niet, in alle materiële opzichten, is opgesteld overeenkomstig de in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel ;

Gelet op de door de V.Z.W. WOLUGRAFIC voor het dienstjaar 2024 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het

hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;
NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2024 van de V.Z.W. WOLUGRAFIC :

1.	algemene winst- en verliesrekening 2024:	
	lasten :	193.075,81 EUR
	opbrengsten :	215.526,93 EUR
	winst :	22.451,12 EUR
2.	balans 2024	
	Thesaurie:	173.088,01 EUR
	actief-passief :	215.982,77 EUR

De Raad neemt akte.

18.11.2025/A/0031 **CC - A.S.B.L. "Zoniënzorg" - Exercice d'activité 2024 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. "Zoniënzorg" pour l'exercice d'activité 2024 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2024 de l'A.S.B.L. "Zoniënzorg" :

1.	compte d'exploitation générale 2024 :	
	charges :	316.669,19 EUR
	produits :	364.643,91 EUR
	résultat positif :	47.974,72 EUR
2.	bilan 2024 :	
	Trésorerie:	114.959,04 EUR

actif-passif :	1.368.065,20 EUR
----------------	------------------

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. "Zoniënzorg" - Dienstjaar 2024 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V.Z.W. "Zoniënzorg" voor het dienstjaar 2024 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2024 van de V.Z.W. "Zoniënzorg" :

1. algemene exploitatierekening 2024 :	
lasten :	316.669,19 EUR
opbrengsten :	364.643,91 EUR
batig resultaat :	47.974,72 EUR
2. bilan 2024 :	
Thesaurie:	114.959,04 EUR
actief-passief :	1.368.065,20 EUR

De Raad neemt akte.

Taxes - Belastingen

18.11.2025/A/0032 **CC - Règlement communal complémentaire sur les redevances de stationnement - Renouvellement**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale et notamment ses articles 117 et suivants ;

Vu la loi du 16.03.1968 relative à la police de la circulation routière ;

Vu l'Ordonnance du 06.07.2022 portant organisation du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Ordonnance du 03.04.2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, modifiée par l'Ordonnance du 20.07.2016 ;

Vu l'Arrêté royal du 01.12.1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route) ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, tel que modifié par l'arrêté Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20.10.2022 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21.03.2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13.07.2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu l'Arrêté ministériel du 07.05.1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées ;

Vu l'Arrêté ministériel du 09.01.2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Vu le Code de la route ;

Vu les éventuelles modifications des textes non-mentionnées ci-dessus ;

Vu le règlement-redevance relatif à la politique communale de stationnement, voté par le conseil communal en séance du 15.12.2020, devenu obligatoire en date du 21.12.2020, applicable pour la période du 01.01.2021 au 31.12.2025 ;

Considérant la nécessité de revoir les tarifs liés au stationnement et de se conformer aux tarifs repris dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20.10.2022 ;

Considérant la nécessité de revoir l'ensemble du règlement-redevance et d'utiliser le modèle de règlement-redevance fourni par l'Agence du Stationnement afin de permettre une meilleure lisibilité pour l'ensemble des usagers et des agents traitant cette matière ;

Considérant que l'utilisation de ce modèle participe à la lecture de l'harmonisation du stationnement sur la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'une meilleure rotation des emplacements de stationnement doit être poursuivie et qu'il convient dès lors d'établir les redevances en concordance avec la période de stationnement généralement utile et nécessaire ;

Considérant que l'extension des zones réglementées de stationnement de même que la pression au niveau du stationnement nécessite de donner aux habitants de la commune des facilités de stationnement ;

Considérant que la réduction, la création et l'amélioration des possibilités de stationnement entraînent pour la commune des charges importantes en personnel et en moyens financiers ;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement-redevance aux divers changements législatifs et techniques, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Considérant que, pour permettre une meilleure lecture de la problématique du

stationnement, il est opportun d'insérer dans ce règlement-redevance celui réactualisé relatif aux cartes communales de stationnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22.02.2024 organisant la procédure d'adoption des règlements communaux complémentaires sur les redevances de stationnement, notamment l'article 5 ;

Considérant que l'Agence du stationnement a émis, en date du 04.11.2025, un avis favorable sur le projet du présent règlement ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Le règlement-redevance relatif à la politique communale de stationnement, voté par le conseil communal en séance du 15.12.2020, est remplacé comme suit :

TITRE I. DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre I. Champ d'application du règlement communal de stationnement

Article 1.-

Le règlement est applicable sur toutes les voiries publiques et à tout véhicule à moteur.

Chapitre II. Définitions

Article 2.-

Pour l'application du présent règlement, il est entendu par :

1. Agence du stationnement : l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles- Capitale, telle que définie dans le Chapitre 7 de l'Ordonnance du 06.07.2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et les modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;
2. Arrêté : l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation tel que modifié par l'Arrêté du 20.10.2022 ;
3. Cartes de dérogation : les cartes de dérogation visées par l'Ordonnance étant entendu que les cartes de dérogation peuvent être "matérialisées" ou "dématérialisées" ;
4. Connexion : identification électronique en vue de charger ou de payer un tarif de rotation auprès de l'exploitant de l'infrastructure de recharge de véhicules électriques ;
5. Disque de stationnement : le disque de stationnement visé à l'article 27.1.1. de l'Arrêté royal du 01.12.1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et défini à l'article 1er de l'Arrêté ministériel du 01.12.1975 déterminant les caractéristiques de certains disques, signalisations et plaques prescrits par le règlement général sur la police de la circulation routière ;
6. Emplacement réservé : emplacement de stationnement destiné à des catégories spécifiques de véhicules, de personnes ou d'activités tel que définies à l'article 12 l'Ordonnance du 06.07.2022 ;
7. Entreprises et indépendants : la personne ou l'entreprise ayant son siège social ou d'exploitation dans la Région de Bruxelles-Capitale. Par "personne", il y a lieu d'entendre le titulaire d'une profession libérale ou l'indépendant. Par "entreprise", il y a lieu d'entendre toute personne morale quel que soit son statut, notamment les sociétés reprises à l'article 2 du Code des sociétés, les institutions publiques et privées, les établissements réservés aux cultes visés par la loi sur le temporel des cultes et l'ordonnance du 29.06.2006 relative à l'organisation et au fonctionnement du culte islamique, les établissements d'assistance morale du Conseil central laïque visés par la loi du 21.06.2002, les établissements d'enseignement non obligatoire, les hôpitaux, cliniques, polycliniques et dispensaires de soins, les œuvres de bienfaisance et les ASBL ;
8. Etablissement d'enseignement : tout établissement organisé, reconnu ou

- subventionné par une communauté et les crèches publiques ou qui appliquent des tarifs liés au revenu, implantés dans la Région de Bruxelles-Capitale ;
9. Borne de recharge électrique : infrastructure permettant la recharge d'un ou plusieurs véhicules électriques. La borne comporte au minimum un point de charge matérialisé par un socle de prise ;
 10. Ménage : le ménage est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté, partagent la même résidence principale. La composition du ménage est attestée par une composition de ménage, extraite du Registre national ;
 11. Ordonnance : l'Ordonnance du 06.07.2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et les modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;
 12. Période de stationnement : période de 4 heures 30 minutes qui débute à compter de la délivrance de l'invitation à payer la redevance forfaitaire visée à l'article 14, § 2 de l'Ordonnance du 06.07.2022 ;
 13. Plan de déplacement d'entreprise : le plan de mobilité élaboré par ou pour une personne morale ou un indépendant, qui analyse et décrit ses besoins en mobilité ;
 14. Plan de déplacement scolaire ou équivalent : le plan de mobilité élaboré par ou pour une personne morale ou un établissement scolaire, qui analyse et décrit ses besoins en mobilité ;
 15. Raccordement : branchement physique d'un véhicule électrique à la borne électrique, telle que définie dans le présent article, en vue de recharger ledit véhicule ;
 16. Second lieu de résidence ou résidence secondaire : une résidence secondaire sur le territoire de la Commune pour laquelle le propriétaire s'acquitte de la taxe communale sur les secondes résidences ;
 17. Secteur de stationnement et maille : la zone géographique qui délimite les voies sur lesquelles la carte de dérogation est valable. Chaque secteur de stationnement est composé de différentes mailles sauf si le Conseil communal décide d'appliquer des secteurs de stationnement fixes conformément à l'article 46ter de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation ;
 18. Ticket de stationnement : document délivré par l'horodateur conformément au présent règlement. Le ticket de stationnement peut être soit gratuit, pour une durée d'1/4 d'heure, soit payant pour une durée déterminée par l'utilisateur et/ou le type de zone réglementée. Le ticket "physique" de stationnement peut être remplacé par toute forme virtuelle (enregistrement de la plaque d'immatriculation du véhicule via le clavier de l'horodateur, paiement électronique, etc.) ;
 19. Usager : la personne au nom de laquelle le véhicule à moteur est immatriculé ;
 20. Voitures partagées : les véhicules des opérateurs de carsharing au sens de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21.03.2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications ;
 21. Voitures partagées entre particuliers : les véhicules partagés au travers d'un système de partage de voitures pour les particuliers agréé par Bruxelles Mobilité au sens de l'Arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 13.07.2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;
 22. Zones réglementées : les zones telles que définies aux articles 2, 3 et 4° de l'Ordonnance du 06.07.2022 et l'article 3 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2013 relatif aux zones de stationnement

- règlementées et aux cartes de dérogation et ses modifications ultérieures ;
23. Redevance de stationnement horaire : contrepartie financière due pour la mise à disposition d'un emplacement de stationnement au-delà du temps requis pour l'embarquement ou le débarquement de personnes ou de choses au sens de l'article 2.23 de l'Arrêté royal du 01.12.1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et établie en vertu de l'article 14, § 1^{er} de l'Ordonnance du 06.07.2022 ;
 24. Redevance de stationnement forfaitaire : contrepartie financière établie en vertu de l'article 14, § 2 de l'Ordonnance du 06.07.2022 ;
 25. Zone de Police : une des six zones de la Police locale de la Région de Bruxelles-Capitale qui regroupe plusieurs communes ;
 26. Plaque d'immatriculation : marque d'immatriculation au sens de l'article 20 de l'AR du 20.07.2001 relatif à l'immatriculation de véhicules.

TITRE II. ZONES REGLEMENTEES

Chapitre I. Types de zone

Section 1. Zone orange

Sous-section 1. Durée

Article 3.-

La durée de stationnement en zone orange est limitée à 2 heures.

Sous-section 2. Montant

Article 4.-

Le montant de la redevance en zone orange est :

- 0,90 EUR pour la première demi-heure ;
- 0,90 EUR pour la seconde demi-heure ;
- 3,70 EUR pour la deuxième heure.

Article 5.-

En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, la personne visée à l'article 42 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire d'un montant de 42,00 EUR pour 2 heures de stationnement.

Sous-section 3. Horaire

Article 6.-

L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé dans la zone orange est soumise aux conditions d'utilisation définies aux articles 15 à 18 de l'Arrêté tous les jours de la semaine de 9 heures à 18 heures à l'exception des dimanches et des jours fériés légaux.

Section 2. Zone verte

Sous-section 1. Durée

Article 7.-

La durée de stationnement n'est pas limitée dans le temps.

Sous-section 2. Montant

Article 8.-

Le montant de la redevance en zone verte est :

- 0,90 EUR pour la première demi-heure ;
- 0,90 EUR pour la seconde demi-heure ;
- 3,70 EUR pour la deuxième heure ;
- 2,70 EUR pour chaque heure supplémentaire.

Article 9.-

En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, la personne visée à l'article 42 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire d'un montant de 37,00 EUR par période de stationnement.

Sous-section 3. Horaire

Article 10.-

L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé dans la zone verte est soumise aux conditions d'utilisation définies à l'article 9, § 1^{er}, 2^o de l'Ordonnance tous les jours de la semaine, sauf mention contraire sur la signalisation routière, de 9 heures à 18 heures à l'exception des dimanches et des jours fériés légaux.

Section 3. Zone bleue

Sous-section 1. Durée

Article 11.-

La durée de stationnement autorisée est de maximum deux heures excepté dans les voiries équipées d'une signalisation spécifique limitant la durée maximale autorisée à 30 ou 60 minutes.

Sous-section 2. Montant

Article 12.-

Le stationnement en zone bleue est gratuit pour la durée de stationnement autorisée moyennant l'utilisation du disque de stationnement conformément à l'article 27 de l'Arrêté royal du 01.12.1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (disque bleu).

Article 13.-

En cas de défaut d'utilisation du disque de stationnement réglementaire ou de dépassement de la durée maximale autorisée ou de mauvaise utilisation du disque de stationnement réglementaire, la personne visée à l'article 42 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de 37,00 EUR par période de stationnement.

Sous-section 3. Horaire

Article 14.-

L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé dans la zone bleue est soumise aux conditions d'utilisation définies à l'article 9, § 1^{er}, 3^o de l'Ordonnance tous les jours de la semaine, sauf mention contraire sur la signalisation routière, de 9 heures à 18 heures à l'exception des dimanches et des jours fériés légaux.

Section 4. Zone de livraison

Sous-section 1. Montant et durée

Article 15.-

Une redevance forfaitaire de 100,00 EUR par période de stationnement est due en cas de stationnement sur une zone délimitée par un panneau E9.a tel que défini à l'article 70.2.1 de l'Arrêté royal du 01.12.1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, complété par un panneau additionnel "payant sauf livraison" précisant la période horaire de réglementation et le montant de la redevance forfaitaire.

Article 16.-

Aucune redevance forfaitaire n'est due lorsque le véhicule est en cours de livraison. Un véhicule est considéré comme étant en cours de livraison lorsqu'il est à l'arrêt et qu'une action de chargement ou de déchargement de biens en lien avec le véhicule est constatée.

Article 17.-

Les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone de livraison.

Article 18.-

La durée d'utilisation d'une place de stationnement n'est pas limitée en zone de livraison.

Sous-section 2. Horaire

Article 19.-

Les modalités de la réglementation de la zone de livraison sont précisées sur le panneau additionnel "payant excepté livraison".

Section 5. La zone "emplacement réservé"

Sous-section 1. Durée et modalités

Article 20.-

La durée de stationnement dans la zone "emplacement réservé" n'est pas limitée.

Article 21.-

En zone "emplacement réservé riverain", seules les personnes domiciliées dans ladite zone et titulaire de la carte de dérogation "riverain" peuvent s'y stationner.

La carte de dérogation délivrée aux prestataires de soins médicaux urgents y est également valable.

Article 22.-

En zone "emplacement réservé voiture partagée", seule la carte de dérogation "voiture partagée" est valable sous réserve de la carte de dérogation délivrée aux prestataires de soins médicaux urgents.

Sous-section 2. Montant

Article 23.-

Une redevance de stationnement forfaitaire de 25,00 EUR par période de stationnement est due en cas de stationnement sur un emplacement "réservé riverain" ou "réservé voiture partagée" sans apposition de la carte de dérogation appropriée à cette zone.

Section 6. Zone Chargement électrique

Sous-section 1. Durée

Article 24.-

Le stationnement en zone "chargement électrique" est autorisé gratuitement pour autant que l'utilisateur dudit véhicule soit connecté et qu'il procède au raccordement physique de son véhicule à la borne électrique.

Sous-section 2. Montant

Article 25.-

Une redevance forfaitaire de 50,00 EUR par période de stationnement est due par l'utilisateur d'un véhicule à moteur non électrique ou par l'utilisateur d'un véhicule électrique stationné sans connexion ou raccordement physique.

Chapitre II. Zones payantes : généralités

Article 26.-

Le stationnement dans les zones munies d'horodateurs est régi suivant les modalités et conditions mentionnées sur ces appareils.

Article 27.-

La redevance due, par anticipation, dès le moment où le véhicule est stationné est payable par insertion de pièces de monnaie dans l'horodateur, l'utilisation de cartes de débit et de cartes de crédit ou le paiement par une ou l'autre technologie telle que SMS ou applications (si prévu) conformément aux indications figurant sur les horodateurs ou toute autre signalisation prévue à cet effet.

Article 28.-

Le cas échéant, le ticket "physique" de stationnement délivré par l'horodateur, doit être apposé seul et de manière bien lisible en son intégralité, sur la face interne du pare-brise avant du véhicule, à l'exclusion des vitres latérales. Si tel n'est pas le cas, aucune réclamation ne sera prise en compte. Un justificatif de paiement ne doit quant à lui jamais être apposé visiblement.

Article 29.-

Le paiement de la redevance donne droit à une période de stationnement ininterrompue, dont la durée est déterminée par le montant payé.

Article 30.-

En cas de non-paiement de la redevance due ou de dépassement de la durée de stationnement payée ou de dépassement de la durée maximale autorisée, l'utilisateur est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance forfaitaire dont le montant par période de stationnement varie en fonction du type de zone.

Article 31.-

L'utilisateur répond des éventuels coûts liés à l'utilisation de technologies (SMS, app, ...) pour l'obtention d'un droit de stationnement. Cette disposition peut également s'appliquer dans le cadre du stationnement en zone bleue. Ces coûts s'ajoutent au tarif de la réglementation appliquée à la zone de stationnement.

Article 32.-

L'utilisateur supporte les conséquences de l'usage irrégulier de l'appareil ou des détériorations qu'il lui aurait fait subir.

Article 33.-

Il est possible d'obtenir un ticket gratuit pour une durée d'un quart d'heure moyennant l'enregistrement du début de la période de stationnement soit de façon électronique, soit par le biais du ticket délivré par l'horodateur à cet effet.

Article 34.-

Le quart d'heure gratuit n'est jamais inclus lors de l'achat d'un droit de stationnement payant.

Article 35.-

§ 1^{er}. A partir du 01.05.2028 et ensuite tous les trois ans, les montants des redevances forfaitaires sont automatiquement et de plein droit indexés sur la base de l'indice des prix à la consommation. Les nouveaux montants résultent de la formule suivante : montants multipliés par le nouvel indice et divisés par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.

Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi à l'euro inférieur pour les redevances forfaitaires.

§ 2. A partir du 01.05.2028 et ensuite tous les trois ans, les montants des redevances horaires sont automatiquement et de plein droit indexés sur la base de l'indice des prix à la consommation. Les nouveaux montants résultent de la formule suivante : montants multipliés par le nouvel indice et divisés par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.

Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi au dixième d'euro inférieur pour la redevance horaire.

§ 3. Les montants indexés ne peuvent pas dépasser les montants maximums fixés par l'article 14 de l'Ordonnance.

Article 36.-

Aucune des dispositions reprises dans le présent règlement ne donne lieu à une quelconque surveillance des véhicules stationnés en voirie.

Chapitre III. Procédure de recouvrement

Article 37.-

Dans l'hypothèse où l'utilisateur a opté pour une redevance forfaitaire, il dispose, pour s'acquitter de sa dette, d'un délai de douze jours à compter de l'apposition lorsque l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire est apposée sur le pare-brise. Ce délai est porté à quinze jours à compter de la date d'envoi lorsque l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire est envoyée au débiteur.

Article 38.-

Toute réclamation éventuelle doit être introduite dans un délai de quinze jours à compter de la date de l'invitation conformément aux modalités définies dans l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire.

Article 39.-

En cas de non-paiement de la redevance forfaitaire dans le délai de paiement indiqué dans l'invitation visé à l'article précédent, un premier rappel gratuit est envoyé.

Article 40.-

En cas de non-paiement de la redevance dans le délai indiqué dans le premier rappel, un deuxième rappel est envoyé majorant la redevance de tous les frais d'envoi et d'une indemnité forfaitaire de 15,91 EUR.

Article 41.-

En cas de non-paiement persistant, le recouvrement de la redevance sera poursuivi conformément aux dispositions figurant à l'article 16 de l'Ordonnance et, en particulier, ses §§ 3 à 11.

Article 42.-

Conformément à l'article 13, § 2 de l'Ordonnance, lorsqu'un emplacement stationnement est occupé par un véhicule immatriculé, la redevance est mise à charge exclusive de la personne physique ou morale au nom de laquelle ce véhicule est immatriculé.

TITRE III. CARTES DE DEROGATION

Chapitre I. Cartes de dérogation délivrées par la Commune ou l'Agence en cas de délégation, valables sur le territoire communal

Section 1. Dispositions communes

Article 43.-

Les cartes de dérogation ci-après peuvent être accordées sur demande à la Commune ou à l'Agence en cas de délégation. Le cas échéant, la Commune a la possibilité de limiter le nombre de cartes de dérogation valables sur son territoire.

Article 44.-

L'application éventuelle de quotas peut faire l'objet d'une décision du Conseil communal, indépendante du présent règlement.

Article 45.-

La carte de dérogation ne sera accordée qu'après paiement en une fois du montant intégral et pour autant que le demandeur remplisse toutes les conditions d'octroi et qu'il en ait apporté la preuve.

Article 46.-

La carte de dérogation n'est valable que pour le véhicule dont la plaque d'immatriculation est enregistrée dans le logiciel d'octroi des cartes de dérogation et pour le(s) secteur(s) attribués lors de l'enregistrement.

Article 47.-

Pour obtenir un changement de plaque d'immatriculation durant la validité de la carte, ceci ne pourra se faire qu'après examen des circonstances particulières le justifiant. Le cas échéant, le bénéficiaire d'une carte de dérogation doit informer la Commune ou l'Agence en cas de délégation du changement dans les cinq jours ouvrables.

Article 48.-

Le montant de la première année reste dû intégralement. Le montant de la redevance qui est supérieur à la première année est, le cas échéant, remboursé à concurrence des mois entiers encore restants pendant lesquels la carte de dérogation n'a pas été utilisée.

Article 49.-

Le demandeur d'une carte de dérogation répond des éventuels coûts liés à l'utilisation de technologie lors de la délivrance et de l'utilisation de la carte de dérogation.

Article 50.-

L'attention de l'utilisateur est attirée sur le fait que tous les opérateurs étrangers ne permettent pas le paiement par SMS ou par App.

Article 51.-

La Commune ou l'Agence en cas de délégation n'est pas tenue de relancer les titulaires quant à l'expiration prochaine de la validité de leur carte. Il leur appartient de

prolonger la validité de leur carte de dérogation s'ils le souhaitent. Ceci relève de leur responsabilité. Ils ne pourront en aucun cas se retourner contre l'autorité compétente en cas d'oubli.

Article 52.-

Toute demande de renouvellement peut être introduite auprès de la Commune ou de l'Agence en cas de délégation au plus tôt 60 jours ouvrables avant l'expiration de la précédente.

Article 53.-

Les documents à produire pour l'obtention de chaque type de carte de dérogation sont repris sur le formulaire de demande ou de renouvellement de la carte souhaitée.

Article 54.-

Dès que le bénéficiaire d'une carte de dérogation ne remplit plus les conditions d'octroi, il en informe la Commune ou l'Agence en cas de délégation, en restituant la carte s'il s'agit d'une carte physique, conformément à l'article 5, § 1er de l'Arrêté ministériel du 09.01.2007 et ses modifications ultérieures concernant la carte communale de stationnement.

Article 55.-

La Commune ou l'Agence en cas de délégation annule de plein droit les cartes de dérogation pour lesquelles une modification des conditions du demandeur est intervenue de telle sorte qu'il ne répond plus aux critères d'octroi.

Article 56.-

Afin d'assurer une coordination optimale entre communes et une gestion rationnelle, notamment dans le cadre du projet de sectorisation régionale, les cartes de dérogation d'autres communes peuvent, le cas échéant, être reconnues sur le territoire de la commune.

Article 57.-

Il ne sera pas délivré de cartes de dérogation :

- pour les véhicules de plus de 3,5T ;
- pour les véhicules de moins de 3,5T de types suivants (catégorie DIV) :
 - dépanneuse ;
 - remorque ;
 - autocaravane ;
 - bus et autocars ;
 - matériel agricole (dont quad) ;
 - matériel industriel ;
 - tracteurs ;
 - les plaques d'immatriculation destinées aux "essais" commençant par "ZZ".

Cette liste n'est pas exhaustive.

Article 58.-

A partir du 01.05.2028 et ensuite tous les trois ans, le prix des cartes de dérogation est automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation. Le nouveau prix résulte de la formule suivante : prix multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023. Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi à l'euro inférieur.

Section 2. Carte de dérogation "riverain"

Sous-section 1. Bénéficiaires

Article 59.-

Peuvent bénéficier de la carte "riverain" :

- les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la

Commune concernée. En cas d'inscription au registre d'attente de la Commune, la carte "riverain" est délivrée au tarif annuel mais pour une durée limitée à 3 mois. En cas d'acceptation de la domiciliation par la Commune, la validité de la carte de dérogation est prolongée pour une durée de 9 mois ou d'un an et 9 mois moyennant un paiement complémentaire (tarif pour 2 ans) ;

- les personnes domiciliées dans la commune dont le véhicule est immatriculé à l'étranger, pendant la période de demande d'une immatriculation belge. Dans ce cas, la carte "riverain" est délivrée au tarif annuel mais pour une durée limitée à 3 mois. En cas de changement effectif de la plaque d'immatriculation, la validité de la carte de dérogation est prolongée pour une durée de 9 mois ou d'un an et 9 mois moyennant un paiement complémentaire (tarif pour 2 ans) ;
- les personnes qui ont un second lieu de résidence dans la commune concernée ;
- les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la Commune concernée et qui ont un besoin spécifique de stationnement dans le cadre d'un système de partage de voiture pour les particuliers reconnu par Bruxelles-Mobilité. Le véhicule est partagé par au moins trois particuliers, dont deux au moins sont domiciliés dans une ou plusieurs communes différentes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Sous-section 2. Nombre de cartes par ménage

Article 60.-

Le nombre de cartes par ménage est limité à deux.

Sous-section 3. Prix et durée de validité de la carte "riverain"

Article 61.-

Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

- première carte de dérogation du ménage : 20,00 EUR pour un an ou 40,00 EUR pour deux ans ;
- deuxième carte de dérogation du ménage : 127,00 EUR pour un an ou 254,00 EUR pour deux ans ;
- pour les personnes ayant une résidence secondaire, une et une seule carte peut être délivrée : 529,00 EUR pour un an ;
- en cas de changement d'immatriculation étrangère en immatriculation belge : tarif en fonction du nombre de cartes dans le ménage ;
- pour les véhicules partagés entre particuliers, le tarif est fonction du nombre de cartes du ménage et des tarifs prévus par la Commune pour le(s) secteur(s) pour lequel(s) la carte de dérogation est demandée.

Sous-section 4. Types de zones dans lesquels la carte de dérogation est valable

Article 62.-

La carte de dérogation "riverain" est valable en zones vertes et bleues, ainsi que dans les zones "emplacement réservé riverain" pour les personnes domiciliées dans ladite zone.

Sous-section 5. Validité sectorielle

Article 63.-

Les titulaires de la carte "riverain" ne sont autorisés à stationner leur véhicule que dans les limites du secteur qui leur est assigné.

Sous-section 6. Documents à fournir pour l'obtention de la carte de dérogation

Article 64.-

Le demandeur doit produire les documents suivants:

- le certificat d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV et la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente, s'il n'en est pas le propriétaire ;
- pour une voiture partagée entre particuliers : la carte d'immatriculation du

véhicule auprès de la DIV ainsi que la preuve de paiement de l'affiliation à une plateforme spécialisée dans le partage de voitures entre particuliers et la convention liant les parties prenantes au partage du véhicule ;

- pour une voiture en leasing : la preuve de ce leasing qui doit mentionner d'une manière explicite le nom du demandeur ;
- pour une voiture de société : l'attestation de la société stipulant que le demandeur en est le seul utilisateur ;
- pour la voiture d'une tierce personne : une copie de la police d'assurance sur laquelle il sera mentionné qu'il est le conducteur principal ou secondaire du véhicule ;
- le cas échéant, la carte d'identité ou une procuration avec la carte d'identité du demandeur dans l'hypothèse où celui-ci ne se présente pas en personne. Dans ce cas, la procuration doit mentionner le nom de la personne qui se présente en lieu et place du demandeur ainsi que le document pour lequel la demande est faite.

La liste des documents à fournir est reprise sur le formulaire de demande de la carte de dérogation.

Section 3. Carte de dérogation "professionnel"

Sous-section 1. Bénéficiaires

Article 65.-

Sont concernés par ce type de carte :

- les entreprises et indépendants ;
- les établissements d'enseignement ;
- les membres du personnel de la zone de Police à laquelle est rattachée la commune.

Sous-section 2. Prix

Article 66.-

Les prix des cartes pour les entreprises et indépendants progressent comme suit :

- 211,00 EUR par an pour chacune des cinq premières cartes ;
- 317,00 EUR par an de la sixième à la vingtième carte ;
- 635,00 EUR par an de la vingt-et-unième à la trentième carte ;
- 847,00 EUR par an pour chaque carte supplémentaire.

Article 67.-

Le prix de la carte pour les établissements d'enseignement est de 79,00 EUR par an et par secteur.

Article 68.-

Le prix pour les membres du personnel des zones de police est de 79,00 EUR par an et par secteur.

Sous-section 3. Prix - Modalités particulières relatives aux services de Police et aux établissements d'enseignement

Article 69.-

Lorsque le membre du personnel est actif comme agent dans plusieurs commissariats, la carte de dérogation est valable pour les différents secteurs de stationnement dans lesquels les commissariats sont situés. Dans ce cas, le bénéficiaire paie le prix de la carte de dérogation pour chaque secteur demandé. Le prix de la carte peut varier en fonction des tarifs pratiqués par les Communes dans lesquelles la carte de dérogation est valable.

Article 70.-

Lorsque le membre du personnel d'un établissement d'enseignement est actif dans plusieurs écoles, la carte de dérogation est valable pour les différents secteurs de

stationnement dans lesquels les écoles sont situées. Dans ce cas, le bénéficiaire paie le prix de la carte de dérogation pour chaque secteur demandé. Le prix de la carte peut varier en fonction des tarifs pratiqués par les Communes dans lesquelles la carte de dérogation est valable.

Sous-section 4. Types de zones dans lesquels la carte de dérogation est valable

Article 71.-

La carte de dérogation "professionnel" est valable en zones vertes et bleues.

Sous-section 5. Validité sectorielle

Article 72.-

Les titulaires de cette carte de dérogation ne sont autorisés à stationner leur véhicule que dans les limites du (des) secteur(s) qui leur est (sont) assigné(s).

Sous-section 6. Introduction de la demande

Article 73.-

L'entreprise, l'établissement d'enseignement ou la zone de police désigne un responsable unique pour retirer les cartes de dérogation auprès de la Commune ou de l'Agence en cas de délégation.

Article 74.-

L'entreprise, l'établissement d'enseignement ou la zone de police distribue les cartes à son personnel selon ses propres règles.

Sous-section 7. Documents à présenter pour l'obtention de la carte de dérogation

Article 75.-

La liste des documents à fournir est reprise sur le formulaire de demande de la carte de dérogation.

Article 76.-

Dans tous les cas, la demande de carte de dérogation "professionnel" doit être accompagnée, selon le cas, soit d'un plan de déplacement scolaire ou d'entreprises, soit d'un équivalent approuvé.

Section 4. Carte de dérogation "Visiteur"

Sous-section 1. Bénéficiaire

Article 77.-

Peuvent bénéficier de la carte "visiteur" le(s) visiteur(s) d'un ménage. La carte est toujours délivrée au ménage bruxellois exclusivement, pour ses visiteurs.

Sous-section 2. Prix

Article 78.-

Le prix de la carte de dérogation est de 2,50 EUR par véhicule par période de 4 heures 30 minutes.

Sous-section 3. Nombre de période par ménage par an

Article 79.-

Le nombre de périodes de stationnement (4h30) qui peut être octroyé par an et par ménage est de 100.

Sous-section 4. Types de zones dans lesquels la carte de dérogation est valable

Article 80.-

La carte de dérogation "visiteur" est valable en zones vertes et bleues.

Sous-section 5. Validité sectorielle

Article 81.-

La carte "visiteur" est valable dans les limites du secteur de stationnement qui lui est assigné.

Article 82.-

Les ménages qui disposent d'une carte de dérogation "riverain" pour la commune concernée reçoivent une carte visiteur dont le secteur de stationnement est le même que celui de leur carte "riverain".

Chapitre II. Cartes de dérogation délivrées exclusivement par l'Agence du stationnement, valables à l'échelle régionale

Article 83.-

Les cartes de dérogation "prestataire de soins médicaux urgents", "prestataire de soins médicaux à domicile", "voiture partagée" et la carte "professionnel" (cas spécifiquement prévu à l'art. 84, § 1, 2° de l'Arrêté) sont délivrées par l'Agence du stationnement selon les modalités et aux conditions définies dans les formulaires de demande de carte de dérogation.

Chapitre III. Carte de dérogation délivrée par le SPF Sécurité sociale

Article 84.-

La carte européenne de stationnement pour personnes handicapées tient lieu de carte de dérogation à condition qu'elle soit apposée visiblement au milieu et contre la face interne du pare-brise du véhicule.

Article 85.-

Elle est valable dans tous les secteurs de stationnement fixés par la Région en zones, orange, bleues, vertes et en zone "emplacement réservé riverain".

Article 86.-

La seule apposition de la carte de stationnement pour les personnes présentant un handicap sur la face interne du pare-brise ne confère le droit à la dérogation que s'il est fait usage de l'une des modalités digitales complémentaires suivantes :

1° l'enregistrement de la plaque d'immatriculation du véhicule dans une liste digitalisée des véhicules exemptés ;

2° l'acquisition d'un droit de stationnement digital gratuit pour chaque session de stationnement du véhicule par tout moyen digital tel qu'une application de paiement.

TITRE IV DISPOSITIONS FINALES

Article 87.-

Le règlement adapté entrera en vigueur le 01.01.2026 pour une durée de 3 ans.

Article 88.-

Le Collège communal délègue à l'Agence la réalisation des formulaires de demande relatifs aux cartes de dérogation.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

GR - Gemeentelijk aanvullend parkeerretributiereglement - Vernieuwing

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117 en volgende ;

Gelet op de wet van 16.03.1968 betreffende de politie over het wegverkeer ;

Gelet op de ordonnantie van 06.07.2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen ;

Gelet op de ordonnantie van 03.04.2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens, gewijzigd door de ordonnantie van 20.07.2016 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 01.12.1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de wegcode) ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18.07.2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan, en de latere wijzigingen ervan ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18.07.2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20.10.2022 ;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21.03.2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden

parkeerplaatsen aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen, en de latere wijzigingen ervan ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13.07.2017 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren ;

Gelet op het ministerieel besluit van 07.05.1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap ;

Gelet op het ministerieel besluit van 09.01.2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart ;

Gelet op de Wegcode ;

Gelet op de eventuele tekstwijzigingen die hierboven niet vermeld zijn ;

Gelet op het retributiereglement betreffende het gemeentelijke parkeerbeleid, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 15.12.2020, verbindend geworden op datum van 21.12.2020, toepasselijk voor de periode van 01.01.2021 tot 31.12.2025 ;

Overwegende de noodzaak om de parkeertarieven te herzien en in overeenstemming te brengen met de tarieven opgenomen in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20.10.2022 ;

Overwegende de noodzaak om het volledige retributiereglement te herzien en het door het Parkeeragentschap verstrekte model van reglement te gebruiken om het leesbaarder te maken voor alle gebruikers en medewerkers die zich met deze materie bezighouden ;

Overwegende dat het gebruik van dit model bijdraagt tot een duidelijkere harmonisering van het parkeren in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat een betere rotatie van de parkeerplaatsen nagestreefd moet worden, en daarom een retributie vastgesteld moet worden in overeenstemming met de doorgaans nuttige en noodzakelijke parkeerperiode ;

Overwegende dat de uitbreiding van de gereguleerde parkeerzones alsook de parkeerdruk vereisen dat aan de bewoners van de gemeente parkeermogelijkheden geboden worden ;

Overwegende dat de vermindering alsook de creatie en de verbetering van de parkeermogelijkheden voor de gemeente aanzienlijke lasten op het vlak van personeel en financiële middelen met zich meebrengen ;

Overwegende dat een aanpassing van ons retributiereglement aan de verschillende wetgevende en technische veranderingen die onlangs doorgevoerd zijn, noodzakelijk blijkt ;

Overwegende dat het voor een beter begrip van het parkeerprobleem passend is om in dit retributiereglement het bijgewerkte reglement inzake gemeentelijke parkeerkaarten op te nemen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22.02.2024 tot organisatie van de goedkeuringsprocedure van de gemeentelijke aanvullende parkeerretributiereglementen, namelijk artikel 5 ;

Overwegende dat het Parkeeragentschap op 04.11.2025 een positief advies heeft uitgebracht over het ontwerp van onderhavig reglement ;

BESLUIT :

Het retributiereglement betreffende het gemeentelijke parkeerbeleid, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 15.12.2020 wordt als volgt vervangen :

TITEL I. ALGEMENE BEPALINGEN

Hoofdstuk I. Toepassingsgebied van het gemeentelijk parkeerreglement

Artikel 1.-

Het reglement is van toepassing op alle openbare wegen en alle motorvoertuigen.

Hoofdstuk II. Definities

Artikel 2.-

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder :

1. Parkeeragentschap : het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, zoals bepaald in hoofdstuk 7 van de Ordonnantie van 06.07.2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
2. Besluit: het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18.07.2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd door het besluit van 20.10.2022 ;
3. Vrijstellingskaarten : de vrijstellingskaarten als bedoeld in de Ordonnantie, met dien verstand dat die ‘gematerialiseerd’ of ‘gedematerialiseerd’ kunnen zijn ;
4. Verbinding : elektronische identificatie met het oog op het opladen of het betalen van een rotatietarief aan de exploitant van de infrastructuur bedoeld voor het opladen van elektrische voertuigen ;
5. Parkeerschijf : de parkeerschijf zoals bedoeld in artikel 27.1.1. van het koninklijk besluit van 01.12.1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en gedefinieerd in artikel 1 van het ministerieel besluit van 01.12.1975 tot vaststelling van de kenmerken van bepaalde schijven, bebakeringen en platen die voorgeschreven zijn door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer ;
6. Voorbehouden parkeerplaats : parkeerplaats bestemd voor specifieke categorieën van voertuigen, personen of activiteiten als omschreven in artikel 12 van de ordonnantie van 06.07.2022 ;
7. Bedrijven en zelfstandigen : de persoon of het bedrijf met zijn maatschappelijke zetel of exploitatiezetel in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Met ‘persoon’ wordt de beoefenaar van een vrij beroep of zelfstandige bedoeld. Met ‘bedrijf’ wordt verwezen naar elke rechtspersoon, ongeacht zijn statuut, inzonderheid de vennootschappen opgenomen in artikel 2 van het Wetboek van Vennootschappen, de openbare instellingen, de private instellingen, de instellingen voorbehouden aan de erediensten die beoogd worden in de wet op het tijdelijke der erediensten en de ordonnantie van 29.06.2006 betreffende de inrichting en de werking van de islamitische eredienst, de centra voor morele dienstverlening van de Centrale Vrijzinnige Raad zoals bedoeld in de wet van 21.06.2002, de instellingen van het niet-verplicht onderwijs, de ziekenhuizen, de klinieken, de poliklinieken en de zorgverstrekkende instanties, de liefdadigheidsinstellingen en de vzw's ;
8. Onderwijsinstelling : elke instelling, georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door een gemeenschap en publieke kinderdagverblijven of kinderdagverblijven die inkomensgerelateerde tarieven hanteren, en die gelegen zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
9. Laadpaal : infrastructuur waar één of meerdere elektrische voertuigen kunnen opladen. Het laadstation beschikt over minstens één oplaadpunt voorzien van een stopcontact ;
10. Gezin : het gezin wordt gevormd door hetzij een gewoonlijk alleen levend persoon, hetzij meerdere personen die, al dan niet verbonden door verwantschap, dezelfde hoofdverblijfplaats delen. De gezinssamenstelling wordt aangetoond met een gezinssamenstelling, uittreksel van het Rijksregister ;
11. Ordonnantie : de ordonnantie van 06.07.2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
12. Parkeerperiode : periode van 4 uur en 30 minuten die begint te lopen vanaf de aflevering van de uitnodiging tot betaling van de forfaitaire retributie als bedoeld in artikel 14, § 2, van de Ordonnantie van 06.07.2022 ;
13. Bedrijfsvervoerplan : het mobiliteitsplan uitgewerkt door of voor een

- rechtspersoon of een zelfstandige, dat zijn mobiliteitsbehoeften analyseert en beschrijft ;
14. Schoolvervoerplan of gelijkwaardig : het mobiliteitsplan uitgewerkt door of voor een rechtspersoon of onderwijsinstelling, dat haar mobiliteitsbehoeften analyseert en beschrijft ;
 15. Aansluiting : fysieke aansluiting van een elektrisch voertuig op de laadpaal, zoals bepaald in het huidige artikel, met het oog op het laden van voormeld voertuig ;
 16. Tweede verblijfplaats of tweede verblijf : een tweede verblijf op het grondgebied van de gemeente waarvoor de eigenaar de gemeentebelasting op tweede verblijven betaalt ;
 17. Parkeersector en deelsector : de geografische zone die de grenzen afbakt waarbinnen de vrijstellingskaart geldig is. Elke parkeersector bestaat uit verschillende deelsectoren tenzij de gemeenteraad beslist om vaste parkeersectoren toe te passen in overeenstemming met artikel 46ter van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18.07.2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten ;
 18. Parkeerticket : door de parkeerautomaat uitgereikt document, overeenkomstig dit reglement. Het parkeerticket is ofwel gratis, voor een kwartier tijd, ofwel betalend voor een parkeertijd die wordt bepaald door de gebruiker en/of het type gereglementeerde zone. Het 'materiële' parkeerticket kan vervangen worden door elke virtuele vorm (invoering van de kentekenplaat van het voertuig via het toetsenbord van de parkeerautomaat, elektronische betaling enz.) ;
 19. Gebruiker : de persoon op wiens naam het motorvoertuig is ingeschreven ;
 20. Deelauto's : de voertuigen van carsharingoperatoren in de zin van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21.03.2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaatsen aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen, en wijzigingen daarvan ;
 21. Particuliere deelauto's : voertuigen die worden gedeeld via een autodeelsysteem voor particulieren erkend door Brussel Mobiliteit in de zin van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13.07.2017 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren ;
 22. Gereglementeerde zones : de zones zoals gedefinieerd in de artikelen 2, 3 en 4° van de Ordonnantie van 06.07.2022 en artikel 3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18.07.2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten en latere wijzigingen ervan ;
 23. Parkeerretributie per uur : financiële tegenprestatie verschuldigd voor de terbeschikkingstelling van een parkeerplaats langer dan de tijd die nodig is voor het in- of uitstappen van personen of voor het laden of lossen van zaken in de zin van artikel 2.23 van het koninklijk besluit van 01.12.1975 houdende het algemeen reglement op de politie over het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg en vastgesteld krachtens artikel 14, §1 van de Ordonnantie van 06.07.2022 ;
 24. Forfaitaire parkeerretributie : financiële tegenprestatie vastgesteld krachtens artikel 14, §2 van de Ordonnantie van 06.07.2022 ;
 25. Politiezone : een van de zes zones van de lokale politie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die meerdere gemeenten omvat ;
 26. Kentekenplaat : kentekenplaat in de zin van artikel 20 van het KB van 20.07.2001 betreffende de inschrijving van voertuigen.

TITEL II. GERELEMENTEERDE ZONES

Hoofdstuk I. Soorten zones

Afdeling 1. Oranje zone

Onderafdeling 1. Duur

Artikel 3.-

De parkeertijd in een oranje zone is beperkt tot 2 uur.

Onderafdeling 2. Bedrag

Artikel 4.-

De verschuldigde retributie in een oranje zone bedraagt:

- 0,90 EUR voor het eerste halfuur ;
- 0,90 EUR voor het tweede halfuur ;
- 3,70 EUR voor het tweede uur.

Artikel 5.-

In geval van niet-betaling van het uurtarief of onbekendheid met de duur van gratis parkeren of niet-inachtneming van de parkeerperiode waarvoor betaald is of bij ontbreken van een geldige vrijstellingskaart, wordt de in artikel 42 bedoelde persoon geacht te hebben gekozen voor betaling van een forfaitaire retributie van 42,00 EUR voor 2 uren parkeren.

Onderafdeling 3. Uurrooster

Artikel 6.-

Het gebruik van een parkeerplaats gelegen in de oranje zone is onderworpen aan de gebruiksvoorwaarden bepaald in artikels 15 tot 18 van het besluit, elke weekdag van 9 uur tot 18 uur, uitgezonderd de zondagen en de wettelijke feestdagen.

Afdeling 2. Groene zone

Onderafdeling 1. Duur

Artikel 7.-

De parkeertijd is niet beperkt in de tijd.

Onderafdeling 2. Bedrag

Artikel 8.-

De verschuldigde retributie in een groene zone bedraagt:

- 0,90 EUR voor het eerste halfuur ;
- 0,90 EUR voor het tweede halfuur ;
- 3,70 EUR voor het tweede uur ;
- 2,70 EUR voor elke bijkomend uur.

Artikel 9.-

In geval van niet-betaling van het uurtarief of onbekendheid met de duur van gratis parkeren of niet-inachtneming van de parkeerperiode waarvoor betaald is of bij ontbreken van een geldige vrijstellingskaart, wordt de in artikel 42 bedoelde persoon geacht te hebben gekozen voor betaling van een forfaitaire retributie van 37,00 EUR per parkeerperiode.

Onderafdeling 3. Uurrooster

Artikel 10.-

Het gebruik van een parkeerplaats gelegen in de groene zone is onderworpen aan de gebruiksvoorwaarden bepaald in artikel 9, §1, 2° van de Ordonnantie, elke weekdag, tenzij anders vermeld op de verkeersborden, van 9 uur tot 18 uur, uitgezonderd de zondagen en de wettelijke feestdagen.

Afdeling 3. Blauwe zone

Onderafdeling 1. Duur

Artikel 11.-

Parkeren is toegestaan gedurende maximaal twee uur, behalve op wegen met specifieke borden die de maximaal toegestane tijd beperken tot 30 of 60 minuten.

Onderafdeling 2. Bedrag

Artikel 12.-

Parkeren in de blauwe zone is gratis gedurende de toegestane parkeertijd, op voorwaarde dat de parkeerschijf wordt gebruikt in overeenstemming met artikel 27 van het Koninklijk Besluit van 01.12.1975 houdende het algemeen reglement op het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg (blauwe schijf).

Artikel 13.-

Indien de in artikel 42 bedoelde persoon geen gebruik maakt van de reglementaire parkeerschijf, de maximaal toegestane parkeertijd overschrijdt of misbruik maakt van de reglementaire parkeerschijf, wordt hij geacht te hebben gekozen voor het betalen van een retributie van 37,00 EUR per parkeerperiode.

Onderafdeling 3. Uurrooster

Artikel 14.-

Het gebruik van een parkeerplaats gelegen in de blauwe zone is onderworpen aan de gebruiksvoorwaarden bepaald in artikel 9, § 1, 3° van de ordonnantie elke weekdag, tenzij anders vermeld op de verkeersborden, van 9u tot 18u, uitgezonderd op zondagen en wettelijke feestdagen.

Afdeling 4. Leveringszone

Onderafdeling 1. Bedrag en duur

Artikel 15.-

Een forfaitaire retributie van 100,00 EUR per parkeerperiode is verschuldigd bij het parkeren in een zone aangegeven door verkeersbord E9.a, zoals gedefinieerd in artikel 70.2.1 van het koninklijk besluit van 01.12.1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, aangevuld met onderbord « betalend behoudens levering » met precisering van de duur van de gereglementeerde parkeertijd en het forfaitaire bedrag van de retributie.

Artikel 16.-

Er hoeft geen forfaitaire retributie te worden betaald wanneer het voertuig bezig is met een levering. Een voertuig wordt geacht bezig te zijn met een levering als het stilstaat en er een handeling van het laden of lossen van goederen in verband met het voertuig wordt waargenomen.

Artikel 17.-

Vrijstellingskaarten zijn niet geldig in een leveringszone.

Artikel 18.-

Er is geen tijdslimiet voor het gebruik van een parkeerplaats in een leveringszone.

Onderafdeling 2. Uurrooster

Artikel 19.-

De voorwaarden van de leveringszonereglementering worden gespecificeerd op het extra bord "betalend behoudens levering".

Afdeling 5. Zone 'voorbehouden parkeerplaats'

Onderafdeling 1. Duur en modaliteiten

Artikel 20.-

De parkeertijd in de zone 'voorbehouden parkeerplaats' is onbeperkt.

Artikel 21.-

In de zone "voorbehouden voor bewoners" mogen alleen mensen parkeren die in de zone wonen en in het bezit zijn van een vrijstellingskaart voor "bewoners".

De vrijstellingskaart die wordt afgegeven aan verleners van dringende medische zorgen is ook hier geldig.

Artikel 22.-

In de zone "voorbehouden gedeelde auto's" is alleen de vrijstellingskaart "gedeelde auto's" geldig, onder voorbehoud van de vrijstellingskaart voor verleners van dringende medische zorgen.

Onderafdeling 2. Bedrag

Artikel 23.-

Een forfaitaire parkeerretibutie van 25,00 EUR per parkeerperiode is verschuldigd

voor het parkeren op een plaats "voorbehouden voor bewoners" of "voorbehouden gedeelde auto's" zonder het tonen van de juiste vrijstellingskaart voor die zone.

Afdeling 6. Zone 'Elektrisch opladen'

Onderafdeling 1. Duur

Artikel 24.-

Het parkeren in de zone "elektrisch opladen" is gratis toegelaten voor zover de gebruiker van het betrokken voertuig verbonden is en hij zijn voertuig fysiek aansluit op de laadpaal.

Onderafdeling 2. Bedrag

Artikel 25.-

Een forfaitaire retributie van 50,00 EUR per parkeerperiode is verschuldigd door de gebruiker van een niet elektrisch motorvoertuig of een gebruiker van een elektrisch voertuig dat geparkeerd staat zonder verbinding of fysieke aansluiting.

Hoofdstuk II. Betalende zones : algemeen

Artikel 26.-

Het parkeren in zones met parkeerautomaten wordt geregeld volgens de op die toestellen vermelde modaliteiten en voorwaarden.

Artikel 27.-

De verschuldigde retributie moet vooraf worden betaald, vanaf het moment dat het voertuig geparkeerd wordt, door muntstukken in de parkeerautomaat te steken, met een debet- of kredietkaart of met een andere technologie zoals sms of apps (indien voorzien) conform de vermeldingen op de parkeerautomaten of elke andere hiertoe voorziene signalisatie.

Artikel 28.-

Een fysiek parkeerticket uit de parkeerautomaat moet in voorkomend geval alleen en in zijn geheel goed leesbaar worden aangebracht aan de binnenkant van de voorruit van het voertuig, met uitzondering van de zijruiten. Indien dat niet het geval is, zal geen enkele klacht in overweging genomen worden. Een betalingsbewijs mag nooit zichtbaar worden aangebracht.

Artikel 29.-

De betaling van de retributie geeft recht op een ononderbroken parkeerperiode voor een tijd die wordt bepaald door het betaalde bedrag.

Artikel 30.-

Indien de verschuldigde retributie niet betaald wordt of de betaalde parkeertijd of maximaal toegestane parkeertijd overschreden wordt, wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor de betaling van een forfaitaire retributie waarvan het bedrag per parkeerperiode varieert naargelang het zonetype.

Artikel 31.-

De gebruiker staat in voor eventuele kosten voor het gebruik van technologieën (sms, app,...) voor het verkrijgen van parkeerrechten. Deze bepaling kan ook van toepassing zijn op het parkeren in een blauwe zone. De kosten komen boven op het tarief van de reglementering van toepassing op de parkeerzone.

Artikel 32.-

De gebruiker draagt de gevolgen die zouden kunnen voortvloeien uit een onregelmatig gebruik van het toestel of uit de beschadigingen die hij eraan zou hebben aangebracht.

Artikel 33.-

Het is mogelijk om een gratis ticket voor de duur van een kwartier te verkrijgen mits het begin van de parkeerperiode geregistreerd wordt, ofwel elektronisch, ofwel via het ticket dat de parkeerautomaat hiervoor aflevert.

Artikel 34.-

Het gratis kwartier is nooit inbegrepen bij aankoop van een betalend parkeerrecht.

Artikel 35.-

§ 1. Vanaf 01.05.2028 en vervolgens om de drie jaar worden de bedragen van de

forfaitaire retributies automatisch en van rechtswege geïndexeerd aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. De nieuwe bedragen zijn het resultaat van de volgende formule: bedragen vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de beginindex. De nieuwe index is de consumptieprijsindex voor de maand januari voorafgaand aan de indexeringsdatum. De basisindex is de consumptieprijsindex voor januari 2023.

Het tarief dat voortvloeit uit de in de vorige alinea bedoelde berekening wordt afgerond tot op de euro lager voor de forfaitaire retributies.

§ 2. Vanaf 01.05.2028 en vervolgens om de drie jaar worden de bedragen van de uurtributies automatisch en van rechtswege geïndexeerd aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. De nieuwe bedragen zijn het resultaat van de volgende formule: bedragen vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de beginindex. De nieuwe index is de consumptieprijsindex voor de maand januari voorafgaand aan de indexeringsdatum. De basisindex is de consumptieprijsindex voor januari 2023.

Het tarief dat voortvloeit uit de in de vorige alinea bedoelde berekening wordt afgerond tot op de tiende euro lager voor de uurtributies.

§ 3. De geïndexeerde bedragen mogen de maximumbedragen vastgesteld in artikel 14 van de ordonnantie niet overschrijden.

Artikel 36.-

Geen enkele bepaling in dit reglement levert grond op voor enige vorm van bewaking van de voertuigen die op de weg geparkeerd staan.

Hoofdstuk III. Invorderingsprocedure

Artikel 37.-

Als er wordt gekozen voor een forfaitaire retributie, beschikt de gebruiker, om zijn schuld te betalen, over een termijn van twaalf dagen vanaf de datum van aanbrenging wanneer het verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie is aangebracht op de voorruit. De termijn wordt verlengd tot vijftien dagen vanaf de datum van verzending wanneer het verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie wordt verzonden aan de schuldenaar.

Artikel 38.-

Eventuele bezwaren moeten worden ingediend binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de datum van het verzoek overeenkomstig de modaliteiten in het verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie.

Artikel 39.-

Bij niet-betaling van de forfaitaire retributie binnen de in het verzoek vermelde betalingstermijn waarvan sprake in het voorgaande artikel, wordt kosteloos een eerste herinnering gestuurd.

Artikel 40.-

Indien de retributie niet binnen de in de eerste herinnering opgegeven termijn wordt betaald, wordt er een tweede herinnering gestuurd waarin de retributie wordt vermeerderd met alle verzendkosten en een forfaitaire vergoeding van 15,91 EUR.

Artikel 41.-

In geval van aanhoudende niet-betaling wordt de invordering van de retributie vervolgd overeenkomstig de bepalingen in artikel 16 van de Ordonnantie, meer bepaald §§ 3 tot 11.

Artikel 42.-

Wanneer een parkeerplaats wordt bezet door een ingeschreven motorvoertuig, is de retributie uitsluitend ten laste van de natuurlijke persoon of rechtspersoon op wiens naam het motorvoertuig is ingeschreven, overeenkomstig artikel 13, § 2, van de Ordonnantie.

TITEL III. VRIJSTELLINGSKAARTEN

Hoofdstuk I. Door de Gemeente of, in geval van delegatie, door het Agentschap afgegeven vrijstellingskaarten die geldig zijn op het grondgebied van de gemeente

Afdeling 1. Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 43.-

De hieronder vermelde vrijstellingskaarten kunnen op aanvraag toegekend worden door de Gemeente of, in het geval van delegatie, door het Agentschap. De Gemeente heeft in voorkomend geval de mogelijkheid om het aantal op haar grondgebied geldige vrijstellingskaarten te beperken.

Artikel 44.-

De eventuele toepassing van quota mag het onderwerp zijn van een beslissing van de Gemeenteraad, onafhankelijk van dit reglement.

Artikel 45.-

De vrijstellingskaart zal pas toegekend worden na eenmalige betaling van het integrale bedrag en voor zover de aanvrager voldoet aan alle toekenningsvoorwaarden en het bewijs daarvan bezorgd heeft.

Artikel 46.-

De vrijstellingskaart is alleen geldig voor het voertuig waarvan de kentekenplaat geregistreerd is in de software voor toekenning van de vrijstellingskaarten en voor de bij de registratie toegekende sector(s).

Artikel 47.-

Een wijziging van de kentekenplaat gedurende de geldigheidsperiode van de kaart kan slechts verkregen worden na onderzoek van de bijzondere omstandigheden die deze wijziging rechtvaardigen. In voorkomend geval moet de begunstigde van een vrijstellingskaart de Gemeente of het Agentschap in geval van delegatie binnen vijf werkdagen op de hoogte brengen van de verandering.

Artikel 48.-

Het bedrag voor het eerste jaar blijft integraal verschuldigd. Het retributiebedrag boven op dit bedrag voor het eerste jaar wordt in voorkomend geval terugbetaald ten belope van de nog resterende volledige maanden waarin de vrijstellingskaart niet gebruikt is.

Artikel 49.-

De aanvrager van een vrijstellingskaart draagt de eventuele kosten die verbonden zijn aan het gebruik van technologie bij de uitreiking en het gebruik van de vrijstellingskaart.

Artikel 50.-

De aandacht van de gebruiker wordt gevestigd op het feit dat niet alle buitenlandse operators betaling per sms of app toestaan.

Artikel 51.-

De gemeente en/of het Agentschap in geval van delegatie is niet verplicht om de houders ervan op de hoogte te brengen dat de geldigheidsduur van hun kaart bijna verstreken is. Het is aan hen om desgewenst de geldigheid van hun kaart te verlengen. Dit is hun eigen verantwoordelijkheid. In geval van vergetelheid kunnen zij zich in geen geval tegen de bevoegde overheid keren.

Artikel 52.-

Iedere aanvraag voor verlenging moet bij de Gemeente of, in het geval van delegatie, bij het Agentschap ingediend worden ten vroegste 60 werkdagen voordat de vorige geldigheidsperiode verstreken is.

Artikel 53.-

De voor elk type vrijstellingskaart voor te leggen documenten staan vermeld op het aanvraag- of verlengingsformulier van de gewenste kaart.

Artikel 54.-

Zodra de begunstigde van een vrijstellingskaart niet meer aan de voorwaarden voor toekenning voldoet, brengt hij de Gemeente of het Agentschap in geval van delegatie ervan op de hoogte en geeft hij, in geval van een fysieke kaart, de kaart terug, overeenkomstig artikel 5, § 1, van het ministerieel besluit van 09.01.2007 en de latere wijzigingen ervan betreffende de gemeentelijke parkeerkaart.

Artikel 55.-

De Gemeente of het Agentschap in geval de delegatie annuleert van rechtswege de vrijstellingskaarten waarvoor een wijziging in de voorwaarden van de aanvrager is opgetreden, zodat hij niet meer aan de toekenningsvoorwaarden voldoet.

Artikel 56.-

Met het oog op een optimale coördinatie tussen de gemeenten en een rationeel beheer, inzonderheid in het kader van het project voor gewestelijke sectorindeling, kunnen de vrijstellingskaarten van andere gemeenten, in voorkomend geval, erkend worden op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 57.-

Er wordt geen vrijstellingskaart uitgereikt voor :

- voertuigen van meer dan 3,5T ;
- voertuigen van minder dan 3,5T van het volgende type (DIV-categorie :
 - takelwagen ;
 - aanhangwagen ;
 - autocaravan ;
 - bussen en autocars ;
 - landbouwmaterieel (o.m. quad) ;
 - bedrijfsmaterieel ;
 - trekkers ;
 - kentekenplaten bestemd voor 'proefritten' die beginnen met 'ZZ'.

Deze lijst is niet uitputtend.

Artikel 58.-

Vanaf 01.05.2028 en vervolgens om de drie jaar worden de prijzen van de vrijstellingskaarten automatisch en van rechtswege geïndexeerd aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. De nieuwe prijs is het resultaat van de volgende formule: prijs vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de beginindex. De nieuwe index is de consumptieprijsindex voor de maand januari voorafgaand aan de indexeringsdatum. De basisindex is de consumptieprijsindex voor januari 2023. Het tarief dat voortvloeit uit de in de vorige alinea bedoelde berekening wordt afgerond tot op de euro lager.

Afdeling 2. Vrijstellingskaart 'buurtbewoner'

Onderafdeling 1. Begunstigden

Artikel 59.-

Komen in aanmerking voor de "buurtbewonerskaart :

- personen die ingeschreven zijn in het bevolkingsregister of wachtregister van de betrokken Gemeente. Bij inschrijving in het wachtregister van de Gemeente wordt de buurtbewonerskaart afgeleverd tegen het jaartarief, maar voor een duur beperkt tot 3 maanden. Als de Gemeente in de domiciliekeuze toestemt, wordt de geldigheid van de vrijstellingskaart met 9 maanden of met een jaar en 9 maanden verlengd tegen betaling van een extra bedrag (tarief voor 2 jaar) ;
- personen die gedomicilieerd zijn in de gemeente van wie het voertuig ingeschreven is in het buitenland, tijdens de periode van aanvraag van een inschrijving in België. In dit geval wordt de buurtbewonerskaart afgeleverd tegen het jaartarief, maar voor een duur beperkt tot 3 maanden. In geval van effectieve verandering van kentekenplaat wordt de geldigheid van de vrijstellingskaart verlengd met 9 maanden of met een jaar en 9 maanden tegen betaling van een extra bedrag (tarief voor 2 jaar) ;
- personen die een tweede verblijfplaats hebben in de betrokken gemeente ;
- personen die ingeschreven zijn in het bevolkings- of wachtregister van de betrokken Gemeente en die een specifieke parkeerbehoefte hebben in het kader van een door Brussel Mobiliteit erkend autodeelsysteem voor particulieren. Het

voertuig wordt gedeeld door minstens drie particulieren, van wie er minstens twee gedomicilieerd zijn in een of meer verschillende gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Onderafdeling 2. Aantal kaarten per gezin

Artikel 60.-

Het aantal kaarten per gezin is beperkt tot twee.

Onderafdeling 3. Prijs en geldigheidstermijn van de 'buurtbewonerskaart'

Artikel 61.-

De prijs en de geldigheidsduur worden bepaald als volgt :

- Eerste vrijstellingskaart voor het gezin: 20,00 EUR per jaar of 40,00 EUR voor twee jaar ;
- tweede vrijstellingskaart voor het gezin: 127,00 EUR per jaar of 254,00 EUR voor twee jaar ;
- voor personen met een tweede verblijf kan slechts één kaart worden afgeleverd voor: 529,00 EUR voor één jaar ;
- in geval van verandering van buitenlandse in Belgische inschrijving: tarief op basis van het aantal kaarten in het gezin ;
- het tarief voor voertuigen gedeeld door particulieren hangt af van het aantal kaarten in het gezin en van de tarieven die de Gemeente bepaald heeft voor de sector(en) waarvoor de vrijstellingskaart aangevraagd wordt.

Onderafdeling 4. Soorten zones waarin de vrijstellingskaart geldig is

Artikel 62.-

De "buurtbewonerskaart" is geldig in groene en blauwe zones en in "voorbehouden voor buurtbewoners"-parkeerzones voor bewoners van de genoemde zone.

Onderafdeling 5. Geldigheid per sector

Artikel 63.-

De houders van een buurtbewonerskaart mogen hun voertuig alleen parkeren binnen de grenzen van de sector die hun toegewezen is.

Onderafdeling 6. Te bezorgen documenten om de vrijstellingskaart te verkrijgen

Artikel 64.-

De aanvrager moet de volgende documenten voorleggen :

- de inschrijvingskaart van het voertuig bij de DIV en het bewijs dat het op zijn naam is ingeschreven of dat hij er permanent over beschikt als hij er geen eigenaar van is ;
- voor een auto die gedeeld wordt door particulieren: de inschrijvingskaart van het voertuig bij de DIV, het betalingsbewijs voor lidmaatschap van een platform dat gespecialiseerd is in autodelen tussen particulieren en de overeenkomst die de partijen bindt die betrokken zijn bij het autodelen ;
- voor een leasingvoertuig : het bewijs van deze leasing waarop de naam van de aanvrager uitdrukkelijk vermeld staat ;
- voor bedrijfsvoertuigen : het attest van het bedrijf waaruit blijkt dat de aanvrager de enige gebruiker van het voertuig is ;
- voor de wagen van een derde : een kopie van de verzekeringspolis waarop vermeld staat dat hij de hoofdbestuurder van het voertuig is ;
- in voorkomend geval de identiteitskaart of een volmacht met de identiteitskaart van de aanvrager wanneer hij zich niet persoonlijk aanbiedt. In dat geval moet de volmacht de naam van de persoon vermelden die in de plaats treedt van de aanvrager, alsook het document waarvoor de aanvraag wordt ingediend.

De lijst van voor te leggen documenten staat vermeld op het aanvraagformulier voor

de vrijstellingskaart.

Afdeling 3. Vrijstellingskaart 'professioneel'

Onderafdeling 1. Begunstigden

Artikel 65.-

Komen in aanmerking voor dit type kaart :

- bedrijven en zelfstandigen ;
- onderwijsinstellingen ;
- personeelsleden van de politiezone waartoe de gemeente behoort.

Onderafdeling 2. Prijs

Artikel 66.-

De prijzen van kaarten voor bedrijven en zelfstandigen zijn als volgt :

- 211,00 EUR per jaar voor elk van de eerste vijf kaarten ;
- 317,00 EUR per jaar voor de zesde tot en met de twintigste kaart ;
- 635,00 EUR per jaar voor de eenentwintigste tot en met de dertigste kaart ;
- 847,00 EUR per jaar voor elke bijkomende kaart.

Artikel 67.-

De prijs van de kaart voor onderwijsinstellingen bedraagt 79,00 EUR per jaar per sector.

Artikel 68.-

De prijs voor politiezonepersoneel bedraagt 79,00 EUR per jaar per sector.

Onderafdeling 3. Prijzen - Bijzondere regels betreffende de politiediensten en de onderwijsinstellingen.

Artikel 69.-

Wanneer het personeelslid werkzaam is als agent in meerdere commissariaten, is de vrijstellingskaart geldig voor de verschillende parkeersectoren waarin de commissariaten gelegen zijn. In dat geval betaalt de begunstigde de prijs van de vrijstellingskaart voor elke gevraagde sector. De prijs van de kaart kan variëren volgens de tarieven die gehanteerd worden door de gemeenten waarin de vrijstellingskaart geldig is.

Artikel 70.-

Wanneer het personeelslid van een onderwijsinstelling werkzaam is in meerdere scholen, is de vrijstellingskaart geldig voor de verschillende parkeersectoren waarin de scholen gelegen zijn. In dat geval betaalt de begunstigde de prijs van de vrijstellingskaart voor elke gevraagde sector. De prijs van de kaart kan variëren volgens de tarieven die gehanteerd worden door de gemeenten waarin de vrijstellingskaart geldig is.

Onderafdeling 4. Soorten zones waarin de vrijstellingskaart geldig is

Artikel 71.-

De vrijstellingskaart 'professioneel' is geldig in de groene en blauwe zones.

Onderafdeling 5. Geldigheid per sector

Artikel 72.-

De houders van deze vrijstellingskaart mogen hun voertuig alleen parkeren binnen de grenzen van de sector(en) die hun toegewezen is (zijn).

Onderafdeling 6. Indiening van de aanvraag

Artikel 73.-

Het bedrijf, de onderwijsinstelling of de politiezone stelt één verantwoordelijke aan om de vrijstellingskaarten te komen oppikken bij de Gemeente of, in het geval van delegatie, bij het Agentschap.

Artikel 74.-

Het bedrijf, de onderwijsinstelling of de politiezone verdeelt de kaarten onder het personeel volgens zijn of haar eigen regels.

Onderafdeling 7. Voor te leggen documenten voor het verkrijgen van de vrijstellingskaart

Artikel 75.-

De lijst van voor te leggen documenten staat vermeld op het aanvraagformulier voor de vrijstellingskaart.

Artikel 76.-

In elk geval moet de aanvraag voor de vrijstellingskaart 'Professioneel' vergezeld zijn van een scholenvervoerplan of een bedrijfsvervoerplan, naargelang het geval, of een goedgekeurd equivalent daarvan.

Afdeling 4. Vrijstellingskaart "Bezoeker"

Onderafdeling 1. Begunstigde

Artikel 77.-

Komen in aanmerking voor de vrijstellingskaart "bezoeker" : de bezoeker(s) van een gezin. De kaart wordt altijd uitsluitend uitgereikt aan Brusselse gezinnen, voor hun bezoekers.

Onderafdeling 2. Prijs

Artikel 78.-

De prijs van de vrijstellingskaart bedraagt 2,50 EUR per voertuig en per periode van 4 uur en 30 minuten.

Onderafdeling 3. Aantal perioden per gezin per jaar

Artikel 79.-

Het aantal parkeerperioden (4u30) dat toegekend mag worden per jaar en per gezin bedraagt maximaal 100.

Onderafdeling 4. Soorten zones waarin de vrijstellingskaart geldig is

Artikel 80.-

De vrijstellingskaart "Bezoeker" is geldig in de groene en blauwe zones.

Onderafdeling 5. Geldigheid per sector

Artikel 81.-

De bezoekerskaart is geldig binnen de grenzen van de eraan toegewezen parkeersector.

Artikel 82.-

Gezinnen die beschikken over een vrijstellingskaart 'Buurtbewoner' van de gemeente, krijgen dezelfde parkeersector toegewezen als die van hun buurtbewonerskaart.

Hoofdstuk II. Uitsluitend door het Parkeeragentschap uitgereikte vrijstellingskaarten, geldig in het gewest

Artikel 83.-

De vrijstellingskaarten "verlener van dringende medische zorgen", "medische thuiszorger", "autodelen" en de kaart "professioneel" (in art. 84, § 1, 2°, van het besluit vermeld specifiek geval) worden uitgereikt door het Parkeeragentschap volgens de modaliteiten en op de voorwaarden die in de aanvraagformulieren voor een vrijstellingskaart zijn vastgelegd.

Hoofdstuk III. Door de FOD Sociale Zekerheid uitgereikte vrijstellingskaart

Artikel 84.-

De Europese parkeerkaart voor personen met een beperking geldt als vrijstellingskaart, op voorwaarde dat ze zichtbaar in het midden en tegen de binnenkant van de voorruit van het voertuig wordt aangebracht.

Artikel 85.-

Ze is geldig in alle door het Gewest bepaalde parkeersectoren in de oranje, blauwe en groene zones en in de "voorbehouden voor bewoners"-zones.

Artikel 86.-

De parkeerkaart voor personen met een handicap aanbrengen tegen de binnenkant van de voorruit geeft enkel recht op vrijstelling als gebruik wordt gemaakt van een van de volgende aanvullende digitale modaliteiten :

1° registratie van de kentekenplaat van het voertuig in een gedigitaliseerde lijst van

vrijgestelde voertuigen ;

2° verwerving van een gratis digitaal parkeerrecht voor elke parkeerbeurt van het voertuig door enig digitaal middel zoals een betalingsapp.

TITEL IV SLOTBEPALINGEN

Artikel 87.-

Het aangepaste reglement treedt in werking op 01.01.2026 voor een duur van 3 jaar.

Artikel 88.-

Het gemeentelijke College delegeert aan het Agentschap de realisatie van de aanvraagformulieren voor de vrijstellingskaarten.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

18.11.2025/A/0033

CC - Règlement relatif aux centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique - Exercice d'imposition 2026 - Fixation du taux

LE CONSEIL,

Vu la Constitution, notamment l'article 170, § 4 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23.12.2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, notamment l'article 13 ;

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21.12.2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, notamment les chapitres III, IV, V, VI, VII et VIII du Titre I, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16.07.1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement relatif aux centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, voté par le Conseil communal en séance du 19.11.2024, devenu obligatoire en date du 25.11.2024, applicable pour l'exercice d'imposition 2025 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que la Commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et du financement de ses missions de service public ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1.-

Il est établi, au profit de la Commune de Woluwe-Saint-Pierre, pour l'exercice d'imposition 2026, 4.384 centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Article 2.-

L'établissement et la perception de ces centimes additionnels s'effectueront par les soins du Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Article 3.-

Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

GR - Reglement betreffende de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies - Aanslagjaar 2026 - Vaststelling van de aanslagvoet

DE RAAD,

Gelet op de Grondwet, met name artikel 170, § 4 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 23.12.2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, met name artikel 13 ;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 21.12.2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met name hoofdstukken III, IV, V, VI, VII en VIII van Titel I, en haar latere wijzigingen ;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en haar latere wijzigingen ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16.07.1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op het reglement betreffende de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 19.11.2024, verbindend geworden op datum van 25.11.2024, toepasselijk voor het aanslagjaar 2025 ;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente ;

Overwegende dat de Gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

Artikel 1.-

Er worden voor het aanslagjaar 2026, ten voordele van de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe, 4.384 opcentiemen geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

Artikel 2.-

De vaststelling en de inning van deze opcentiemen zullen gebeuren door toedoen van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Artikel 3.-

Dit reglement wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

18.11.2025/A/0034

CC - Règlement relatif à la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques - Exercice d'imposition 2026 - Fixation du taux

LE CONSEIL,

Vu la Constitution, notamment l'article 170, § 4 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et

régionales, notamment les articles 117 et 260 ;
Vu le Code des Impôts sur les Revenus 1992, notamment les articles 465 à 470 ;
Vu le règlement relatif à la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, voté par le Conseil communal en séance du 16.12.2024, devenu obligatoire en date du 22.12.2024, applicable pour l'exercice d'imposition 2025 ;
Vu la situation financière de la commune ;
Considérant que la Commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et du financement de ses missions de service public ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
Entend les interventions de M. Jonathan de PATOUL et de M. Antoine BERTRAND, conseillers communaux, ainsi que la réponse qui leur est donnée par M. Dominique HARMEL, échevin ;
DECIDE de fixer, pour l'exercice d'imposition 2026, le taux de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques à 5,7 % de la base de calcul déterminée conformément aux articles 466 et 466bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
35 votants : 30 votes positifs, 2 votes négatifs, 3 abstentions.
Non : Jonathan de Patoul, François-Julien De Smet.
Abstentions : Cécile Vainsel, Cathy Vaessen, Nouredine Chaghoulani .

GR - Reglement betreffende de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting - Aanslagjaar 2026 - Vaststelling van de aanslagvoet

DE RAAD,
Gelet op de Grondwet, met name artikel 170, § 4 ;
Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 260 ;
Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, met name de artikels 465 tot 470 ;
Gelet op het reglement betreffende de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 16.12.2024, verbindend geworden op datum van 22.12.2024, toepasselijk voor het aanslagjaar 2025 ;
Gelet op de financiële toestand van de Gemeente ;
Overwegende dat de Gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;
Hooft de tussenkomsten van Dhr. Jonathan de PATOUL en van Dhr. Antoine BERTRAND, gemeenteraadsleden, en het antwoord dat hen wordt gegeven door Dhr. Dominique HARMEL, schepenen ;
BESLUIT, voor het aanslagjaar 2026, de aanslagvoet van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting vast te stellen op 5,7 % van de berekeningsgrondslag vastgesteld overeenkomstig de artikelen 466 en 466bis van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 30 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.
Nee : Jonathan de Patoul, François-Julien De Smet.
Onthoudingen : Cécile Vainsel, Cathy Vaessen, Nouredine Chaghoulani.

CC - Règlement relatif à la taxe communale additionnelle au précompte immobilier - Exercice d'imposition 2026 - Fixation du taux

LE CONSEIL,

Vu la Constitution, notamment l'article 170, § 4 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 260 ;

Vu le Code des Impôts sur les Revenus 1992, notamment l'article 464, 1^o ;

Vu le règlement relatif à la taxe communale additionnelle au précompte immobilier, voté par le Conseil communal en séance du 16.12.2024, devenu obligatoire en date du 22.12.2024, applicable pour l'exercice d'imposition 2025 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que la Commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et du financement de ses missions de service public ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Entend les interventions de M. Jonathan de PATOUL et de M. Antoine BERTRAND, conseillers communaux, ainsi que la réponse qui leur est donnée par M. Dominique HARMEL, échevin ;

DECIDE de fixer, pour l'exercice d'imposition 2026, le taux de la taxe communale additionnelle au précompte immobilier à 2.700 centimes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 24 votes positifs, 8 votes négatifs, 3 abstentions.

Non : Caroline Lhoir, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Sophie Hiernaux.

Abstentions : Cécile Vainsel, Cathy Vaessen, Nouredine Chaghoulani .

GR - Reglement betreffende de aanvullende gemeentebelasting op de onroerende voorheffing - Aanslagjaar 2026 - Vaststelling van de aanslagvoet

DE RAAD,

Gelet op de Grondwet, met name artikel 170, § 4 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 260 ;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, met name het artikel 464, 1^o ;

Gelet op het reglement betreffende de aanvullende gemeentebelasting op de onroerende voorheffing, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 16.12.2024, verbindend geworden op datum van 22.12.2024, toepasselijk voor het aanslagjaar 2025 ;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente ;

Overwegende dat de Gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Hoort de tussenkomsten van Dhr. Jonathan de PATOUL en van Dhr. Antoine BERTRAND, gemeenteraadsleden, en het antwoord dat hen wordt gegeven door Dhr. Dominique HARMEL, schepen ;

BESLUIT voor het aanslagjaar 2026, de aanslagvoet van de aanvullende gemeentebelasting op de onroerende voorheffing vast te stellen op 2.700 centiemen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 24 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.
Nee : Caroline Lhoir, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Sophie Hiernaux.
Onthoudingen : Cécile Vainsel, Cathy Vaessen, Nouredine Chaghoulani.

Interpellations - Interpellaties

18.11.2025/A/0036 **CC - Interpellation - "Fin des activités de la Médiathèque nouvelle et impact à Woluwe-Saint-Pierre" (M. François DE SMET)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Fin des activités de la Médiathèque nouvelle et impact à Woluwe-Saint-Pierre"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. François DE SMET, conseiller communal ;

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Suppression des subsides de la Médiathèque Nouvelle - Impact sur Woluwe-Saint-Pierre"" (Mme Florentine RÖELL, au nom du groupe Ecolo-Groen), inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Florentine RÖELL, conseiller communal, au nom du groupe Ecolo-Groen ;

Considérant l'opportunité de traiter conjointement ces deux interpellations relatives au même sujet ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. François DE SMET, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Je souhaite attirer votre attention sur l'incertitude qui plane aujourd'hui quant à l'avenir des collections et du service rendu par notre médiathèque communale - et plus largement par les implantations publiques de lecture –, à la lumière des récents développements relatifs à la Médiathèque Nouvelle.

En effet, selon des communiqués récents, la Fédération Fédération Wallonie-Bruxelles a annoncé la cessation d'activité de la Médiathèque Nouvelle à l'horizon 2027-2028, en raison notamment de redondances supposées avec d'autres acteurs et d'un impératif de rationalisation des moyens. Or la Médiathèque a développé depuis longtemps un important partenariat avec le centre culturel W:Hall, et cette fin d'activités aura nécessairement un impact sur notre médiathèque locale.

Cette annonce suscite une série de questions légitimes concernant un service qui rend, aujourd'hui encore, service à nos citoyens. Les médiathèques sont des lieux de médiation, de culture, d'inclusion et d'accès au savoir et à l'information. Elles constituent un service public fondamental.

Par ailleurs, la RTBF informe que "la médiathèque reçoit chaque année une subvention de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour l'achat de médias neufs et pour couvrir une partie des frais de personnel, la commune se chargeant du surplus. A ce stade, la directrice de W:Hall se trouve dans l'incertitude quant à la reconduction de cette subvention d'environ 25.000 euros en 2026".

Quand une institution, telle que la Médiathèque Nouvelle, voit son avenir remis en question, cela nous oblige à anticiper et à agir localement pour ne pas laisser nos concitoyens sans réponse. L'ouverture du lieu sont des éléments déterminants pour maintenir un lien social, culturel et intergénérationnel dans notre commune.

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins :

- Quel est aujourd'hui le rôle de notre médiathèque dans l'écosystème communal

? Quelle est sa mission exacte en matière de prêt, de collections, d'animations, de médiation culturelle ?

- Face aux évolutions annoncées par la Fédération Wallonie-Bruxelles, comment le collège anticipe-t-il l'impact potentiel sur cette mission ?
- Les habitants de Woluwe-Saint-Pierre ont-ils la garantie que l'intégralité ou la majeure partie des collections existantes sera maintenue ou renouvelée ?
- En cas de réduction de crédits ou de redéploiement, quelles sont les priorités de conservation ou d'extension (jeunesse, jeux vidéo, musique, numérique, livres) ?
- Comment le service numérique (ebooks, plateformes, streaming, ressources en ligne) sera-t-il consolidé ou développé pour compenser d'éventuelles pertes de collections physiques ?
- Le collège peut-il préciser les moyens budgétaires alloués chaque année à la médiathèque (acquisitions, personnel, animation) et anticiper les évolutions possibles, en ce compris la possible suppression du subside de la FWB ?
- Quels partenariats (associations locales, réseaux régionaux, écoles) sont envisagés pour renforcer le service ou partager les ressources ?

Le collège dispose-t-il d'une vision stratégique à moyen ou long terme (5 à 10 ans) pour la médiathèque communale, afin de faire face aux bouleversements (numérique, baisse de fréquentation, nouveaux usages) ?" ;

2. les interventions de M. François De SMET et de Mme Florentine RÖELL, conseillers communaux ;
3. la réponse suivante qui leur est donnée par M. Philippe van CRANEM, échevin :

"Merci pour l'intérêt que vous portez au WHalll et à la médiathèque, qui est intégrée dans la politique plus large du WHalll.

La Médiathèque communale de Woluwe-Saint-Pierre est une entité multimédia qui constitue un lieu d'échanges et de convivialité.

La Médiathèque est étroitement impliquée dans la programmation cinéma du W:Halll, notamment avec les ciné-goûters et les cinés du mardi.

La Médiathèque initie également ses propres projets en lien avec ses collections, en collaboration avec différents organismes et professionnels :

- Mise en place des ateliers "contes et comptines" pour les enfants de 0 à 3 ans, mettant en valeur les collections jeunesse.
- Un Repair Café mensuel
- Un concert de musique classique, organisé régulièrement

Enfin, la Médiathèque participe à des réflexions sur l'éducation aux médias, abordant notamment l'intelligence artificielle, les fake news, la consommation médiatique des jeunes ou encore le métier de journaliste.

Concernant la question budgétaire, je suis retourné au budget 2024.

Recettes	
Prêts	1 932 €
Inscriptions	25 €
Ventes abonnements	27 614 €
Amendes retards	1 207 €
Récupération Mediapass	646 €
Subside FWB	25 607 €
Subside Maribel (emploi)	42 023 €
Total	99 055 €

Dépenses	
Salaire XXX (1/2 ETP)	25 855 €
Salaire XXX (1/2 ETP)	41 474 €
Chèques repas ¹	2 100 €
Loyer/charges	24 126 €
Informatique Point culture	2 500 €
Reprobel	1 950 €
Unisono	376 €
Internet	1 068 €
Achat media	10 180 €
Divers	1 393 €
Total	111 024 €

Résultat global = - 11.969 €

Nous bénéficions d'un subside Maribel emploi, qui était au Whall et que nous avons utilisé pour alléger les charges de la cellule Médiathèque au sein du WHall.

En termes de dépenses, le poste le plus important est celui des salaires. Nous avons trois personnes qui sont sur le payroll de notre Médiathèque, qui équivalent à deux équivalents temps plein. Un ETP est en maladie de longue durée et l'autre ETP est réparti sur deux personnes, chacune à mi-temps.

En 2024, la perte était donc aux alentours de 12 000€. Si nous venions à perdre le subside, nous arriverions à près de 40 000€ de perte par an.

En 2024, la Médiathèque du WHall a enregistré un total de 17.639 prêts. 512 membres ont effectué un emprunt. Il y a eu 34 nouvelles inscriptions, contre 47 en 2022. De nombreux membres viennent des communes voisines.

Les annonces du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles datent d'il y a un mois. Rien ne nous a été notifié. Nous n'avons aucun document sur lequel nous appuyer pour des réflexions à long terme qui s'imposent. Toutes les hypothèses sont sur la table. Les services de la culture restent attentifs à l'évolution de cette situation et restent en contact avec les différents acteurs concernés. Une chose est certaine : nous ne pourrions garder la Médiathèque au sein du WHall. Si elle devait être conservée, cela devra se faire dans le cadre d'un rapprochement avec la bibliothèque du centre. Elle devra donc quitter le giron du Whall, mais tout cela se discutera au sein des différentes instances des différentes ASBL concernées."

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

18.11.2025/A/0037

CC - Interpellation - "Suppression des subsides de la Médiathèque Nouvelle - Impact sur Woluwe-Saint-Pierre" (Mme Florentine RÖELL, au nom du groupe Ecolo-Groen)

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Suppression des subsides de la Médiathèque Nouvelle - impact sur WSP"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Florentine RÖELL, conseiller communal, au nom du groupe Ecolo-Groen ;

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Fin des activités de la Médiathèque nouvelle et impact à Woluwe-Saint-Pierre"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. François DE SMET, conseiller communal ;

Considérant l'opportunité de traiter conjointement ces deux interpellations relatives au même sujet ;

ENTEND :

1. l'interpellation du groupe Ecolo-Groen, dont résumé ci-après établi par Mme Florentine RÖELL :

Monsieur l'Échevin,

Le contrat programme de la Médiathèque Nouvelle, qui s'apprête à fêter ses 70 ans l'année prochaine, ne sera pas renouvelé, d'après une décision de la Fédération Wallonie-Bruxelles du mois dernier. La fin des activités est prévue en 2028 et l'emploi de 55 collaborateurs est menacé.

D'après la direction de la Médiathèque Nouvelle, cette décision a été prise sans concertation préalable et sans discussion des projets en cours et à venir. Un licenciement collectif est la seule piste envisagée à ce stade. La médiathèque de Woluwe-Saint-Pierre est vraisemblablement concernée, car elle est affiliée à la Médiathèque Nouvelle.

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins :

- Confirmez-vous que la médiathèque du Whall sera impactée par la suppression des subsides de la FWB ?
 - Si oui, une fermeture de la Médiathèque est-elle envisagée ? Combien d'emplois sont concernés ? Envisagez-vous une réorganisation pour permettre à ces personnes de garder leur travail ?
 - Avez-vous une vue sur l'utilisation de la médiathèque par les habitants de WSP ? Comment allez-vous assurer un point d'accès multimédia de qualité dans le futur ?"
2. l'intervention de M. François De SMET et de Mme Florentine RÖELL, conseillers communaux ;
 3. la réponse qui leur est donnée par M. Philippe van CRANEM, échevin, dans le cadre de l'interpellation précédente, relative au même sujet.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

18.11.2025/A/0038 **CC - Interpellation - "Avenir des travailleurs ALE au sein de la commune" (M. Jonathan de PATOUL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Avenir des travailleurs ALE au sein de la commune"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Jonathan de PATOUL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Jonathan de PATOUL, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Dans le cadre de la réforme du chômage, les travailleurs et les travailleuses issus des agences locales pour l'emploi (ALE) sont directement concernés, notamment ceux inscrits comme demandeurs d'emploi depuis plus de deux ans.

Je pense en particulier aux agents postés devant les écoles, chargés d'assurer la sécurité des enfants aux entrées et aux sorties des classes. Ces agents, bien connus des enfants, des parents et des équipes pédagogiques, jouent un rôle essentiel dans la vie quotidienne de nos écoles. Ce dispositif, en place depuis de nombreuses années, a globalement démontré son efficacité et son utilité sociale.

Or, à la suite des réformes initiées par le gouvernement fédéral, plusieurs questions se posent quant à l'avenir de ces travailleurs et au maintien de leurs missions au sein de la commune.

Dès lors, je souhaiterais poser les questions suivantes :

- En 2025, combien de travailleurs sous statut ALE ont-ils été actifs pour la commune de Woluwe-Saint-Pierre ?
- Parmi eux, combien sont concernés par le processus d'exclusion du chômage prévu dans le cadre de la réforme fédérale ?

- Les effets potentiels de la perte de ces travailleurs sur le fonctionnement communal ont-ils été évalués ?
 - Quelles mesures la commune envisage-t-elle de prendre pour pallier les conséquences négatives de ces exclusions du chômage ?
 - Plus particulièrement, comment la commune prévoit-elle d'assurer la sécurité aux abords des écoles - tous réseaux confondus - lors des entrées et sorties des élèves ?" ;
2. l'intervention de M. Yvan VEROUGSTRAETE, conseiller communal ;
 3. la réponse suivante qui lui est donnée par Mme Françoise de CALLATAY, échevin :

"Merci beaucoup, Monsieur De Patoul.

Je pense qu'effectivement, c'est un sujet qui viendra sans doute encore sur la table de notre Assemblée, puisque, voilà, nous sommes au cœur du dispositif. Et je crois que nous n'avons pas encore fait complètement le tour de la question. Cela dit, tout d'abord, je vous rejoins pour dire que ces travailleurs engagés par l'Agence locale pour l'emploi jouent un rôle essentiel dans notre commune, notamment - vous l'avez dit - pour la sécurité aux abords des écoles.

Mais ce n'est pas tout. Vous savez que les membres des ALE peuvent aussi, et surtout en fait dans notre commune, travailler pour des particuliers, notamment dans les jardins. Combien de travailleurs sous statut ALE ont été actifs à Woluwe-Saint-Pierre en 2025 ? 72 personnes, qui sont des chômeurs complets indemnisés, et 3 provenant du CPAS.

Du côté des utilisateurs, nous avons 48 personnes physiques - donc, comme je l'ai dit, pour les travaux de jardinage - et 33 personnes morales, dont des écoles, des ASBL, et parfois des centres de quartier également. Pour rappel, les activités les plus demandées sont la surveillance scolaire et les travaux de jardinage. Pourquoi la surveillance scolaire ? Elle est particulièrement sollicitée, car elle permet aux prestataires d'atteindre jusqu'à 70 heures par mois.

Et donc, vous le savez, les prestataires touchent 4,10 € de l'heure. Combien d'entre eux sont concernés par le processus d'exclusion ? Eh bien, tous les 72 chômeurs indemnisés sont concernés, puisque pour avoir accès à l'ALE, il faut deux ans de chômage. Cela dépendra donc du moment où les personnes sont entrées dans le chômage, car comme vous le savez, on parle de vagues successives.

À terme, toutes les personnes qui travaillent pour l'ALE seront concernées. Parmi elles, 38 seront exclues dès le 1er janvier 2026, les autres suivront dans les vagues successives. Bien entendu, la diminution attendue aura un impact direct sur la capacité de l'ALE.

Nous avons eu une réunion le 14 novembre 2025 au niveau de l'ALE, et les choses ne sont pas encore tout à fait claires du côté d'Actiris concernant le futur des ALE et les missions qui leur seront confiées. Une question légitime a été soulevée : les ALE pourront-elles encore fonctionner, sachant que leur objet même pourrait disparaître ? Il semble que des discussions soient en cours entre le ministre bruxellois de l'Emploi, M. Clerfayt, et Actiris.

Parmi les écoles qui utilisent les ALE, il s'agit surtout d'écoles libres. Dans nos écoles communales, nous en avons un, peut-être deux, engagés via PAJ, qui est également un utilisateur d'ALE. Un grand nombre d'écoles libres situées sur la commune s'adressent directement à l'ALE. Je pense à des écoles comme Mater Dei, Jean XXIII - qui en avait 10 -, l'Athénée - 4 -, et Mater Dei - 1.

Nous avons pris contact avec toutes ces écoles pour savoir exactement combien d'ALE elles utilisaient, et comment elles comptent s'organiser. Certaines s'organisent via des conventions de bénévolat et versent les 4,10 € comme le faisait l'ALE.

Par exemple, Jean XXIII nous a indiqué avoir trouvé des alternatives ; l'Athénée également ; Mater Dei nous a dit qu'ils s'organisaient aussi. Je pense que pour une

prochaine fois - puisque nous venons d'entamer le sujet - ce sera un dossier évolutif. Je tiens aussi à souligner la collaboration avec le CPAS. La présidente du CPAS était présente à la réunion du 14 novembre. Nous avons convenu de mobiliser ensemble tous les services communaux qui soutiennent d'une manière ou d'une autre les demandeurs d'emploi. Je pense ici au service emploi de la commune, à l'ASBL Créé Emploi, ici l'ALE, ainsi qu'au service d'insertion socioprofessionnelle du CPAS. Nous allons unir nos forces pour accompagner les demandeurs d'emploi.

Voilà. Précision du président.

Oui, juste une précision, pour éviter tout malentendu sur les ALE. L'ALE n'est pas un contrat de travail, il n'y a pas de couverture sociale. Par conséquent, les personnes en ALE ne seront pas directement concernées par la réforme du chômage. En revanche, celles qui bénéficient du revenu d'intégration sociale (RIS) via le CPAS pourront continuer à travailler en ALE.

Et ce revenu ne sera pas déduit du RIS. Cela permet aux bénéficiaires du CPAS de continuer cette activité. Par ailleurs, le plafond de 70 heures serait remplacé par un quota annuel de 630 heures, ce qui facilitera les choses.

Ce n'est certes pas une panacée, mais il est important de savoir que les personnes en ALE, qu'elles soient ou non bénéficiaires du RIS, pourront continuer leur activité une fois potentiellement exclues du chômage.

C'est une précision importante dans le débat."

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

18.11.2025/A/0039 **CC - Interpellation - "La Zinneke parade et le lien avec les associations de Woluwe-Saint-Pierre" (M. Jonathan de PATOUL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "La Zinneke parade et le lien avec les associations de Woluwe-Saint-Pierre"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Jonathan de PATOUL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Jonathan de PATOUL, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur l'Échevin de la Culture,

Créée il y a 25 ans, la Zinneke Parade est un événement emblématique de Bruxelles, alliant expression artistique et engagement citoyen. Issue du programme Bruxelles 2000, Capitale européenne de la culture, elle constitue aujourd'hui l'un de ses plus grands héritages. Véritable moteur de la dynamique sociale et culturelle bruxelloise, elle est devenue un symbole du vivre-ensemble, de la diversité et de la créativité de notre région.

Malheureusement, son avenir est aujourd'hui menacé. En raison de l'absence d'un gouvernement bruxellois de plein exercice, l'ASBL Zinneke se trouve dans une situation financière précaire. La subvention régionale, représentant près de 40% de son budget, n'a pas pu être confirmée faute de décision gouvernementale. Sans ce soutien, l'édition 2026 de la Parade pourrait être annulée.

Chaque édition réunit jusqu'à 140 organisations partenaires, 150 artistes et près de 2 000 participants, issus d'écoles, associations, maisons de jeunes et de repos, etc. Entre 40 000 et 80 000 spectateurs se rassemblent dans les rues de la capitale pour assister à ce moment unique de création collective et de rencontre interculturelle.

La Zinneke Parade n'est pas seulement un événement festif : c'est un laboratoire du vivre-ensemble, un espace où se tissent des liens, se développent des compétences et se renforce la solidarité urbaine. Sa disparition représenterait une perte considérable pour le tissu social et culturel bruxellois.

Par ailleurs, les organisatrices de Zinneke m'ont indiquées avoir pris contact avec Michel De Warzée, directeur de la Comédie Royale Claude Voltaire, ainsi qu'avec le Centre Communautaire du Chant d'Oiseau, tous deux favorables à une collaboration et à la mise à disposition d'espaces pour des ateliers participatifs. L'objectif serait de permettre aux habitants de Woluwe-Saint-Pierre de prendre part activement au processus créatif, à travers des ateliers ouverts et inclusifs.

Plusieurs communes bruxelloises dont Uccle, Molenbeek, Ixelles, Anderlecht, Saint-Gilles et Schaerbeek apportent déjà un soutien à la Parade.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes :

- Aviez-vous connaissance de l'existence de la Zinneke Parade et de son ancrage dans différents quartiers bruxellois, ainsi que de la possibilité d'un partenariat local à Woluwe-Saint-Pierre ?
- La Commune serait-elle disposée à faciliter la mise en relation entre l'ASBL et des acteurs locaux intéressés par le projet ?
- Étiez-vous informé des contacts déjà établis entre l'ASBL Zinneke et la Comédie Royale Claude Voltaire et le Centre Communautaire du Chant d'Oiseau ? Qu'en est il aujourd'hui ?
- Quelle type de soutien pouvons nous apporter au projet de l'ASBL Zinneke via nos associations locales par exemple ?

Alors que des milliers de volontaires et d'artistes sont prêts à se mobiliser pour cette nouvelle édition, il est essentiel d'assurer la pérennité de ce projet fédérateur. La disparition de la Zinneke Parade ne signifierait pas seulement la perte d'un événement culturel mais également l'affaiblissement d'un tissu social précieux pour Bruxelles." ;

2. la réponse suivante qui lui est donnée par M. Philippe van CRANEM, échevin

"La Commune serait tout à fait disposée à jouer un rôle de relais entre l'ASBL Zinneke et les acteurs locaux intéressés par le projet. Si des associations, écoles ou collectifs locaux souhaitent s'impliquer dans une future édition, la Commune se tiendra à leurs côtés pour faciliter les contacts et encourager leur participation. Nous verrons les moyens à mobiliser dans ce cadre-là.

La Comédie Claude Voltaire semble disposée à contribuer au projet de l'ASBL Zinneke, sans toutefois avoir pris une quelconque décision à ce sujet. La Comédie Claude Volter, le centre communautaire du Chant d'Oiseau et toutes les autres ASBL ou structures paracomunales sont évidemment libres de participer à toute initiative ou événement, dont cette parade. Ces structures sont indépendantes et ont leurs propres modes de fonctionnement et de décision. Je n'avais donc pas été informé préalablement des contacts qui avaient été pris : cela fait partie de leur autonomie de gestion et d'action.

Du côté de la Commune, dans le cadre de la difficile situation budgétaire de la Commune et de la limitation de financement des activités culturelles qui en découle, nous nous concentrons sur les activités communales. Ce n'est pas pour autant que la Commune ne peut pas être utile dans cette problématique."

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

18.11.2025/A/0040 **CC - Interpellation - "Un festival du chocolat à Woluwe-Saint-Pierre ?" (M. François DE SMET)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Un festival du chocolat à Woluwe-Saint-Pierre

?", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. François DE SMET, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. François DE SMET, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur le Bourgmestre,

Depuis 2017, notre commune accueille sur la place des Maieurs le festival de la bière. Cet événement est devenu au fil des années un rendez-vous populaire, attirant de nombreux visiteurs et contribuant à la vie conviviale de notre commune. Il est, en effet, indéniable que le festival a trouvé son public et qu'il remplit une fonction de rassemblement et d'animation.

Cependant, il nous paraît aussi pertinent d'affirmer que le festival s'adresse principalement aux amateurs de bière, rien d'étonnant, mais par conséquent, peut aussi paraître comme n'étant pas particulièrement inclusif (enfants, femmes enceintes, personnes ne consommant pas d'alcool ou souffrant d'assuétude et ne désirant plus en consommer).

Dans ce contexte, sans remettre en question l'existence du festival de la bière et la possibilité de continuer à l'organiser au sein de notre commune, ne serait-il pas possible de mettre en place d'autres initiatives de ce type qui se voudraient plus inclusives, pourquoi pas en alternance avec le festival de la bière, comme par exemple un festival... du chocolat ?

Et oui, période de fin d'année oblige, c'est le moment de rappeler que notre commune comprend en effet des chocolatiers et pâtisseries de renom, je pense par exemple à Yasushi Sasaki sur le parvis de l'église de Notre Dames des Grâces qui a reçu de nombreux prix. Un tel festival permettrait de les mettre en évidence et de valoriser nos talents locaux.

L'organisation d'un tel festival pourrait aussi nous permettre de dynamiser des quartiers moins animés, comme le Chant d'Oiseau par exemple. Ce type de festival n'est d'ailleurs pas sans précédent. A Bruges, le Choco-Laté a par exemple accueilli jusqu'à 14 000 visiteurs venus du monde entier. Tout en restant peut-être un peu plus modeste, cela démontre que cela fonctionne et ce serait un bel événement de visibilité et de promotion de nos acteurs locaux, pour les petits et pour les grands !.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes :

- Que pensez-vous de l'idée de créer un festival du cacao/chocolat tel que cela existe déjà dans d'autres villes, en alternance avec le festival de la bière, dans notre commune ?
- De manière plus générale, est-il possible d'envisager ce type de petits festivals (bière, chocolat) dans d'autres lieux que la place des Maieurs pour dynamiser également d'autres quartiers ?" ;

2. la réponse suivante qui lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre :

"Je vous remercie Monsieur De Smet pour votre question et le fait de souligner la réussite du Festival de la Bière, qui a trouvé sa place dans le cadre des Manifestations diverses, ici, à Woluwe-Saint-Pierre. Un événement convivial et sans dérapages, bien au contraire...

Chaque année, c'est une très grande réussite et je préciserai qu'il n'y a pas que de la bière à déguster ; des softs étant notamment proposés.

Et j'insiste sur le caractère annuel et récurrent de cette manifestation, qui a trouvé son public, qu'il est parvenu à fidéliser. Mais votre question, Monsieur De Smet, sur la mise en valeur d'un autre produit et en l'occurrence très belge, comme la bière, et savoir le chocolat me semble intéressante. Et d'autant plus que nous comptons

énormément de chocolatiers et en l'occurrence « artisanaux » sur notre territoire.

Vous avez fait allusion à Sasaki du côté du Chant d'Oiseau, mais allez faire un tour du côté de Stockel, qui se mue en « Temple du Chocolat » à l'instar du quartier du Sablon, tant des chocolatiers de grande qualité s'y installent. Et c'est une chance.

Alors, j'ai participé dans une autre vie à des Salons, qui alliaient le vin au chocolat et même la bière au chocolat... Alors pourquoi pas envisager ces pistes ou celui d'un Festival entièrement consacré au chocolat ?

Ce que je suggère est que nos services prennent contact avec nos chocolatiers pour voir si cela les intéresse et voir également si, dans le calendrier des Animations, déjà fort chargé, cela pourrait trouver sa place, non plus pour cette année où ce ne sera plus possible, mais pour 2026.

Et vous avez raison, nous serons attentifs au fait de veiller à ce que nos animations soient présentes sur l'ensemble de notre territoire communal et quartiers ; il y a Stockel, Sainte-Alix, le quartier du Centre, le quartier de Montgomery ou celui du Chant d'Oiseau où il n'y a pas de Place Publique mais où il n'empêche qu'il y ait des activités organisées - avec des habitants, d'ailleurs, qui s'en occupent, je songe à la récente Fête d'Halloween... - et nous serons en effet attentifs à ce que ces différents pôles soient bien « desservis » en termes d'Animations."

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

18.11.2025/A/0041 **CC - Interpellation - "Familles monoparentales" (Mme Virginie VAN LIERDE)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Familles monoparentales"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Virginie VAN LIERDE, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Virginie VAN LIERDE, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins,
Chers collègues,

Je souhaite aujourd'hui attirer l'attention du Conseil communal sur une réalité souvent invisibilisée mais bien présente dans notre commune : celle des **familles monoparentales**.

En Région bruxelloise, environ **une famille** avec enfants **sur trois** est monoparentale. Ces familles, très majoritairement portées par des femmes, sont particulièrement exposées à la **précarité**, à l'**isolement** et à une **charge mentale accrue**.

Selon les chiffres disponibles via Perspective en 2024, **Woluwe-Saint-Pierre** compte **19207 ménages**, dont **près de 11% sont des familles monoparentales** ; **Woluwe-Saint-Pierre** compte donc **un peu plus de 2 000 familles monoparentales**, soit une part significative de notre population.

Si on le met en miroir avec les 5000 familles « couples avec enfants » dans notre commune, cela signifie qu'à Woluwe-Saint-Pierre, il y a bien, comme à l'échelle de la Région, **une famille sur trois avec enfants** qui est une famille monoparentale ; une proportion importante qui mérite une attention renforcée dans nos politiques communales.

Ces familles rencontrent des difficultés spécifiques :

- accès au logement ou aux aides sociales,
- disponibilité en matière de garde d'enfants,
- emploi du temps morcelé rendant la participation à la vie associative, culturelle ou politique plus difficile,

- fatigue psychologique, santé mentale fragilisée et manque de relais au quotidien,
- accès aux bonnes informations pour faire valoir leurs droits, ce qui provoque des situations de non-recours aux droits.

Il est important de souligner que de nombreuses familles monoparentales ne bénéficient pas d'un accompagnement par le CPAS et échappent ainsi au suivi des assistants sociaux communaux, ce qui les place souvent en situation d'isolement et de vulnérabilité invisibles.

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins :

1. Pourrions-nous dès lors envisager quelques pistes d'action concrètes pour **Woluwe-Saint-Pierre** ?
2. *Pourrions-nous créer un guide local "Familles monoparentales à WSP", regroupant toutes les aides existantes (logement, CPAS, crèches, activités extrascolaires, aides régionales etc.) ?*
3. *Pourrions-nous étudier la possibilité de mettre en place un système d'aide à la garde d'enfants ?*
4. *Pourrions-nous développer un réseau de soutien de quartier en partenariat avec une structure comme HAMAC liée à la Ligue des familles, qui permet à un ou une bénévole de passer du temps avec un enfant de son quartier, libérant ainsi du temps au parent ; ou en créant ou soutenant une initiative locale ?*
5. *Pourrions-nous organiser des moments d'information sur les droits sociaux, en partenariat avec le CPAS, les maisons de quartier ou les bibliothèques (par exemple) ; avec des services spécifiques pour les familles monoparentales comme des ateliers sur la gestion budgétaire ou l'aide au remplissage de documents ?*
6. *Le Collège pense-t-il à promouvoir l'accès au label Kids friendly pour les services communaux, le CPAS ou certaines associations communales ?*

Ces mesures permettraient d'avoir un **impact direct** sur la qualité de vie de nombreuses familles de notre commune.

La commune a un rôle-clé pour adapter ses politiques sociales à la réalité des familles monoparentales. Un accompagnement global et coordonné améliore leur qualité de vie, réduit les inégalités et favorise l'épanouissement des enfants.

Il s'agit aussi d'une opportunité pour renforcer le lien social et la solidarité locale.

Je vous remercie de l'attention portée à cette interpellation.

Le collège dispose-t-il d'une vision stratégique à moyen ou long terme (5 à 10 ans) pour la médiathèque communale, afin de faire face aux bouleversements (numérique, baisse de fréquentation, nouveaux usages) ?" ;

2. la réponse suivante qui lui est donnée par M. Tanguy VERHEYEN, échevin :

1. Guide local "Familles monoparentales à WSP"

La création d'un guide local est une excellente idée qui, heureusement, est déjà en place au sein de mes services. Un guide "Naître à Woluwe-Saint-Pierre" existe et va être mis à jour. Il couvre une grande partie de ce que vous évoquez. Il a vocation à s'adresser à un large public: familles monoparentales ou non.

Il est disponible et facilement accessible sur le site de la commune et est particulièrement intéressant pour les parents solo car il contient, en un seul endroit, toutes les informations pertinentes d'un point de vue communal et bien plus encore: étapes à entreprendre auprès de sa mutuelle et de son employeur, comment inscrire

son enfant en crèche, comment demander l'allocation de naissance, informations au sujet des congés de parentalité et au sujet de la vaccination anti-poliomyélite, etc.

Il dresse une liste assez complète des acteurs publics de l'enfance, tant communaux que régionaux et communautaires.

Vu la quantité de démarches et d'acteurs, les parents solo peuvent être vite débordés et nous sommes heureux de leur proposer cet outil pratique qui offre un bel aperçu.

Dans le courrier que nous envoyons lors de la naissance de chaque enfant, ce guide est explicitement mentionné et expliqué au parent.

Ce guide est en train d'être revu et nous allons nous inspirer de nouvelles initiatives, telles que les sites "born in Brussels" et "parentsolo.brussels".

2. Système d'aide à la garde d'enfants

Concernant votre question sur la mise en place d'un système d'aide à la garde d'enfants. Notre commune compte pas moins de 7 crèches communales francophones, 2 crèches communales néerlandophones et 9 crèches non-subsventionnées, représentant au total plus de 500 places.

Face à la situation critique de la disponibilité des places en crèche partout en Fédération Wallonie-Bruxelles, vous vous souvenez certainement que lors du conseil communal de juin, ma proposition de subside aux crèches non-subsventionnées avait été adoptée à l'unanimité.

Les objectifs sont évidemment d'éviter la fermeture de places et que ces structures tiennent le coup, pour que les familles, entre autres monoparentales, puissent continuer à compter sur les crèches pour accueillir leurs enfants.

En complément de l'accueil en crèche, la commune de WSP dispose de deux haltes-accueil (8 et 16 places), gérées par son ASBL Cap Famille. Il s'agit de lieux où des professionnels de la petite enfance accueillent, de manière ponctuelle ou pour une durée courte ou moyenne, des enfants avant qu'ils aient l'âge d'aller à l'école. Ces structures sont ouvertes tous les jours de semaine et sont une réelle solution, notamment pour de nombreux parents seuls qui n'ont pas toujours de nombreuses solutions pour faire garder leurs enfants.

Enfin, je tiens à souligner que l'ensemble des mutuelles disposent d'un système gratuit ou peu cher de garde d'enfants malades, proposé à toutes les familles.

Tous ces services et ces structures, communales ou autres, sont des piliers très importants de l'aide aux familles monoparentales, qui en ont véritablement besoin.

Il est primordial que son enfant puisse être accueilli et entouré de professionnels de la petite enfance, durant une journée où l'on ne peut pas s'en occuper.

3. Développer un réseau de soutien de quartier

Vous proposez de développer un réseau de soutien de quartier, par exemple en partenariat avec Hamac, qui n'existe d'ailleurs plus mais qui a été repris par la Ligue des familles il y a peu et qui s'appelle désormais Cabane.

Quoi qu'il en soit, c'est un projet formidable, qui vise à créer des liens durables, enrichissants et structurants entre des familles monoparentales, leurs enfants et des accompagnant-e-s bénévoles, habitant un même quartier. Cela fait partie de nos

réflexions et maintenant que ce projet a été durablement et de façon stable, repris par la ligue des familles je vais étudier les façons dont nous pourrions collaborer avec eux ou d'autres initiatives similaires.

4. Moments d'information sur les droits sociaux

Vous parlez de moments d'information, qui sont en effet très importants.

Nous organisons chaque année la semaine de la petite enfance, dont un des objectifs est précisément celui-là. J'ai déjà eu l'occasion de rencontrer des ASBL spécialisées au sujet des familles monoparentales et je peux déjà vous annoncer que j'ai prévu, pour l'édition prochaine, au moins un atelier dédié aux familles monoparentales.

Le service d'accueil du service des affaires sociales de la commune accompagne régulièrement des familles monoparentales, à qui une attention particulière est accordée, notamment dans le remplissage de documents et autres formalités administratives.

5. Promouvoir accès au label Kids friendly

Le label Kids friendly est belle initiative dont nous partageons entièrement les objectifs. La commune est en ce moment en train de faire l'inventaire des critères et nous avons en effet pour ambition d'obtenir ce label, une fois les formalités achevées. Mes services y travaillent."

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

18.11.2025/A/0042 **CC - Interpellation - "Projet Dames Blanches et l'abattage de 60 arbres" (M. Etienne DUJARDIN et Mme Christine SALLÉ)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Projet Dames Blanches et l'abattage de 60 arbres"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Etienne DUJARDIN et Mme Christine SALLÉ, conseillers communaux ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Etienne DUJARDIN et Mme Christine SALLÉ, dont résumé ci-après établi par M. Etienne DUJARDIN :

"Nous avons appris la demande faite par la SLRB d'un abattage de 60 arbres autour du terrain des Dames Blanches "à l'état sanitaire préoccupant" selon la SLRB.

Pourquoi tout d'un coup la SLRB s'intéresse à ces arbres ? Certains sont morts depuis des années et la SLRB n'y a jamais prêté attention.

Est-ce que l'ensemble des 60 arbres doivent être enlevés à brève échéance ? Nous ne parlons pas des arbres morts mais des autres arbres que la SLRB souhaitent enlever. Leur étude date du mois de mars, nous sommes au mois de novembre ce qui montre bien que ces arbres ne sont pas un état de dangerosité imminent ou urgent.

La commune va-t-elle demander à ses services de vérifier l'état des arbres avant d'octroyer le permis d'abattage vu le nombre très important de 60 arbres à abattre selon la SLRB ? La commune va-t-elle exiger dans le permis que la SLRB remplace bien les 60 arbres par des arbres à haute tige comme elle le demandent à tout citoyen de la commune et ira-t-elle bien vérifier que les arbres sont bien replantés et aux mêmes endroits ?

Vous aurez vu également que la justice par un arrêt du 29 octobre 2025 a condamné la région bruxelloise à suspendre toute urbanisation et imperméabilisation des terrains non bâtis de plus d'un demi-hectare jusqu'à fin 2026 et l'adoption d'un nouveau PRAS. Sauf erreur, la SLRB devait déposer en décembre une demande de permis pour le projet Dames Blanches. Savez-vous ou ils en sont à ce sujet ? Y-a-t-il un moratoire sur ce projet ? Dans le cas d'un dépôt au mois de décembre, la commune compte-t-elle refuser le dépôt de permis pour respecter la décision de justice et donc attendre l'adoption d'un nouveau PRAS ? Des éléments ont-ils enfin évolué par rapport au volet financier du projet sachant que la SLRB en est à attaquer la Région Bruxelloise en justice et qu'elle ne semble plus avoir les reins assez solides pour ne fusse que remplir ses obligations dans des dossiers en cours de rénovation et qu'ici on serait dans un projet de construction dont les budgets suffisants ne sont pas à disposition ? " ;

2. la réponse suivante qui leur est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre, et M. Damien DE KEYSER, échevin :

Réponse de M. Damien DE KEYSER, échevin :

"Merci, Monsieur Dujardin, de m'avoir informé de cette situation, et merci également à Madame Salé. Je vais répondre sur le volet relatif aux arbres, et je laisserai le Bourgmestre prolonger sur les autres aspects.

Il y a bien eu une demande de permis introduite par la SLRB auprès de l'administration régionale, à savoir Urban.brussels, concernant l'abattage de 61 arbres. Plus précisément, il s'agit de 26 arbres déjà morts et de 35 arbres supplémentaires présentant un état sanitaire jugé préoccupant. Ces 61 arbres nécessitent donc un abattage sanitaire, en raison d'un état de dégradation pathogène avancé : présence d'un champignon (armillaire) ou risques mécaniques identifiés.

À cela s'ajoute une demande de taille radicale pour 22 arbres et de taille d'entretien pour 11 arbres. Cette demande fait suite à une analyse phytosanitaire réalisée en mars 2025. C'est sur la base de cette étude -qui portait sur 260 arbres au total -que l'abattage des 61 spécimens a été proposé.

Toutefois, à ce jour, le dossier est incomplet. Urban.brussels a demandé des informations complémentaires, notamment des fiches individuelles pour chaque arbre. Le dossier est donc encore en cours de finalisation.

Il est important de noter que cette demande intervient suite à plusieurs signalements de riverains concernant des risques liés à ces arbres, particulièrement au bout de la rue Jean-Baptiste du Moulin. Il y a d'ailleurs déjà eu une chute d'arbre, et une intervention d'abattage en urgence a dû être autorisée par la Commune pour sécuriser la zone. Il semble donc qu'un réel danger existe à cet endroit.

Dès que le dossier sera complet, la Commune sera officiellement sollicitée pour rendre un avis. Ce n'est pas la Commune qui délivre le permis, mais elle émettra un avis motivé, après analyse par nos services et visite de terrain. Nous nous engageons à cela. Il est également d'usage que toute demande d'abattage soit assortie de conditions de replantation -comme pour tout citoyen de la commune -et nous y serons particulièrement attentifs.

En résumé, l'analyse phytosanitaire montre un problème réel, et la demande semble justifiée. Nous attendrons bien sûr le travail des services régionaux et communaux pour confirmation ;

Réponse de M. Benoit CEREXHE, bourgmestre :

"J'ai pris connaissance, comme vous, de la décision du 29 octobre dernier du Tribunal de Première Instance Francophone de Bruxelles. Cette décision est assez ahurissante. C'est une atteinte au droit de propriété. Elle empêche tout propriétaire de construire, jusque fin 2026 et dans l'attente d'un PRAS, que nous n'aurons probablement pas avant des années, sur un terrain d'au moins un demi-hectare. Je présume que la

Région va aller en appel de cette décision, en tout cas je l'espère bien, mais en attendant, cette décision est exécutoire. Et donc, elle s'applique. Il y a ainsi des dizaines de dossiers qui vont être suspendus. Cela s'applique bien évidemment au champ des Dames blanches puisqu'on est sur un terrain bâti de 9 hectares et quelques. Le dossier est donc suspendu jusqu'au 31 décembre 2026. Et sans doute que l'association qui a introduit cette procédure demandera qu'elle soit prolongée tant que le PRAS se fera attendre.

La question du dépôt de la demande de PU est à l'ordre du jour d'un comité de pilotage[1] concernant le projet des Dames blanches prévu en décembre prochain. Notre service de l'urbanisme a pour mission d'instruire toute demande de permis déposée. Le dossier serait donc instruit mais sans possibilité de faire quoi que soit sur le terrain. Les riverains qui s'opposent au projet seront donc satisfaits de cette décision judiciaire qui est quand même une atteinte fondamentale au droit de propriété.

Concernant la situation financière de la SLRB, je n'entends depuis des semaines que cela : toutes les institutions régionales sont en difficulté financière : Actiris, la SLRB, Bruxelles Environnement, le taux d'endettement a doublé au cours des 5 dernières années tellement cela a été bien géré, on en est là. Moi j'attends un futur gouvernement, hypothétique, pour voir clair réellement sur les mesures qui seront prises dans un sens ou dans un autre."

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

18.11.2025/A/0043 **CC - Interpellation - "Modernisation ou déplacement du terminus Montgomery des trams 39 et 44" (Mme Cathy VAESSEN et Mme Cécile VAINSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Modernisation ou déplacement du terminus Montgomery des trams 39 et 44"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cathy VAESSEN et Mme Cécile VAINSEL, conseillers communaux ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Cathy VAESSEN et Mme Cécile VAINSEL, dont résumé ci-après établi par Mme Cathy VAESSEN :

"Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins,

Depuis plusieurs années, les usagers des lignes de tram 39 et 44, qui desservent notre commune, font face à une série de difficultés récurrentes liées à l'utilisation de véhicules anciens de type PCC. Ces trams, certes emblématiques, sont aujourd'hui dépassés : ils présentent un taux de panne élevé, provoquant de nombreuses interruptions de service, des retards fréquents, et des situations où les passagers se retrouvent bloqués en pleine ligne, parfois dans des zones peu accessibles. Le confort est limité et ils sont totalement inaccessibles aux personnes à mobilité réduite et aux parents avec poussettes.

Les trams à plancher bas de type 3000 offrent, eux, une accessibilité aux PMR et poussettes, un meilleur confort et une fiabilité accrue. Leur introduction sur les lignes 39 et 44 constituerait une avancée majeure vers une mobilité plus inclusive et plus moderne.

Cependant, le principal obstacle à cette modernisation demeure le gabarit de la station Montgomery, conçue en 1976 pour des trams plus étroits (PCC et séries 4000). Dans son état actuel, elle ne permet pas l'accueil des trams 3000.

Nous avons appris qu'une étude confiée à STRATEC et ESPACES-MOBILITÉS porterait sur une adaptation du terminus pour rendre possible cette modernisation. Si cette initiative semble aller dans le bon sens, elle ne doit en aucun cas conduire à

pérenniser le passage des trams en surface par les rues Général et Jacques Martin et du Duc.

Notre commune - et la majorité l'a clairement exprimé dans la Déclaration de politique générale 2025-2030 (point 84) - défend la suppression du passage du tram dans les rues G. & J. Martin et du Duc, ainsi que la rénovation complète de la station Montgomery dans ce cadre.

Nous insistons donc pour que toute étude ou adaptation technique menée par la STIB ou la Région s'inscrive pleinement dans cet objectif, et non dans une logique de maintien du tracé actuel.

Une adaptation temporaire ou un déplacement du terminus, permettant l'introduction de trams à plancher bas, peut être envisagée à condition expresse :

- qu'elle n'hypothèque pas la suppression future du passage en surface dans les rues G. & J. Martin et du Duc ;
- et qu'elle s'accompagne d'engagements clairs de la Région quant au calendrier et à la finalité du réaménagement global de Montgomery.

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins :

1. La commune a-t-elle été officiellement consultée ou informée du contenu des études menées par STRATEC et ESPACES-MOBILITÉS pour la STIB concernant l'adaptation du terminus Montgomery pour accueillir les trams 3000 ?
2. Quelle est la position du Collège pour (1) améliorer le service proposé aux citoyens et en particulier pour permettre à d'avantages de personnes qui ont des difficultés à se déplacer et (2) tout en permettant à terme que les trams ne passent plus par les rues G & J Martin et du Duc ?
3. Enfin, la commune pourrait-elle organiser une rencontre tripartite (STIB - Région - Commune) afin de définir un cadre commun et un calendrier clair pour une modernisation de ces lignes de trams ?" ;

2. la réponse suivante qui leur est donnée par M. Georges DALLEMAGNE, échevin :

"Merci pour vos questions et vos interpellations, qui sont importantes par rapport, effectivement, à la qualité de vie de nos habitants, à l'accessibilité - vous l'avez dit - de nos réseaux de transports publics, en particulier pour les personnes fragilisées, les PMR, et à la cohérence aussi des futurs aménagements autour de Montgomery.

Donc vous posez trois questions. Je vais essayer d'y répondre rapidement.

Premièrement, la commune a-t-elle été officiellement consultée ou informée du contenu des études ? Oui. En réalité, vous le savez sans doute, il existe un comité de pilotage - ce qu'on appelle, nous, un COPIL - qui a été mis en place il y a déjà un certain temps. Au départ, c'était pour l'aménagement des pistes cyclables de l'avenue de Tervueren, mais il s'occupe aujourd'hui spécifiquement de cette question du futur tracé des trams 39 et 44.

Ce comité réunit la STIB, Bruxelles Mobilité, Bruxelles Environnement, Urban, la Commission royale des Monuments et Sites - je peux vous dire que quand j'ai assisté à une de ces réunions, c'était assez impressionnant - ainsi que les trois communes concernées : Woluwe-Saint-Pierre, Woluwe-Saint-Lambert et Etterbeek.

Deux réunions ont eu lieu récemment : le 23 septembre, c'est le Bourgmestre qui y assistait, et le 4 novembre, j'y assistais moi-même, en présence évidemment des responsables de l'administration. J'ai à cette occasion pu prendre connaissance de pas moins de 23 scénarios sur la station Montgomery et sur le terminus des trams 39 et 44, et de leur impact sur la voirie locale.

Et ce que nous sommes en train de faire - mais j'y reviendrai un peu plus en détail - c'est de vérifier quels sont les scénarios qui sont, de toute façon, imbuvables, ceux qui ont notre préférence, et puis ceux qu'on est prêt à étudier, mais qui ont moins notre faveur.

Deuxièmement, quelle est la position du Collège pour améliorer à la fois l'accessibilité et supprimer le passage en surface dans les rues G&J Martin et du Duc ? Le Collège souhaite évidemment, prioritairement, la fin du passage des trams 39 et 44 dans ces deux rues, et l'intégration d'un nouveau tracé en ligne droite au niveau du square Léopold II - vous savez que c'est aussi un sujet de préoccupation.

Il demande que les scénarios étudiés permettent l'accueil des trams T3000 et T4000, sans pour autant déplacer les nuisances, et qu'on privilégie évidemment des solutions réalistes, peu impactantes et soutenables budgétairement. Ce qui veut dire, en clair, que nous souhaitons effectivement qu'il y ait cette analyse dont je viens de parler.

Nous privilégions, au niveau de la commune, pour l'instant, des alternatives à étudier, notamment des terminus en surface sur la dalle du tunnel du boulevard Brand Whitlock, et notamment un trajet d'au moins un des deux trams jusqu'à Mérode - ce qui, sur le plan symbolique, serait intéressant puisqu'on pourrait relier Mérode avec Tervueren, deux points symboliques de Bruxelles.

La bonne nouvelle, c'est que dans tous les scénarios aujourd'hui à l'étude - en tout cas les scénarios réalistes, et auxquels on tient - le passage par les rues G&J Martin et la rue du Duc serait supprimé. C'est un point, je dirais, de quasi-consensus entre toutes les parties. Il y a un consensus également pour rejeter les scénarios qui auraient un impact trop négatif sur la mobilité en général - qu'elle soit routière, cyclable ou piétonne - ou un impact environnemental trop important.

J'ai aussi rappelé la question du square Léopold II, qui pour nous est importante.

Une information à prendre en compte, c'est que selon la STIB, les trams actuels deviendront définitivement trop vieux - ils le sont déjà - et ne devraient plus être réparables aux alentours de 2030. Donc, de toute façon, il faudra les remplacer avant cette date. Nous sommes, je pense, sur les derniers trams PCC. Malheureusement, peut-être pour le patrimoine, mais en tout cas c'est une bonne nouvelle pour les usagers : ces trams seront déclassés définitivement.

Troisièmement, une rencontre bipartite STIB-Région-Commune est-elle envisageable ? Elle a déjà eu lieu, elle aura encore lieu : ce comité de pilotage est un lieu de dialogue par excellence. Il va se poursuivre tout au long de l'étude. D'autres réunions sont prévues.

Nous avons notamment - à notre demande, j'ai fait cette remarque - insisté pour qu'il y ait une meilleure cohérence entre les visions des différents organes au niveau régional, parce que c'était assez surprenant de constater qu'à cette réunion, Bruxelles Mobilité et la STIB avaient peu parlé des scénarios - pour ne pas dire pas du tout.

Il y a donc une véritable exigence de cohérence au niveau de la Région, et nous serons évidemment attentifs à cela.

Nous allons recevoir, par rapport à ces 23 scénarios que j'ai évoqués, les remarques des autres agences régionales, et nous allons pouvoir nous positionner - nous l'avons déjà fait - mais de manière plus précise sur les scénarios que nous privilégions".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

18.11.2025/A/0044 **CC - Interpellation - "Journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes le 25 novembre" (Mme Florentine RÖELL, au nom du groupe Ecolo-Groen)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes le 25 novembre"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil

communal à la demande de Mme Florentine RÖELL, conseiller communal, au nom du groupe Ecolo-Groen ;

ENTEND :

1. l'interpellation du groupe Ecolo-Groen, dont résumé ci-après établi par Mme Florentine RÖELL :
"Monsieur l'Échevin,

Le 25 novembre marque une date importante : c'est la journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes. C'est également l'occasion pour la Commune de faire l'inventaire des mesures déployées pour protéger les femmes, et de se mobiliser pour prévenir les violences physiques, psychologiques, et sexuelles à leur rencontre.

En 2024, l'association Stop Féminicide a recensé au moins 26 femmes victimes de féminicide en Belgique. Chacune d'entre elles a été tuée par un proche, l'immense majorité par son (ex-)compagnon. À Bruxelles, une femme sur 3 a subi des violences de la part d'un partenaire intime dans sa vie (Eurostat, 2021).

Dans l'espace public, la sécurité des femmes n'est pas assurée non plus, avec 95 % des femmes se disant parfois en insécurité dans la rue, et 83 % qui disent avoir déjà été harcelées dans la rue (Touche Pas à Ma Pote, 2023). Une femme sur trois a déjà été suivie dans la rue à Bruxelles.

Tous ces chiffres montrent l'insécurité perpétuelle dans laquelle les femmes peuvent se retrouver. Il est impératif d'axer les mesures sur la prévention de ces violences. Au niveau communal, certaines pistes peuvent être envisagées pour répondre aux demandes, sensibiliser la population, et responsabiliser les auteurs.

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins :

- Quelles actions entendez-vous prendre pour marquer la journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes ?
- Quelles mesures prenez-vous pour augmenter la sécurité des femmes dans l'espace public ainsi que dans la sphère privée ?"

2. la réponse suivante qui leur est donnée par M. Tanguy VERHEYEN, échevin :

"Nous travaillons avec de nombreux services communaux et de police à cet enjeu de société. Pour augmenter la sécurité des femmes dans l'espace public et ailleurs.

Du point de vue de la prévention, il y a plusieurs éléments.

L'ASBL communale PAJ, dont je suis l'administrateur délégué, fait un travail remarquable sur différents points.

- Elle est en contact avec la plateforme VIF de Safe Brussels qui leur permet de découvrir et relayer les dispositifs d'aides existant, auprès des équipes et d'assurer la diffusion.
- A l'École régionale d'Administration publique, nos Gardiens de la Paix ont suivi une journée de formation dédiée à la prévention du harcèlement et sexisme en rue.
- Enfin, un projet d'intervention dans les écoles secondaires est à l'étude, pour sensibiliser sur des sujets tels que le sexisme, le harcèlement, les violences au sein d'un couple, le consentement, etc.

Toujours dans la prévention, la commune porte une attention particulière à l'éclairage public qui est un des principaux éléments qui permet de renforcer le sentiment de sécurité.

Il peut toutefois arriver qu'on ait des « trous noirs » : des coins sombres, isolés, et/ou mal éclairés. Ces situations ne sont sans doute pas assez signalées, mais quand nous en avons connaissance, nous demandons à Sibelga de réaliser une étude photométrique

pour objectiver les choses et réaliser les changements nécessaires.

L'installation de caméras de surveillance est un autre outil que nous déployons afin de renforcer la sécurité et le sentiment de sécurité des femmes et des autres citoyens. La commune compte d'ailleurs plus de 50 caméras publiques et y a alloué en 2025 un budget de 130.000€.

Parallèlement à cela, nous mettons en place énormément de mesures, en collaboration avec notre police zonale.

Le projet Appelle Alice offre une prise en charge immédiate, sécurisée, anonyme et gratuite d'une personne ayant subi une agression sexuelle au cours des 7 derniers jours. Cette prise en charge peut se faire sur tout le territoire de Bruxelles, à proximité du lieu où se trouve la victime, 24h/24 et 7j/7. La victime peut demander à être accompagnée chez elle ou demander à être conduite au Centre de Prise en charge des Violences Sexuelles. Le transport est effectué par un chauffeur de taxi spécialement formé. Ce projet a initialement été lancé par un policier de notre zone pour le site de l'Alma et il a entre-temps été étendu au territoire de toute la Région Bruxelles-capitale.

A Bruxelles, nous avons d'ailleurs un centre de référence: le Centre bruxellois de Prise en charge des Violences Sexuelles de moins de 7 jours situé à l'hôpital Saint-Pierre, on retrouve un lieu unique pour effectuer les différentes démarches.

Pour les victimes de violences sexuelles de plus de 7 jours, la cellule EVA (Emergency victim assistance) au sein de notre zone de police prend en charge et procède aux auditions des victimes de violences intrafamiliales et des victimes de violences sexuelles.

Nous disposons également d'un service d'aide policière aux victimes, qui offre une écoute, un accueil, un soutien aux victimes et aux proches des victimes de tout type d'infraction pénale, et notamment les faits de violences faites aux femmes. Ce service informe et oriente les victimes vers les structures appropriées.

Enfin, nous mettons également en place des solutions innovantes. Par exemple, dans le cas de victimes de harcèlement post-rupture lourd avec risque d'agression physique ou féminicide. Depuis très récemment, avec l'accord du Parquet, la police peut donner à ces personnes un bouton d'alarme et, si besoin également, un smartphone. Il s'agit d'une solution qui a déjà servi une fois à Woluwe-Saint-Pierre et qui porte ses fruits.

Chaque mesure que nous prenons vise un objectif simple : que les femmes puissent se sentir en sécurité partout, tout le temps. La lutte contre les violences faites aux femmes exige une vigilance constante et une action à tous les niveaux.

Parce qu'un seul acte de violence est toujours un acte de trop.

Concernant les actions pour le 25 novembre, ce que nous ferons cette année: une campagne d'affichage dans les différents bâtiments publics de la commune. Nous nous greffons sur une campagne régionale."

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

18.11.2025/A/0045 **CC - Interpellation - "Subsides aux C.P.A.S. du gouvernement fédéral" (Mme Florentine RÖELL, au nom du groupe Ecolo-Groen)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Subsides aux CPAS du gouvernement fédéral"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Florentine RÖELL, conseiller communal, au nom du groupe Ecolo-Groen ;

ENTEND :

1. l'interpellation du groupe Ecolo-Groen, dont résumé ci-après établi par Mme Florentine RÖELL :

"Monsieur l'Échevin,

Comme vous le savez, la réforme du chômage a été votée cet été, avec comme résultat l'exclusion de 180 000 demandeurs d'emploi de leurs droits aux allocations de chômage entre 2026 et 2027. Nous avons fait part plusieurs fois de notre inquiétude face à des publics qui se retrouveront potentiellement sans revenus dans quelques mois.

En conséquence, le CPAS de Woluwe Saint Pierre a estimé entre 500 et 600 demandes supplémentaires d'aides sociales. Vous avez également indiqué avoir besoin de 7 équivalent temps plein en plus pour traiter ces nouveaux dossiers.

En parallèle, pour ne pas mettre tout le poids de ce nouveau financement sur les communes, le gouvernement fédéral a indiqué qu'il allait subsidier à la hauteur de €26 millions les CPAS en 2025. Aujourd'hui, les CPAS indiquent n'avoir pas encore touché ces subsides, à six semaines du nouvel an.

De plus, d'autres aides auparavant subsidiées par le gouvernement fédéral seront simplement supprimées, comme la Participation et Activation Sociale, visant à intégrer les personnes défavorisées dans la vie sociale en leur permettant de participer à la culture, au sport et aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

La Fédération des CPAS bruxellois a résumé dans un communiqué qu'il "conviendra d'envisager le report de la réforme dans son ensemble" si la mise en oeuvre complète des compensations dès janvier 2026 n'est pas garantie.

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins :

Je voudrais donc vous demander où en est le CPAS de Woluwe-Saint-Pierre sur ces questions.

- Quelle est la position du CPAS de Woluwe-Saint-Pierre au sujet du communiqué susmentionné ?
- Combien les subsides PAS représentent-ils, et quel impact cette suppression aura-t-elle ?
- Le CPAS a-t-il pu recruter les 7 ETP nécessaires ? Le CPAS se sent-il confiant de pouvoir dispenser l'aide nécessaire face à une nouvelle vague de bénéficiaires ?
- Quelles mesures pensez-vous mettre en place en terme de lutte contre la pauvreté pour ceux qui ne feront pas appel au CPAS et ne sont pas en mesure de reprendre du travail dès leur exclusion ?" ;

2. les interventions de M. Yvan VEROUGSTRAETE, conseiller communal, et de M. Dominique HARMEL, échevin ;

3. la réponse suivante qui leur est donnée par M. Tanguy VERHEYEN, échevin :

"Je vais répondre à la dernière question qui a trait à une compétence communale. Pour le reste, votre interpellation relève du CPAS. D'ailleurs, toutes ces questions portent sur des aspects techniques relatives au CPAS. Vous savez que nous avons des élus indirects qui sont envoyés par ce conseil au conseil du CPAS. Vous y avez des représentants et donc, le collège vous invite à saisir vos représentants pour leur demander de poser ces questions et que le débat ait lieu au sein du conseil du CPAS, dont c'est la mission. Là, on pourra vous éclairer sur l'ensemble des chiffres.

Le service des affaires sociales peut être sollicité par certaines personnes dont vous

parlez. Cela se passe déjà aujourd'hui pour beaucoup de demandes. Nous donnons une aide de première ligne pour guider les personnes. Dans le cas que vous visez, les personnes seront tout de même invitées à se présenter au CPAS car c'est la procédure qui a été retenue chez nous, avec un encadrement spécifique. Tout comme aujourd'hui déjà, nous invitons régulièrement des personnes à s'adresser au CPAS pour les demandes qui relèvent de sa compétence."

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

Géraldine de Chestret de Haneffe quitte la séance / verlaat de zitting.

Clémence Decrop quitte la séance / verlaat de zitting.

SÉANCE À HUIS-CLOS - BESLOTEN ZITTING

Levée de la séance à 22:25
Opheffing van de zitting om 22:25

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'F' followed by a horizontal line.

Florence van Lamsweerde

Le Président,
De Voorzitter,

A handwritten signature in blue ink, featuring a large, stylized 'C' followed by a horizontal line.

Christophe De Beukelaer